

0531 11 11 11

70254
2766

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE N° 13585 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 1^{er} OCTOBRE 1988

La session de l'ONU et le discours de M. Mitterrand

Un Nobel mérité

En 1957, le prix Nobel de la paix était attribué au ministre canadien des relations extérieures Lester Pearson, pour le rôle qu'il avait joué dans le dénouement de la crise de Suez et la création, dont il était l'initiateur, des « casques bleus », ces soldats de l'ONU placés en écran entre les combattants, que l'Organisation était parvenue à séparer. Depuis lors, les « casques bleus » avaient été l'objet de toutes sortes de sarcasmes et d'attaques : en France, du temps du général de Gaulle, et en URSS notamment. Que le prix Nobel de la paix leur soit attribué est un signe des temps.

Rien, sans doute, ne pouvait davantage faire plaisir aux fonctionnaires de la grande maison de verre des bords de l'East River que cette éclatante reconnaissance de l'utilité de leur existence et de leur mandat.

En désignant la force de maintien de la paix, le comité Nobel a particulièrement bien choisi la partie de l'ensemble qu'il souhaitait récompenser. Choisir l'ONU en tant que telle eût été prendre le risque de relancer les critiques et polémiques suscitées par telle ou telle organisation du système. Il est beaucoup plus malaisé, même si cela peut paraître parfois justifié, de critiquer les soldats de la paix. D'autant plus que la récompense paraît, au regard du tableau d'honneur des Nobel de la paix, particulièrement méritée.

Les « casques bleus », déployés depuis trente-deux ans pour réduire les tensions et prévenir la reprise des conflits en de nombreux points chauds de la planète, appartiennent par milliers à toute une variété de nations. Souvent désarmés, opérant dans des circonstances difficiles, beaucoup ont payé de leur vie leur rôle de pacificateurs. Dans ces conditions, c'est toute la communauté des nations qui doit se sentir concernée par la distinction dont ils sont l'objet.

Au-delà de la reconnaissance du rôle de l'Organisation, le prix récompense pour bonne partie celui qui le recevra à Oslo le 10 décembre prochain (date du quarantième anniversaire de la Charte des droits de l'homme), M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Les succès diplomatiques enregistrés en 1988, au printemps en Afghanistan et dans le conflit Iran-Irak en été, doivent beaucoup à cet intermédiaire discret, tenace et efficace.

Que l'honneur rejailisse aussi sur lui, on ne peut que s'en féliciter. Son poids dans la poursuite de négociations délicates pour parvenir à de véritables situations de paix devrait s'en trouver renforcé, et la réhabilitation d'une institution et de l'homme qui l'incarne tombe à point nommé pour faire un peu oublier les controverses suscitées autour de son prédécesseur, M. Waldheim.

M 0147 - 1001 0 - 4,50 F
3790147004500 10010

Paris accueillera la conférence sur le désarmement chimique

M. François Mitterrand a annoncé jeudi devant l'Assemblée générale des Nations unies à New-York que la France abandonnait l'idée de se doter d'un stock minimum d'armes chimiques avant même la destruction éventuelle de tous les arsenaux existants. La négociation d'un nouveau traité pourrait être relancée par la réunion d'une conférence internationale à Paris.

NEW-YORK (Nations unies) de nos envoyés spéciaux

Intervenant devant l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, jeudi 29 septembre, le jour même où l'organisation recevait la distinction du Nobel de la paix, le président de la République aurait pu céder à l'euphorie onusienne. Il n'en fit rien. Il rendit, certes, à l'organisation et à son secrétaire général l'hommage qui leur est dû. Mais, s'il marqua très clairement la volonté de la France d'apporter sa pierre à l'édifice, il le fit avec prudence, avec un souci notable du concret, sans lyrisme et sans dérapage cocardier.

Surtout, loin de donner dans un optimisme béat, il prit soin d'insister sur ce qui reste à faire, sur ce

qui ne va pas, et d'affirmer qu'il ne faut se satisfaire ni des progrès en cours sur la voie du désarmement ni de la solution effective ou probable de certains conflits régionaux, car un autre danger menace, qui est, dit-il, « comme la guerre, pire que la guerre ». C'est « cet immense malheur qui précipitera plus sérieusement qu'aucun autre danger le monde vers un désordre sans limite », c'est le fossé qui se creuse entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas. S'il n'aborda ce sujet qu'en dernière partie de son discours, c'est pour lui que M. Mitterrand trouva les mots les plus forts.

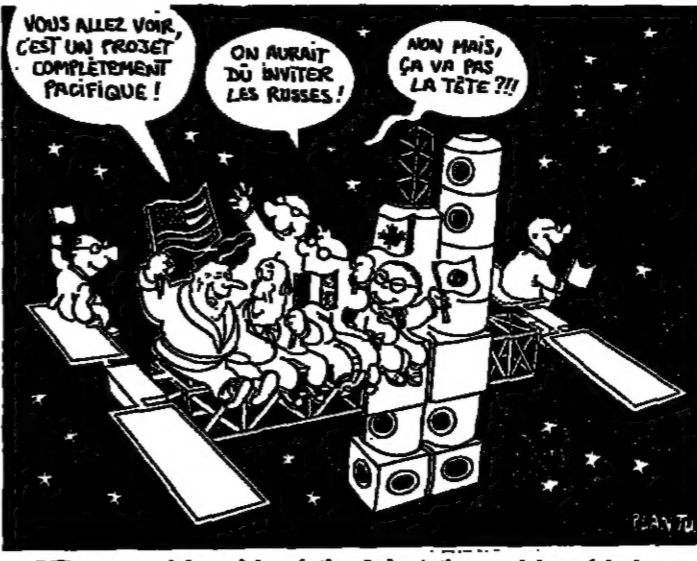
CHARLES LESCAUT et CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 4.)

La réunion précipitée du comité central

Cinq dirigeants, dont M. Gromyko, sont évincés du bureau politique du PC soviétique

La session du comité central du parti soviétique, convoquée à l'improviste ce vendredi 30 septembre s'est achevée en début d'après-midi par un important remaniement. M. Gromyko, membre du politburo et chef de l'Etat, a offert sa démission, qui a été acceptée.

Quittent également le bureau politique M. Solomentssev, président du comité de contrôle du parti, et, parmi les suppléants, MM. Demitchev et Dolguikh. M. Dobrynine, secrétaire du parti chargé des affaires internationales, a également donné sa démission.



L'Europe participera à la création de la station spatiale américaine. Lire page 36, l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Entrent au politburo M. Vadim Medvedev, jusqu'ici secrétaire du parti chargé des relations avec les PC au pouvoir, en tant que membre titulaire, ainsi que, comme suppléant, MM. Vlasov (ministre de l'intérieur), Loukianov et M^{me} Birioukova. Enfin, M. Tchebrikov, déjà membre du politburo, a été élu secrétaire du parti : il devrait quitter en conséquence ses fonctions à la tête du KGB, la police secrète.

Ces nominations seront complétées par des changements dans la composition du gouvernement soviétique, qui seront annoncés samedi à l'issue de la session du Soviet suprême.

(Lire nos informations page 5.)

Quand une République balte veut « redéfinir » l'Union soviétique

En Estonie, « la révolution en chantant »

Tandis que des changements de responsables au plus haut niveau du parti étaient annoncés, vendredi à Moscou, à l'issue des travaux du plénum du comité central - qui devait être suivi, samedi, d'une réunion du Soviet suprême, - un important congrès devait se réunir en Estonie, celui d'un nouveau mouvement politique estonien, le Front populaire.

TALLIN de notre envoyé spécial

Cette révolution a déjà son nom. On l'appelle la « révolution en chantant », car, d'un rassemblement de masse à l'autre, tous les chants de l'identité nationale ont resurgi, le rock s'est mis de la partie, et c'est sur ces rythmes mêlés que la plus petite des Républiques baltes, l'Estonie, s'est lancée seule dans une grande entreprise - la redéfinition de l'Union soviétique.

Non pas seulement de ses loix, de son économie ou de son système électoral, mais de l'Union elle-même, de la nature, des liens rassemblant les quinze Républiques qui composent l'URSS. Dans tout le reste du pays, il n'est pas, jusqu'à aujourd'hui, de sujet plus tabou, tant on craint de remettre en question des frontières qui doivent beaucoup moins à l'élan révolutionnaire qu'à la force militaire.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 5.)

Les Jeux de Séoul

- Athlétisme : le désert français**
Depuis Berlin en 1936, l'athlétisme français a toujours rapporté une médaille du rendez-vous olympique. Le relais 4 x 100 mètres messieurs représente la dernière chance de continuer cette série.
 - Escrime : la France épée d'or**
Philippe Ribout, Jean-Michel Henry, Olivier Lenglet et Eric Srecki ont conquis la médaille d'or par équipes devant la RFA.
 - Canoe : à la bonne heure**
Philippe Renaud et Joël Bettin n'étaient pas favoris. Mais ils ont été exacts au rendez-vous sur 500 mètres en prenant la médaille de bronze.
- Lire pages 28 à 30 les articles de nos envoyés spéciaux

La grève des surveillants de prison s'envenime

Le blues des porte-clefs de Fresnes

Face au mouvement de protestation des surveillants de prison, le ministre de la justice a choisi la fermeté : « Ouvert à la concertation », le garde des sceaux estime que « celle-ci ne peut s'instaurer tant que le service public de la justice sera entravé ». Ses déclarations n'ont pas apaisé la contestation des gardiens qui, selon les syndicats, doit s'étendre et se durcir.

Quand, le 27 septembre, le téléx du directeur de l'administration pénitentiaire, M. François Bonnelle, est tombé, il a vite fait le tour des surveillants. Aussitôt après, tout aussi comminatoire, c'est une circulaire, qui, comme son nom l'indique, s'est mise à circuler. « Il apparaît que, dans certains établissements, des piquets [sont] constitués en vue d'entraver le fonctionnement normal du service pénitentiaire. Les perturbations qui en résultent portent aussi bien sur l'activité des juridictions que sur la vie en déten-

tion. Elles ne sauraient être tolérées plus longtemps. » Et M. Bonnelle de demander aux directeurs de prison de rappeler à leurs troupes qu'il s'agit là d'actes collectifs d'indiscipline caractérisés susceptibles de porter atteinte à l'ordre public », et de leur enjoindre de « relever l'identité » de ces indisciplinés. « Il doit être mis fin à ce mouvement sans tarder, poursuit M. Bonnelle (...), faute de quoi le procureur de la République doit être saisi et le concours de la force publique requis. »

Les gardiens de prison ont mal pris la chose, et ils ont du coup durci leur mouvement. Quand, à Fresnes, un premier surveillant « a ramassé une calotte » envoyée par un policier, ils sont venus à soixante-dix, aussitôt sortis de la cantine, pour lui prêter main forte. Et ils étaient peut-être deux cents logés sur place à dégringoler les escaliers dès qu'ils ont vu les images à la télévision.

« Il serait temps que M. Bonnelle cesse de se comporter

comme le préfet de police qu'il a été », tempête M. Jacques Viollette, le secrétaire général du syndicat des surveillants FO. « De policiers à gardiens de prison entre fonctionnaires, on n'a pas apprécié », brognotent les gardiens de base. « Quand les détenus font les mariages sur les toits de la Santé, on met trois jours à leur envoyer la police. Pour nous on n'attend pas. »

AGATHE LOGEART.
(Lire la suite page 13.)

JEAN GUITTON
de l'Académie française

Un siècle, une vie



Les Mémoires du plus grand philosophe chrétien vivant.

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Le Monde

SANS VISA

Virginie, mémoire et nostalgie de la jeune Amérique

Escapes Gastronomie Jeux

Pages 15 à 22

Débats

REVENU MINIMUM

Salarier l'exclusion ?

par CHRISTIAN CHASSÉRIAUD (*)

LES populations du quart-monde, frappées plus durement que d'autres groupes sociaux par la crise durable, doivent affronter de plus en plus de situations qui relèvent de la survie : manque ou insuffisance de nourriture, exclusion de la protection sociale et donc de l'accès aux soins médicaux, difficultés pour se maintenir dans un logement pour lequel on n'arrive plus à assumer le loyer et, pour certains, les « sans domicile fixe » de plus en plus jeunes et de plus en plus nombreux ; exclusion de tout logement pour des raisons d'insolvabilité totale.

Une société doit donc s'interroger devant de telles situations sociales qui engendrent de multiples souffrances individuelles et qui mettent en danger la nécessaire cohésion de l'ensemble du corps social. Notre société, pour faire face à cette situation, a décidé à travers son expression politique d'instaurer un « minimum vital » qui est qualifié « d'insertion ».

Une question se pose donc sur la nature de cette « insertion » envisagée ; car, autant il est possible d'assurer un petit revenu financier à de nombreux pauvres, autant il reste difficile de permettre de nombreuses insertions sociales. Et cela pour plusieurs raisons qui laissent craindre bien évidemment que ce salaire minimum d'insertion ne se transforme en une gestion d'une population paupérisée à travers l'octroi d'un revenu minimum qui peut devenir, si on n'y prend garde, « un salaire de l'exclusion sociale ».

Les effets pervers

Parmi les raisons qui font exister le danger de l'institutionnalisation du « salaire de l'exclusion », certaines tiennent au processus même de déqualification sociale que les populations en situation de pauvreté vivent dans une quotidienneté sans issue. En effet, la pauvreté est avant tout une mise à l'écart, une mise hors du jeu social d'une partie de la population. Cette mise à l'écart atteint directement l'identité sociale des personnes et des groupes. Et, au fur et à mesure que le temps social qui rythme la pauvreté se déroule, la spirale engendrant des déficiences sociales de plus en plus lourdes se creuse. Cela va jusqu'à générer chez les personnes concernées des conflits psychologiques dont les origines tiennent avant tout à la position sociale déclassée et régressive qu'occupent ceux et celles qui deviennent des exclus. Se multiplient alors les déviances et les marginalités de tous ordres, toute une pathologie sociale qui, à son tour, fait naître l'insécurité en devenant la toile de fond dans la constitution des réseaux d'exclusion.

Ces personnes cumulent très souvent une pauvreté aux divers visages, et avant tout matérielle et économique, mais aussi culturelle

et sociale. Combien parmi les plus pauvres sont sans formation professionnelle, dans une situation de quasi-illettrisme qui les place dans une impossibilité de maîtriser le langage des codes sociaux indispensables pour une gestion de base des actes de la vie quotidienne !

Le danger que représente, dans ses effets pervers, la mise en place d'un revenu minimum consiste donc à désigner ceux et celles qui parmi nous, ne peuvent plus concourir à la création de richesses économiques, pour en faire des déficients sociaux vis-à-vis desquels il sera nécessaire d'engager des actions sociales de réparation. Le revenu minimum d'insertion présente donc, dans sa mise en place même, cette importante contradiction : il risque, à travers des effets sociaux non maîtrisés, de stigmatiser et donc d'exclure un peu plus ceux qui en seront les bénéficiaires. En cela, il peut devenir le nouveau marqueur des pauvres de cette fin du vingtième siècle.

L'attitude que nous pouvons avoir vis-à-vis des exclus rejoint directement celle qu'en tant que pays riche du monde occidental nous avons avec les pays du tiers-monde : soit nous les assistons de manière chronique pour les maintenir dans une dépendance économique et culturelle, soit nous les accompagnons pour trouver par eux-mêmes et dans eux-mêmes les moyens de leur développement. Une même problématique se pose vis-à-vis de ceux de nos concitoyens qui se trouvent dans une situation d'exclusion et de pauvreté : soit un revenu minimum qui présente le danger de les enfermer et de les stigmatiser dans une situation chronique d'assistance, surtout si ce temps

de revenu minimum ne débouche pas sur une situation autre ; soit la mise en place d'autres formes de réponses qui généralisent l'idée d'une utilité sociale et donc d'une reconnaissance sociale.

Responsable depuis plus de six ans d'une association de réinsertion sociale à Périgueux (l'APARE), j'ai pu expérimenter un autre type de réponse aux problèmes locaux d'exclusion, de pauvreté et d'insertion sociale. Elle peut se décrire comme une tentative « d'insertion sociale par la reconnaissance économique » des personnes en situation de déqualification sociale, hommes ou femmes, jeunes et moins jeunes.

Acteurs et partenaires

Pour cela, trois entreprises dites « d'insertion sociale » (EIS) liées juridiquement à l'association, permettent chaque année à une soixantaine d'hommes et de femmes en grande difficulté (sans logement, sans ressources, sans protection sociale) de se rejoindre comme acteurs et partenaires à travers l'acte de production. Nous avons créé trois entreprises : Périgord Tous Services au niveau du second œuvre du bâtiment ; La Repasserie « pour le repassage et l'entretien du linge ; Créa-Pierres-Périgord, qui fabrique des pierres reconstituées.

Les salariés de ces entreprises (les personnes en grande difficulté, jeunes et moins jeunes) les utilisent donc comme des supports possibles à leur insertion et cela de manière volontairement

temporaire pour une durée de huit mois à un an et demi.

Ces personnes bénéficient d'un statut de salariés suivant les règles de droit commun liées au contrat de travail. A partir de ce statut social, ces personnes en grande difficulté sont repositionnées de manière radicale différente de celle qui caractérisait leur situation antérieure de « sans droits ». En effet, ce nouveau statut social et économique leur permet de retrouver des ressources et des droits sociaux auxquels elles n'avaient plus accès : se loger, se soigner, se nourrir devient à nouveau possible. Faire partie d'une communauté sociale redevient possible.

Entre le minimum social d'insertion par l'octroi d'un revenu et l'aventure de l'insertion sociale par la reconnaissance économique se pose donc un choix de société vis-à-vis des plus pauvres, très durement touchés par la crise.

De manière traditionnelle, parce qu'elle l'avait inscrite dans ses valeurs, la gauche a toujours fait prévaloir la libération des plus pauvres et des plus opprimés à travers une dignité et une citoyenneté retrouvées. Elle a toujours défendu le « droit au travail », le droit pour chaque individu de participer à la création des richesses et à leur redistribution.

Il faut donc qu'elle fasse attention de ne pas couvrir au maintien des plus pauvres dans des marginalités et des inégalités sociales en ne leur permettant que de se partager les miettes d'un impôt sur les fortunes sans perspective d'un devenir autre que celui d'être réduits dans une nouvelle forme de pauvreté sociale et de sous-citoyenneté à travers un « minimum social garanti ». Ce serait accepter que le pauvre reste l'opprimé, objet de la charité publique ou de la charité privée.

Travail social et illusions

par PHILIPPE GABERAN (*)

LA lutte contre la pauvreté ne peut pas se mettre en une équation dont les facteurs économiques et politiques seraient les variables numériques. Ce problème, principale source d'instabilité pour toute société, ne pourra pas se résoudre par la mise en place d'une allocation, aussi bien pensée soit-elle. L'incontournable inconnue de notre équation de départ est le facteur humain. Et l'on a peine à croire que les sciences humaines aient tant fait de progrès à lire l'insuffisance des thérapies proposées. Presque toutes ignorent les données de la psychologie du développement et de la pédagogie de la déficience.

Notre société semble redécouvrir ses travailleurs sociaux. Une catégorie de professionnels jusqu'alors fort souvent décriés, traités de parasites. Trop contents de se sentir enfin valorisés, beaucoup d'entre nous se porteront heureux au front, animés d'un discours sur la solidarité nationale, l'illusion aux lèvres et la fleur au fusil. Et peu d'entre nous en reviendront.

Car, tout d'abord, la formation des travailleurs sociaux est largement insuffisante pour affronter ce nouveau problème. Jusqu'à ce jour, très peu d'écoles de formation ont osé mettre à leur programme la psychologie de l'adulte et l'analyse des problèmes liés à ce stade de la vie. Les problèmes du chômage, de la pauvreté, ne figurent pas ou si peu au programme de formation, essentiellement centré sur l'adolescent ! Par ailleurs, il faudra être vigilant sur l'âge des travailleurs sociaux, car il faut en connaître un peu soi-même sur la vie avant de l'enseigner aux autres. Les travailleurs sociaux se trouveront donc au front en ayant leur expérience à faire et mèneront la lutte contre la pauvreté en essayant de commettre le moins de dégâts possibles, en attendant que le savoir-faire vienne leur prêter l'appui nécessaire.

Alors, il ne faudra pas se bercer d'illusions, et dès le départ, dans ce nouvel enjeu social, le travailleur social ne devra pas dénier la réalité. Combien d'entre nous savent par expérience que nous ne pouvons pas réparer l'irréparable.

Le « scandale » de la pauvreté est avant tout le scandale de la vie. Dès l'instant de la naissance, il n'y a plus de retour en arrière possible, et chaque étape louppée, escamotée ou saccagée l'est de façon irréversible. Notre travail consiste très souvent à colmater les brèches, à reprendre des accros, à poser des piteux, bref, à masquer des béances et à offrir des béquilles. Jamais notre travail ne ramène à l'individu fort et entier. Canguilhem écrit : « Aucune guérison n'est retour à l'innocence biologique ».

Au plus bas de la condition humaine

Or ces hommes et ces femmes tombés dans le quart-monde sont presque au plus bas de la condition humaine. Leur faire remonter la pente n'est pas l'affaire de quelques cours, stages ou de bons sentiments. Est-il de bon sens de demander aux entreprises de jouer un rôle social à l'égard de cette population à l'heure où l'on parle de guerre économique, de suppression des faibles, de performance et de compétitivité ?

Enfin, la société ne doit pas une fois encore signer un faux contrat avec ses travailleurs sociaux. En effet, même en cas de succès, la formation — autant que la dignité et la soif de vivre — donnée ou redonnée à ces gens restera précaire. Nous parlons d'alphabétisation, soit de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. A quelle qualification professionnelle ou poste de travail pourront bien prétendre ces personnes alors que le chômage et les licenciements frappent des individus munis d'un minimum de bagage professionnel, voire de formations supérieures ? Les fonds des collectivités locales sont-ils extensibles à souhait pour embaucher autant que nécessaire, même à titre de TUC, SIVP, PII ou autres, tous ces « mutilés de la guerre économique » ?

Il faut être conscient de ces problèmes et ne pas se bercer d'illusions. La victoire sur la pauvreté ne s'obtiendra pas par un coup de baguette magique nommée impôt de solidarité sur la fortune ou revenu minimum d'insertion. Et il ne faudrait pas non plus, les illusions envolées et la bouche pleine d'un goût amer, se retourner, filleuls, contre les travailleurs sociaux, accusés une fois encore de ne pas faire leur boulot. Le constat est cruel et la vérité n'est pas belle à entendre. Aussi, bien souvent, l'éducateur se condamne au silence car il connaît trop la vanité des paroles faciles. Comme le soigneur Michel Noblecourt, il n'existe qu'un remède à la pauvreté : « La conjurer avant qu'elle ne se développe ». Je spécifierai : la circonscrire avant qu'elle ne se transmette. Car aujourd'hui, comme il y a deux cents ans, la pauvreté s'hérite.

(*) Educateur spécialisé.

BIBLIOGRAPHIE

La mort dans les yeux

PUISQUE la mort, comme le soleil, ne peut se regarder en face, il reste aux âmes courageuses, à défaut de la mort, les mourants.

Ce sont eux que Valérie Winkler a choisis de photographier et de montrer dans un beau livre : *La Mort si proche*. Après avoir scruté il y a quelques années les puits et les rapis de la naissance, elle se place cette fois au terme, au seul autre moment important de la vie, selon l'ironique sagesse honnête, qui prétend qu'entre la naissance et la mort « le reste n'est que remplissage... »

Visages creusés, chairs épuisées, corps défaits, quittant parfois le souffle et la chaleur d'un autre corps. Enfants, personnes âgées — peu de simples adultes — encore habités de cette vie qu'ils confessent agripper avec avidité.

Ils ont fait leur temps. Ils se sentent vides. Ils sont de trop, du moins ils le disent, et cependant ils implorant : pas encore. C'est que, de l'événement de cette non-génération, on ne sait pas trop où l'on va atterrir...

Il faut regarder ces regards comme Valérie Winkler a su le voir. Sans un soupçon de voyeurisme. Cette femme malade qui se fait embrasser, ce bébé cancéreux au crâne lisse comme un gilet, cet enfant chaviré dans les bras de sa maman, cette vieille dame soumise comme un bébé. Pour nous les restituer, l'auteur a vécu avec eux. A l'Institut Curie à Paris, à l'hôpital Cochin, dans des maisons médicales, la confiance s'est lentement tissée entre eux et leur photographe.

Ainsi se capte l'imperceptible vérité qui rend par instants ces visages insupportables. Parce qu'ils ne sont pas exotiques. Parce que ce sont nos parents, nos enfants, nos voisins.

Le livre s'enrichit même de clichés que l'auteur n'a pas pris. Dans le contrepoint des textes qu'elle écrit en confidence, elle raconte par exemple qu'elle n'a pu photographier l'abacuse détrempé d'un père devant son enfant condamné : elle cite la maman de Christelle, morte à cinq ans : « J'ai envie d'être enceinte, mais de ma fille. J'ai envie de la refaire. » Ou ce cri d'un petit garçon, un mois avant de mourir : « Maman, je crois que tu peux arrêter de pleurer. Il serait temps d'en faire un autre. »

Ces mourants sont d'abord considérés et rendus comme des

vivants. Ils pensent, doutent, hurlent à mi-voix l'angoisse, la souffrance, la résignation, l'espoir et la tendresse, et du coup ils nous retiennent.

Alors n'avez pas peur ! Ils ne sont pas plus contagieux que les autres vivants. Ils ne vont pas détruire pas votre vie. Ou plutôt si. Avec eux, on découvre que la vie comme le feu se partage sans se diminuer.

« On respire à sa vie, on essaie de comprendre », dit une malade de quatre-vingt-deux ans. Nous aussi. Ils font de nous y entraînent. Son livre est finalement tonique. Il ne déprime pas, il purifie.

CHARLES VIAL.

* *La Mort si proche*, de Valérie Winkler. Editions du Castorion, 128 p., 120 F.

Le Monde des PHILATELISTES
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
Monnaie de l'automobile : les constructeurs français sur timbres étrangers.
Les Jeux olympiques d'Olympie.
Cartes postales : le musée Jean-Jaurès à Castres.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

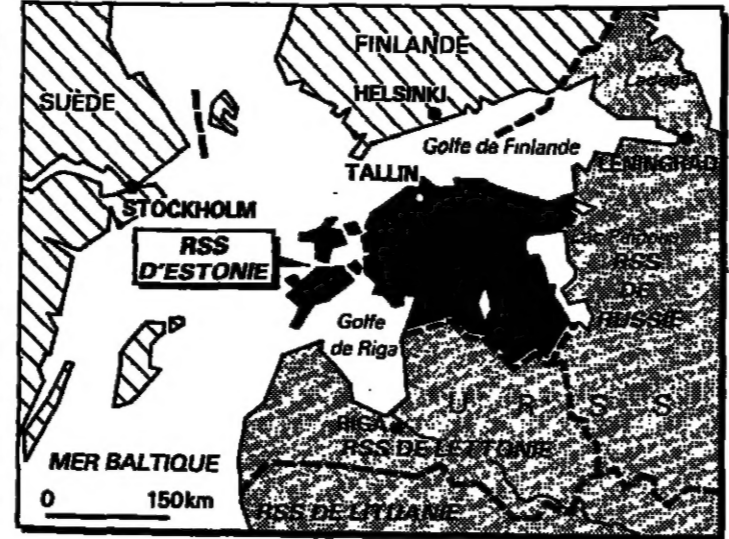
Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAF 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-61	BULLETIN D'ABONNEMENT
ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72	DURÉE CHOISIE
FRANCE : 354 F 399 F 504 F 687 F 3 mois 6 mois 9 mois 1 an Autres pays : 672 F 927 F 972 F 1337 F 3 mois 6 mois 9 mois 1 an	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 9 mois <input type="checkbox"/> 1 an
ÉTANGÉER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus	Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Localité : _____ Pays : _____
Changement d'adresse autorisé, ou renouvellement de votre abonnement sans interruption à formuler leur demande deux mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.	Veillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سذا من الامل

Europe

Quand une République balte veut « redéfinir » l'Union soviétique
En Estonie, « la révolution en chantant »

(Suite de la première page.)



Plus petite des Républiques baltes avec une superficie de 45 100 kilomètres carrés, l'Estonie compte 1,5 million d'habitants, dont 900 000 de souche estonienne.

Partout le tabou tient, mais ici c'est en toute liberté qu'on discute de toutes les formes imaginables d'une indépendance estonienne - y compris hors de l'URSS, - et le premier secrétaire du parti, M. Vaino-Viljas, parle tranquillement de la nécessité de faire de l'URSS une « Fédération d'Etats souverains », une « Union de nations vraiment libres ». C'est reconnaître que tout est à faire en ce domaine, mais la presse estonienne a franchi depuis l'été un pas autrement plus spectaculaire en écrivant que c'est en vertu d'une pure et simple annexion que l'ensemble des Etats baltes se sont en 1940 retrouvés incorporés à l'URSS. Tout ressort au grand jour : les clauses secrètes du pacte Molotov-Ribbentrop, par lesquelles Hitler avait reconnu à Staline le droit d'absorber les trois Républiques baltes ; l'horreur des déportations de masse qui avaient suivi et le souvenir magnifié de cette République d'entre-les-deux-guerres qu'on appelait jusqu'à présent « bourgeoise », pour ne pas rappeler qu'elle avait été indépendante.

Tout ressort. Le Kremlin scrute. Les Soviétiques n'arrivent pas à croire que les rumeurs venant de là-bas soient vraiment à franchir de peur, dans la quinzaine précédente de la moins peuplée des Républiques soviétiques, ne laisserait voir qu'une révolution et est bel et bien en cours. Le congrès de fondation d'un mouvement politique indépendant du bloc s'y ouvre samedi 1^{er} octobre. En un rien de temps, ce « front populaire » peut mobiliser trois cent mille personnes. De jour comme de nuit, le dimanche comme en semaine, une réunion suit l'autre. Longs débats ici de la refonte du système scolaire ; là, de la redéfinition des prix agricoles ; ailleurs, de l'établissement de représentations consulaires dans les pays scandinaves voisins. Et partout, bien sûr, non seulement de l'indépendance nationale, mais, beaucoup plus concrètement aussi, des conditions d'obtention de la citoyenneté estonienne que le Soviet suprême de la République va bientôt instituer, avec l'assentiment du Parti.

« Combattre le scepticisme de la population »

C'est une révolution, mais menée par des luthériciens retenus, auxquels l'histoire a trop souvent appris à ne pas se bercer d'enthousiasme. Ecrivains, professeurs, économistes ou journalistes, vedettes de la télévision, la plupart de ses chefs de file sont membres du Parti, de ces hommes - si nombreux dans les pays communistes - qui ont pris leur carte parce qu'ils ne voulaient pas se condamner à la marginalité et qui sortent brusquement de l'anonymat dès qu'un espoir de changement apparaît. Mart Kadastik par exemple, trente-trois ans, est rédacteur en chef depuis six ans d'Etari, le quotidien du Parti de Tartu. C'est lui et lui seul qui a pris la décision, il y a juste un an, de publier un article de quatre intellectuels appelant à instaurer l'autonomie économique de la République. La réforme des entreprises venait alors d'être lancée par M. Gorbatchev. L'idée mûrissait en état de leur redonner l'esprit d'initiative et la responsabilité de leur travail en les dégageant de la tutelle des ministères centraux ; et ces quatre hommes proposaient donc d'appliquer le même raisonnement aux Républiques, à l'Estonie en l'occurrence.

A priori, rien ne violait l'orthodoxie puisqu'il ne s'agissait que d'aller plus avant dans une direction tracée par le Parti. En fait pourtant, cette proposition était évidemment une bombe, puisque l'économie estonienne reste aujourd'hui contrôlée à 90% depuis Moscou. Vouloir renverser la proportion, c'est vouloir modifier radicalement les rapports entre l'Estonie et l'Etat soviétique central.

Cet article était une bombe, mais Mart Kadastik l'a immédiatement accepté car « la crise était telle qu'il fallait publier à l'importe quel programme positif pour combattre le scepticisme de la population » - en fait pour mobiliser les Estoniens et leur faire comprendre qu'il était temps de saisir la chance offerte par la « perestroïka ». Consulté, M. Gorbatchev n'aurait peut-être pas donné son feu vert à une telle amplification de ses réformes, mais personne ne lui a demandé son avis. Consulté, le premier secrétaire de Tartu aurait peut-être mis son veto, mais il ne l'a pas été non plus.

Après une première vague de réactions officielles violentes, il apparaît vite que l'establishment du parti n'a déjà plus les moyens politiques de riposter. Dans toute l'Estonie l'idée en opposer des arguments qui ne semblent pas, dans le même temps, contredire la « perestroïka ».

Toute l'élite intellectuelle et journalistique de la République s'y rallie. Il n'est bien sûr pas question de recourir aux « méthodes administratives » contre qui que ce soit.

Six mois plus tard, l'intelligentsia a si totalement pris l'initiative dans la République que l'ensemble des unions de créateurs - écrivains, artistes, journalistes, architectes, etc. - se réunissent au siège du Parlement pour mettre au point une batterie complète de réformes. Nouvelle innovation : l'intelligentsia ne contente pas de s'adresser au dirigeant du parti estonien. Elle définit aussi les positions que la délégation de ce parti devrait défendre en juin à Moscou, à la dix-neuvième conférence du Parti soviétique. Deux semaines plus tard, le 13 juin 1986, qu'a des balbutiements, la pression populaire avait déjà réussi à faire suspendre l'ouverture de nouvelles mines de phosphates, qui aurait provoqué, explique Arvo Valton, l'un des plus célèbres écrivains estoniens, « la disparition d'un tiers de la nappe phréatique du Golfe de Finlande et une arrivée massive de nouveaux immigrants ». Déjà, la fronde était

giques, les aspirations démocratiques et la crainte d'une menace imminente de subversion étrangère ont ainsi créé un étrange hybride politique. Comme tous ces grands mouvements qui soudain naissent tout un peuple, le mouvement estonien est un peu tout à la fois : libertaire et assoiffé d'ordre ; xénophobe et attentif aux droits des minorités ; nationaliste et ouvert sur le monde ; conservateur et radicalement réformateur, passiste et novateur.

« Nous sommes menacés dans notre existence même », entend-on constamment, et cette conviction est si forte qu'on avait vu, dès 1980, quarante intellectuels estoniens protester publiquement contre le recul de leur langue et le ravage de leur pays. Quand la « glasnost » n'en était, fin 1986, qu'à ses balbutiements, la pression populaire avait déjà réussi à faire suspendre l'ouverture de nouvelles mines de phosphates, qui aurait provoqué, explique Arvo Valton, l'un des plus célèbres écrivains estoniens, « la disparition d'un tiers de la nappe phréatique du Golfe de Finlande et une arrivée massive de nouveaux immigrants ». Déjà, la fronde était

L'école de l'audace

De cette époque, on pourrait de loin donner une version policie qui se tiendrait. Ses principaux acteurs sont communistes. L'idée de Front populaire avait d'abord été lancée dans les Nouvelles de Moscou, l'organe de pointe de la « perestroïka ». M. Gorbatchev a besoin, contre les conservateurs, d'organiser une mobilisation populaire en sa faveur, et il est vrai enfin que les résolutions adoptées par la dix-neuvième conférence reprennent les idées d'autonomie économique et de front populaire.

Il est tout à fait certain aussi que M. Gorbatchev et son équipe n'ont rigoureusement rien fait pour empêcher le mouvement estonien de se développer. De là à conclure qu'ils l'ont organisé, il y a pourtant un pas à ne pas franchir.

En Estonie, les Estoniens ne représentent aujourd'hui plus que 60% de la population ; au rythme où se développe l'immigration des autres Républiques - russe avant tout, - ils ne seront bientôt plus autre chose qu'une minorité nationale, et cette évolution, sensible dans bien d'autres Républiques et régions, est d'autant plus mal vécue qu'elle semble prolonger et achever l'annexion de 1940.

Pis, les Russes, qui ne se donnent que rarement la peine d'apprendre trois mois d'estonien, sont, la plupart du temps, ouvriers ou cadres d'usines créées depuis Moscou, souvent très polluantes et exigeant un soin d'œuvre importants, pour la plupart immigrés.

Un sourd ressentiment historique, la montée des préoccupations écolo-

rampante, et il suffit de remonter jusqu'à l'enfance politique de la génération qui prend aujourd'hui la tête de l'Estonie pour tomber sur la fracture de la fin du vingtième siècle : 1968. A l'époque, un département de recherches sociologiques venait de s'ouvrir à l'université de Tartu. On découvrait de nouvelles approches, de nouveaux auteurs, les modèles alternatifs, et les idées de la tentative de réforme économique de 1965 - mêlées aux premiers enthousiasmes du « Printemps de Prague ». Les esprits s'échauffaient. Les bouches aussi.

Mariu Lauristin, fille d'une gloire du mouvement communiste estonien et chef du département de journalisme de l'université de Tartu, n'était pas encore devenue l'un des dirigeants les plus populaires du Front mais était déjà un pilier du département de sociologie. Le secrétaire général du comité central chargé de l'idéologie, Indrek Toome, n'était pas encore l'interlocuteur privilégié du front mais était déjà responsable des Komsozols à l'Institut polytechnique de Tallin et participait à ce 68 estonien. « Le pluralisme », explique Mariu Lauristin, est depuis les années 60 une réalité que le brejnevisme n'avait fait que refouler. Des staliniens aux réformateurs, tout le monde cohabitait dès cette époque dans l'appareil, ajoutée, en estimant que la Suède est plus proche que l'URSS de l'idée qu'elle se fait du socialisme.

Devant l'université, parents et enfants endimanchés font la queue. Les notes d'un quarton s'échappent bientôt des fenêtres de la salle des fêtes et se répandent dans ces rues sorties des premières années du siècle passé - quand le recteur était un Français qui apporta ici le siècle des Lumières et les idées de 1789. Tartu était alors, pour tout l'empire, l'école de l'audace politique.

La tradition est vivace. Mais cette minuscule Estonie pourrait-elle vraiment ouvrir la voie à l'URSS ? Tout en fait douter, pourtant l'équipe de M. Gorbatchev a placé ici de grands espoirs.

BERNARD GUETTA.

Plénum du comité central suivi d'une session extraordinaire du Soviet suprême
Les changements au bureau politique

MOSCOU de notre correspondant

L'URSS de la « perestroïka » aura connu deux journées décisives. A peine avait-on appris que le comité central serait réuni à l'improviste vendredi 30 septembre qu'une brève dépêche de l'agence Tass annonçait, jeudi, que le Soviet suprême était à son tour convoqué en session extraordinaire pour le lendemain. A tort ou à raison, tous les partisans des réformes ont alors mieux respiré.

A elle seule la soudaine réunion du plénum du comité central pouvait, en effet, signifier que les conservateurs passaient à l'offensive ouverte, et que, si ce n'était pas M. Gorbatchev lui-même, c'était sa politique qui était en difficulté. Ce n'était qu'une des hypothèses, mais les adversaires du changement avaient, depuis deux mois, montré tant d'assurance et la rentrée du secrétaire général enregistré depuis

trois semaines tant de ratés que l'hypothèse était plausible.

Dès lors, en revanche, que le plénum ne faisait que précéder une session du Soviet suprême, c'était a priori que le comité central allait devoir se prononcer non seulement sur des changements internes au parti, mais aussi sur des modifications législatives ou constitutionnelles.

Or qui dit lois ou projets de loi nouveaux dit réformes, et qui dit réformes dit développement de la « perestroïka ». Quelques heures plus tôt M. Valdim Fofilov, le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, avait d'ailleurs déclaré que ce plénum constituerait « un nouveau pas dans la réalisation des décisions de la dix-neuvième conférence », c'est-à-dire dans l'application du programme de réformes politiques de M. Gorbatchev.

R. G.

« M. Niet »

Andrei Andréovitch Gromyko, soixante-dix-neuf ans, « M. Niet », qui a quitté, vendredi 30 septembre, ses fonctions de membre du bureau politique du PCUS, a été, pendant plus d'un quart de siècle, le symbole de la diplomatie de l'Union soviétique, présent à tous les rendez-vous de l'histoire de la seconde moitié de ce siècle.

Né en juillet 1909 à Starye-Gromyki (Biélorussie), ce fils de paysan fait des études d'agronomie à Minsk, avant de venir dans la capitale, où il s'initie à l'anglais et à l'économie. Il n'entre au Parti communiste qu'en 1931, en pleine bataille pour l'élimination de la « clique anti-parti » de Trotski.

nouveau Conseil de sécurité de l'ONU, tout en étant vice-ministre des affaires étrangères. Les votes qu'il lance à la tribune lui valent alors son surnom de « M. Niet ».

Premier vice-ministre des affaires étrangères en 1949, puis à nouveau à partir de 1953, après un bref passage à Londres comme ambassadeur, il est nommé ministre par Krouchtchev en 1957. Il occupera cette fonction sans discontinuer jusqu'en 1985, un record de longévité.

Son poids politique devient réel en 1973 avec son entrée au bureau politique. Il augmente sous Brejnev vieillissant, puis sous Andropov et Tchoumenko, malades. Mikhaïl Gorbatchev, soucieux de donner au monde une autre image de l'Union soviétique, l'écarte dès son arrivée au pouvoir, lui confiant, en juillet 1985, la fonction honorifique de président du présidium du Soviet suprême, un poste de chef de l'Etat sans véritable pouvoir.

Washington

deuxième rencontre

Mikhail Gorbachev

L'Union soviétique et les Etats-Unis ont eu leur deuxième rencontre officielle à Washington, le 29 septembre. Cette fois-ci, c'est le premier secrétaire du Parti, M. Gorbatchev, qui a été reçu par le président américain, Ronald Reagan. Les deux dirigeants ont eu une conversation de dix minutes, au cours de laquelle M. Gorbatchev a félicité le président pour sa politique de détente et a déclaré que l'Union soviétique était prête à poursuivre les négociations pour la réduction des armements nucléaires. M. Reagan a répondu que les Etats-Unis étaient également prêts à continuer ces discussions et a souligné l'importance de la confiance mutuelle entre les deux pays.

BS

la victoire du « non »

au référendum

Le référendum sur le statut de la Nouvelle Calédonie a eu lieu le 29 septembre. Les habitants de la collectivité ont voté à 98,3% en faveur du « non », refusant ainsi l'indépendance et préférant rester une collectivité d'outre-mer de la République française. Cette décision a été accueillie avec satisfaction par les autorités françaises, qui ont souligné le caractère démocratique de ce choix.

LA GRANDE CASCADE

Mercedes-Benz vous propose ses spécialités

Nos suggestions:	La 300E 4-Matic
La nouvelle 190	Le 300TE
La nouvelle 190E	Le 300CE
La nouvelle 190E 2.3	Le 300TD Turbo
La nouvelle 190E 2.6	La 260SE
La nouvelle 190E 2.5-16	La 300SE
La nouvelle 190D	Le 300SL
La nouvelle 190D 2.5	La 500SE
La nouvelle 190D 2.5 Turbo	La 560SEL
La nouvelle 200E	La 560SEC
La 200D	Le 230 GE
La 230E	Le nouveau 250 GE
La 250D	Le 280 GE
La nouvelle 250D Turbo	
La 260E	

DÉCOUVREZ LES NOUVEAUX MODÈLES MERCEDES EN ACTION
DU 29 SEPTEMBRE AU 9 OCTOBRE A LA GRANDE CASCADE.

Mercedes vous invite à découvrir
les nouveaux modèles de la gamme 1989.
De 10 h à 19 h* au centre d'essais Mercedes
à la Grande Cascade du bois de Boulogne.

* de 13 h à 19 h le 29 septembre.

MERCEDES-BENZ



Au cœur du "croissant d'or,"

LE "CROISSANT D'OR," LE NOUVEAU POLE ECONOMIQUE EUROPEEN. Les grands centres d'affaires se déplacent aujourd'hui vers l'Ouest Parisien, particulièrement vers le "croissant d'or" qui s'étend le long de la boucle Ouest de la Seine, de Boulogne jusqu'à Levallois en passant par la Défense.

Premier pôle d'affaires européen, c'est dans le "croissant d'or" – formidable concentration d'affaires, d'activités et d'énergies nouvelles – que se développe aujourd'hui toute l'activité économique.

DE GRANDES ENTREPRISES ONT DEJA CHOISI LE PRESTIGIEUX CENTRE DE LONGCHAMP A SURESNES. En plein cœur du "croissant d'or," Suresnes connaît un grand essor économique ne cessant de se développer et d'accueillir de nouvelles sociétés. Les grands groupes comme AXA, LA CANCAVA, le Groupe MONCEAU, RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS et la Société AVIONS MARCEL DASSAULT, ont depuis longtemps compris l'intérêt stratégique du CENTRE D'AFFAIRES DE LONGCHAMP. Remarquablement situé, très proche du centre de Paris,

LEUWNE ET ASSOCIES

هكذا من الأصل

مكذبا من الأصل



le Centre d'Affaires de Longchamp.

plein Sud, en Front de Seine, face au bois de Boulogne et contre le parc du Château, le prestigieux CENTRE D'AFFAIRES DE LONGCHAMP occupe en effet un site privilégié pour l'activité des entreprises, une véritable vitrine au bord de la Seine.

UN CENTRE D'AFFAIRES BIEN DESSERVI PAR LES TRANSPORTS. Bien desservi par les transports, le CENTRE D'AFFAIRES DE LONGCHAMP vous permet de rejoindre rapidement les plus grands pôles d'affaires et le centre de Paris. Avec les 2 gares SNCF, toutes proches, vous êtes à la Défense (ligne A du

RER) en 5 minutes, au cœur de Paris (Saint-Lazare) en moins de 15 minutes. De plus la réalisation de la jonction entre la ligne A et la ligne C du RER est inscrite au X^e plan (à partir de 1989). 8 lignes d'autobus vous relient également au Pont de Neuilly et à la Porte Maillot. Entouré d'importants espaces verts et de rencontres, d'une architecture de grande qualité, le Centre d'Affaires de COGEDIM est conçu pour répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises en matière notamment de communication, d'adaptabilité, de rationalité et de qualité de vie.



1 million de m² de bureaux d'expérience 21, rue d'Astorg - Paris 8^e Tél. : 42.66.34.56

sant d'or,

DES ONT DÉJÀ CHOISI LE CENTRE D'AFFAIRES DE LONGCHAMP À SEINER...
croissant d...
donom...
de nou...
me AXA...
VALET VE...
ONS MAR...
mpri...
DE LONG...
roche du...

u
P
ar
a
é
le
é
p
r
la
di
25
se
te
et
in
P.

S
ier
la
sur
m
ur
ic
es
en

ré.
les
es
la
nes
sit
te
ill
ta
p

ué
m
ar
te
à
ne
les
ac,
fa
ta
la
es
les
us
ur
ri
un
lit

té
ul
ne
la
lo
u
à
at
es
al
ité
•
ul
n.
s.
•
Il
m

Proche-Orient

Après l'attribution de l'enclave de Taba à l'Égypte

Les propriétés israéliennes seront l'objet de discussions entre Jérusalem et Le Caire

L'enclave de Taba, sur la mer Rouge, près d'Éilat, objet de litige entre Le Caire et Jérusalem, a été attribuée, jeudi 29 septembre, à l'Égypte par la commission d'arbitrage internationale à laquelle s'étaient adressés les deux pays pour régler leur différend frontalier (le Monde du

30 septembre). Le premier ministre israélien, M. Shamir, a indiqué que le sort des propriétés israéliennes situées à Taba devait maintenant être négocié avec l'Égypte « sans toutefois remettre en danger les relations » bilatérales.

LE CAIRE
de notre correspondant

« Le règlement du litige frontalier de Taba facilitera une amélioration des relations égypto-israéliennes », a déclaré M. Boutros Ghali, ministre d'État pour les affaires étrangères, à l'annonce, jeudi 29 septembre, du verdict de la commission d'arbitrage internationale. Mais le responsable égyptien a ajouté dans une intervention télévisée que les relations égypto-israéliennes « ne seront excellentes que quand le droit à l'autodétermination aura été accordé au peuple palestinien. Tel est le vrai obstacle ».

M. Ghali a estimé que les seules difficultés pouvant se dresser devant l'application du verdict concernaient le démantèlement exigé par Israël sur l'hôtel de Taba. Toutefois, une autre responsable au ministère des Affaires étrangères a lancé une mise en garde à Israël en affirmant que tout atermoiement dans l'application du verdict aura des répercussions sur la paix entre les deux pays.

Alors que la presse officielle s'est contentée de rapporter les informations sur « le retour de Taba » en saquette, le quotidien d'opposition *l'Wafiq* (libéral) a été le seul journal de vendredi à commenter la nou-

velle. Pour l'éditorialiste, « Taba ne se mesure pas seulement en mètres, mais sa vraie dimension concerne l'homme national ».

Si les réactions à l'attribution de Taba à l'Égypte sont encore maigres, cela ne veut pas dire que ce kilomètre carré de plage laisse indifférent, au contraire. Les Égyptiens, qui n'avaient jamais douté du bien fondé de leur position, se préparent depuis plus d'un an au retour de Taba à la souveraineté égyptienne. Pour eux, le triangle de sable et de béton devait non seulement revenir à l'Égypte, mais être dorénavant fermement rattaché à la vallée du Nil.

Projets en cours

Pour réaliser cet objectif, le gouvernement égyptien a percé en plein roc une route aboutissant à quelques kilomètres au sud de Taba. Cette nouvelle voie, ouverte au trafic il y a moins d'un mois, a réduit de deux heures la durée du trajet Le Caire-Taba, qui n'est plus que de 5 heures. La route ne sera pas la seule manière de parvenir à Taba. Des études ont été engagées en vue de transformer l'ancienne base aérienne israélienne installée à Ras Naqab en aéroport civil. En cas de réalisation de ce projet, Taba ne sera plus qu'à une heure du Caire.

Autre grand projet d'infrastructure engagé dès avant le verdict de

la commission d'arbitrage : la construction d'une centrale électrique près de Taba. Cette centrale, qui devrait être opérationnelle dans quelques mois, pourra non seulement alimenter l'hôtel, mais aussi tous les autres projets touristiques en perspective.

Les responsables du ministère du tourisme, qui ont réussi à relancer de manière spectaculaire une industrie en perte de vitesse début 1986, encouragent maintenant les investisseurs à prendre pied sur le golfe d'Alkaba. Les responsables du ministère estiment que la région peut connaître un vrai boom grâce à ses atouts : des hivers où l'eau est à 22 degrés, une faune et une flore marines parmi les plus belles au monde et des prix assez abordables. Vingt-deux projets prévoyant des investissements de plus de 200 millions de dollars ont déjà été retenus. Les plus importants de ces projets, appartenant tous au secteur privé, sont la construction de quatre grands hôtels, dont un intercontinental de deux cents chambres au sud de Taba.

La clientèle escomptée est surtout européenne. Les touristes israéliens, dont le nombre a nettement baissé depuis le début du soulèvement palestinien, ne constituent pas actuellement une clientèle jugée intéressante pour des raisons principalement économiques. Mais la clientèle égyptienne est, elle aussi, prise en compte. Ce sont les Égyptiens qui meublent les hôtels du Sinaï durant la saison d'été. Ils seront encore plus nombreux grâce à la nouvelle route.

Restent enfin « les frères arabes » que pourraient bientôt attirer les grands hôtels et leurs roulettes. Le Hilton de Charra-el-Cheikh, et l'Intercontinental, au sud de Taba, ont déjà déposé une demande d'ouverture de casino. Voilà une nouvelle Riviera en perspective pour les possesseurs de pétrodollars d'une Arabie saoudite dont la côte n'est qu'à quelques kilomètres.

ALEXANDRE BUCCIANTE

Afrique

ANGOLA : la fin de la conférence de Brazzaville

La question de la réconciliation nationale a ralenti les pourparlers

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

Après pratiquement quatre journées complètes de négociations - les trois jours dans la capitale congolaise et les huit derniers en cinq mois - les Cubains, les Angolais et les Sud-Africains n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un calendrier du retrait des troupes cubaines d'Angola. Faut-il parler d'échec en cette date symbolique du 29 septembre, dixième anniversaire de l'adoption par les Nations unies de la résolution 435 sur l'indépendance de la Namibie ?

Le succès de ces négociations aurait constitué un beau cadeau en même temps qu'une revanche sur un passé fait de trop fréquentes déceptions. En tout cas, cette date-butoir qui avait été fixée par MM. Reagan et Gorbatchev lors du sommet de Moscou, le 29 mai, n'a pas été respectée.

Les efforts du médiateur américain, M. Chester Crocker, secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, n'ont pas permis, malgré les prolongations, de combler le fossé qui sépare encore les positions des uns et des autres. Le communiqué final ne mentionne même pas que des progrès ont été accomplis, en dépit des assurances américaines selon lesquelles ceux-ci ont été « significatifs ». Le document se borne à indiquer que « les délégations ont exprimé leur ferme intention de résoudre les difficultés subsistantes après consultation avec leur gouvernement ». Toutes reviennent prochainement à Brazzaville pour tenter de trouver un terrain d'entente avant l'échéance du 1^{er} novembre fixée à Genève pour le début de la mise en application de la résolution 435.

Cet objectif, selon les Américains et les Sud-Africains, reste réalisable. La commission technique des Nations unies, composée d'une vingtaine de membres, dont la formation a été acquiescée lors de la rencontre à Pretoria, la semaine dernière, entre MM. Pieter Botha et Javier Perez de Cuellar, doit arriver à Windhoek, capitale de la Namibie, au début de la semaine prochaine.

Il n'empêche que des obstacles de taille restent à surmonter pour ce qui concerne le processus de désengagement du contingent cubain, condition sine qua non mise par Pretoria et Washington à l'indépendance de la dernière colonie d'Afrique. Un principe sur lequel toutes les parties sont d'accord, comme l'a

souligné un membre de la délégation américaine, mais dont les modalités se heurtent toujours à des exigences contraires. Il semble, sans que cela soit officiellement confirmé, qu'on se soit plus ou moins mis d'accord sur un retrait échelonné sur deux ans, les divergences se manifestant encore sur le rythme et les différentes phases du processus.

Du travail à la maison

Les Cubains insistent sur l'aspect « politique, logistique, tactique du retrait en relation avec la sécurité des troupes cubaines et angolaises », alors que les Sud-Africains mettent, pour leur part, l'accent sur la rapidité initiale et l'impulsion générale qui devraient être données à tout le mouvement.

D'un commun accord, toutes les parties se sont refusées à fournir les détails techniques de l'opération et les points sur lesquels butent encore les discussions. Les médiateurs américains ont mis au point des documents de travail à partir desquels les différents experts parlementent. Après ces quatre jours de travaux, chaque délégation avait besoin, selon les termes d'un haut diplomate de l'administration Reagan, de « respirer profondément ». « Nous rapportons beaucoup de travail à la maison », a résumé M. Neil Van Heerden, chef de la délégation de Pretoria, qui s'est déclaré « satisfait », soulignant à plusieurs reprises le « bon esprit » des entretiens.

Pour reprendre la formule du diplomate sud-africain, « beaucoup de terrain a été déblayé ». Il reste maintenant à chacune des délégations à présenter les résultats à son gouvernement et à préparer la prochaine rencontre, dont la date n'a pas été fixée.

Comme l'a précisé une source officielle occidentale, la dynamique du processus existe toujours. La volonté d'aboutir également, même si l'on est en droit de penser que le processus de paix est, de fait, ralenti par l'absence de réconciliation nationale sur le terrain en Angola, entre l'UNITA et le MPLA, le parti au pouvoir. Cette donnée est dans tous les esprits et, qu'on le veuille ou non, est le corollaire au rétablissement total de la paix dans cette partie de l'Afrique. L'ombre du mouvement rebelle de Jonas Savimbi, le grand absent de ces négociations, continue de planer sur elles. Après tout, les soldats de Fidel Castro ne sont-ils pas en Angola pour protéger la souveraineté du gouvernement de M. José Eduardo dos Santos ?

Mais il a été décidé de réaliser, dans un premier temps, un accord sur le départ des « barbudos » pour pouvoir, ensuite, faire accéder la Namibie à l'indépendance et, enfin, régler la question du retour à la paix civile en Angola. Ce scénario, dont les termes peuvent se comprendre, ne correspond pas à la logique de chacun des États concernés, ce qui explique peut-être la progression à pas comptés des conférences congolaises.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● MAURITANIE : encore un mort à la prison de Walata, selon Radio-Dakar. - La mort, en Mauritanie, du lieutenant Abdoul Khoudouss Bâ, l'un des officiers négromauritaniens condamnés à la prison à perpétuité en décembre à la suite d'une tentative avortée de coup d'État, a été annoncée, le jeudi 29 septembre, par sa famille, dans un communiqué diffusé par Radio-Dakar.

Le lieutenant Bâ, ingénieur du génie, extradé d'Algérie, où il suivait un stage après l'annonce de la découverte du complot, était détenu dans la prison de Walata, où plusieurs décès de détenus noirs avaient été annoncés la semaine dernière de sources concordantes. Ils avaient été démentis de sources proches du pouvoir (le Monde du 29 septembre).

Le décès serait intervenu le

15 septembre et serait dû aux mauvaises conditions de détention dans la prison de Walata, selon les Forces de libération africaine de Mauritanie (FLAM, mouvement d'opposition negro-mauritanien, non reconnu). - (AFP.)

● ZIMBABWE : manifestation contre la corruption. - Des heurts violents ont opposé, le jeudi 29 septembre, sur le campus d'Harare, la police et plus de 500 étudiants protestant contre la corruption au sein du gouvernement. 478 étudiants ont été arrêtés et gardés à vue pour les basses de l'enquête. Dans un tract de trois pages distribué sur les lieux, les étudiants se déclarent « alarmés par le nombre grandissant de cas de corruption, scandales et crimes dont sont responsables des dirigeants, au sein du gouvernement comme du parti ». - (AFP.)

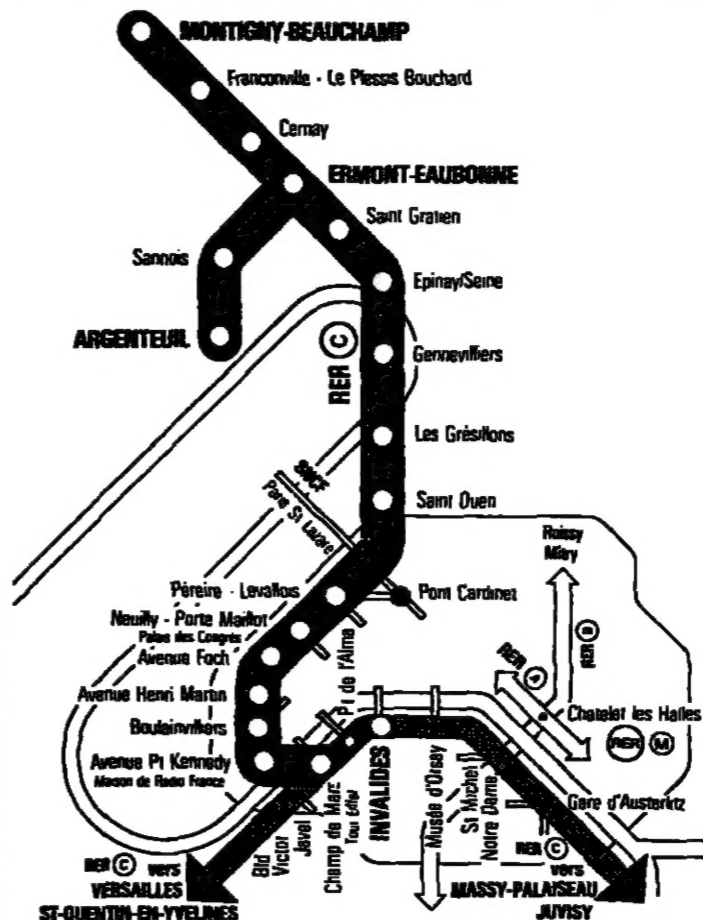
ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 60 octobre

immigrés L'AVENIR ENSEMBLE

POUR QU'ALICE RENTRE DORMIR CHEZ PAPA-MAMAN

LE R.E.R. RELIE PARIS A VALLÉE DE MONTMORENCY.

Le 25 septembre, pour qu'Alice rentre dormir chez papa-maman, pour que vous et moi ayons la vie plus facile, la ligne C du RER s'étend vers Argenteuil et Montigny-Beauchamp. Elle relie Vallée de Montmorency à 13 gares dans Paris, pour la plupart en correspondance avec le métro et à Saint-Michel avec la ligne B du RER. Seulement 21 minutes pour aller directement d'Erment-Eaubonne au Palais des Congrès. Un train circule tous les quarts d'heure d'Orly à Erment-Eaubonne ; en pointe jusqu'à Argenteuil, pendant les heures creuses alternativement jusqu'à Montigny-Beauchamp ou Argenteuil. Avec les trains bleu, blanc, rouge à deux niveaux, le RER va vraiment dans votre sens.



TEMPS DE TRAJET (1)	45'	42'	39'	42'	39'	36'	33'	30'	28'	25'	22'	17'	15'	12'	11'	8'	7'	5'	2'	0'
---------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	----

- MONTIGNY-BEAUCHAMP (2)
- FRANCONVILLE - LE PLESSIS BOUCHARD (2)
- CARNAY (2)
- ARGENTEUIL
- SANNONIS
- ERMENT-EAUBONNE
- SAINT-DENIS
- EPINAY-SUR-SEINE
- GENNEVILLIERS
- LES GRÉSILLONS
- SAINT-DENIS
- PIRENE-LEVALLOIS
- NEUILLY-BOITE MAILLOT - FILLAS DES COGNIES
- AVENUE FOCH
- AVENUE HENRI MARTIN
- BOUDIN/BOIS
- AVENUE Pt KENNEDY - MASON DE RUSSY-FRANCOIS
- CHAMPS DE MARS - TOUR EIFFEL
- GARE DE L'ASNIÈRES
- MASSY-PALISEAU
- JUVISY

(1) Au départ de chaque gare jusqu'à Juvisy. (2) Sans correspondance en heures de pointe à partir de midi.



Le réseau qui va vraiment dans votre sens.



سكيا من الأمل

Afrique

de la conférence de Brazzaville

la réconciliation nationale et les pourparlers

Il est attendu de la conférence de Brazzaville que celle-ci soit le point de départ d'une réconciliation nationale et de pourparlers entre les différents groupes armés.

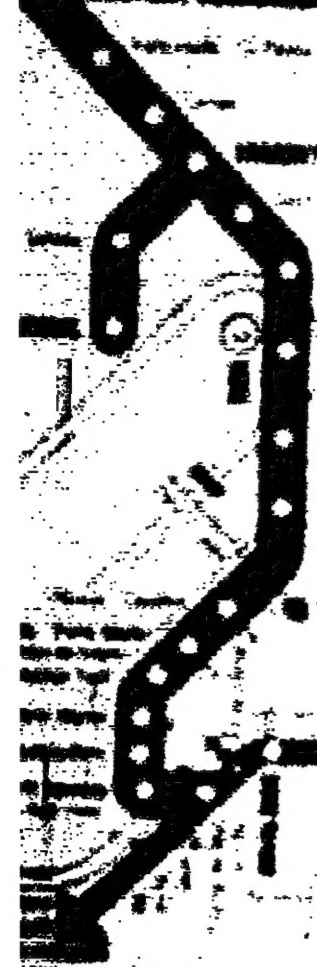
Le rôle de la conférence

La conférence de Brazzaville est attendue comme le point de départ d'une réconciliation nationale et de pourparlers entre les différents groupes armés. Elle doit permettre de définir un cadre de dialogue et de négociation.

Les participants à la conférence sont attendus pour discuter des modalités de la réconciliation nationale et des conditions de la signature d'un accord de paix.

La conférence de Brazzaville est une étape importante dans le processus de réconciliation nationale. Elle doit permettre de définir un cadre de dialogue et de négociation.

Le rôle de la conférence



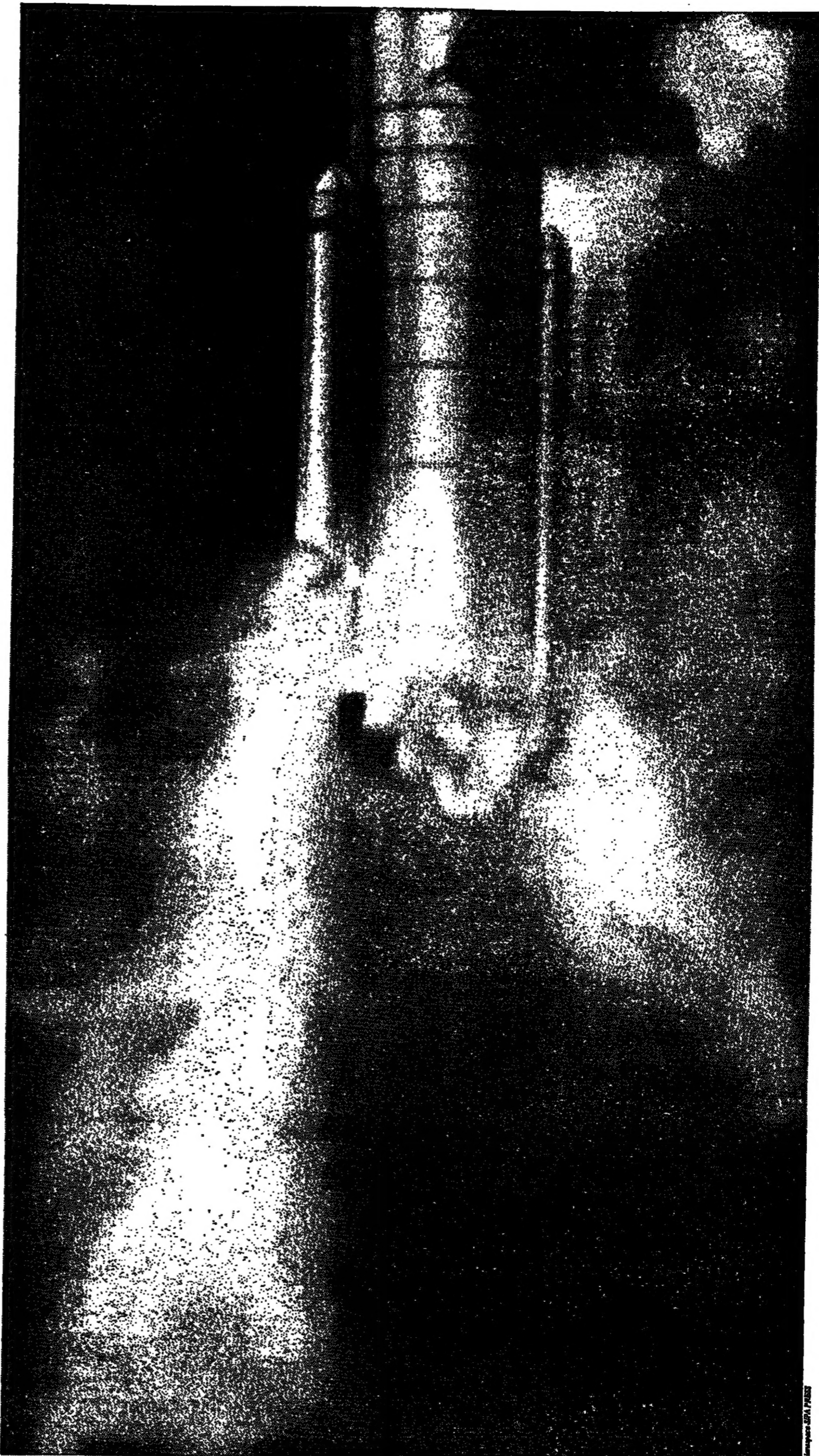
Le rôle de la conférence



Le rôle de la conférence



Regardez vite!
Il y a des composites I.C.I. dans les boosters d'Ariane.



Les produits I.C.I. sont fabriqués dans 40 pays et vendus dans plus de 150. Les principales sociétés d'I.C.I. en France sont : I.C.I. France, I.C.I. Francolor, I.C.I. Pharma, Sopra, Valentine... Les tuyères des boosters à poudre de la fusée Ariane sont en composite I.C.I. (Fiberite).

lu
p-
ar
a-
é-
le
é-
o-
a-
la
di
es
ne
se
et
m
P.

S
ier
la
sur
m-
ur
ix-
les
en-

pé-
ré.
les
ces
la
nes
ait
me
illi
ta-
p-

ué
m-
ar-
he-
à
me
les
ue,
la-
la-
es
les
uz
m-
ré-
ri-
un
ait

té
ul
de
la
io-
u-
à
at
es
ul
ité
e
ul
n.
s.
Il
m

Politique

Avant le second tour des élections cantonales

Duels droite-gauche

1192 sièges de conseillers généraux restent à pourvoir, dimanche 2 octobre, dont 15 des 19 désignés à la proportionnelle à Saint-Pierre-et-Miquelon. Dans les 1177 cantons (dont 40 outre-mer), où le premier tour s'est soldé par un ballottage, restent en lice, dans la plupart des cas, un candidat de gauche et un candidat de droite. Ces cas classiques de duel souffrent pourtant de exceptions.

A gauche, le PC a respecté la discipline républicaine en faveur du mieux placé. Toutefois, il a tenu compte des cas

particuliers où le PS soutenait un divers gauche pour refuser de se retirer. C'est le cas à Lapalisse dans l'Allier, mais également à Ardentes dans l'Indre, ou encore à Dornes dans la Nièvre. A Sigeaux (Aube), le PC a refusé de se retirer derrière le PS, qui était en position plus favorable.

Même s'ils ont été désavoués par leurs instances dirigeantes, quatre candidats socialistes imposent leur présence au représentant communiste, qui les avait devancés au premier tour. C'est le cas à Firminy dans la Loire, à Saint-Dizier

dans la Haute-Marne, à Auchel dans le Pas-de-Calais et à Montceau-les-Mines en Saône-et-Loire.

A droite, le maintien de certains candidats conduit à des triangulaires, y compris contre des sortants. Deux cantons de l'Ain (Champagne-en-Valromey et Meximieux) relèvent de ce cas de figure, mais aussi Ambenas (Ardèche), Vic-sur-Cère (Cantal), Ligny-en-Barrois et Revigny-sur-Ornain (Meuse), Routot (Eure), Antrais et Dinard (Ille-et-Vilaine), Grandchamp et Maunon (Morbihan),

Guines (Pas-de-Calais), Condrieu (Rhône), La Cran (Var)... Dans certains cantons traditionnellement favorables à la droite, la discipline n'aura pas été jusqu'au retrait du candidat de droite le mieux placé : la compétition continuera jusqu'au 2 octobre à Espalion (Aveyron), Courtenay (Loiret), Cholet-II (Maine-et-Loire), Grez-en-Bouère (Mayenne), Sault-sous-Forêt (Bas-Rhin), Chamoux (Haute-Savoie), Beauvoir-sur-Niort, Mauléon, Mazères-en-Gâtine (Deux-Sèvres), Maisons-Laffitte (Yvelines).

La préparation des municipales à Marseille

M. Pezet lance sa campagne au milieu des rumeurs

MARSEILLE de notre correspondant régional

Trois mois après sa désignation par les militants socialistes comme tête de liste du PS aux prochaines élections municipales à Marseille, M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, a lancé sa campagne, le jeudi 29 septembre, en présentant à la presse les locaux de sa permanence sur la Canebière et en dévoilant les grandes lignes du programme du Parti socialiste. Sa liste devrait avoir les mêmes contours que celle constituée par M. Gaston Defferre en 1983, avec la participation du Parti communiste et de socio-professionnels.

En ce qui concerne le PC, il a précisé que les discussions engagées pour la reconduction du précédent accord devraient aboutir avant le 15 décembre. Il a également indiqué que le second de liste auquel doit revenir, en cas de succès, le poste de premier adjoint, serait socialiste, sans confirmer le nom généralement avancé du député Philippe Sammarco.

Selon M. Pezet, la bataille des municipales à Marseille sera politiquement celle de la droite contre la gauche, sous-tendue par une opposition de programmes, celui du PS ayant pour priorité la solidarité dans le cadre d'une grande région métropolitaine.

Le lancement de la campagne du chef de file du PS marseillais sur le thème « Marseille respectée » intervient cependant dans un climat de rumeurs liées au maintien de la candidature du maire socialiste sortant, M. Robert Vigouroux. Selon ces rumeurs très insistantes, la candidature de M. Pezet pourrait ne pas être confirmée ou être laissée en suspens par la convention nationale du PS, qui se réunit le 13 novembre prochain pour donner officiellement les investitures.

La détermination de M. Vigouroux aurait, explique-t-on, impressionné certains responsables nationaux du PS, qui hésiteraient à prendre le risque d'un désaveu du maire de Marseille — et logiquement de son exclusion du parti, — alors que son profil et sa popularité en feraient un candidat plus consensuel que M. Pezet. Interrogé à ce sujet, l'homme fort de la fédération socialiste n'a pas exclu de s'entendre avec M. Vigouroux, ajoutant que si ce dernier restait sur ses positions, « ce serait une candidature de division ».

G. P.

Boulogne-Billancourt : l'UDF tente de réduire l'omniprésence du RPR

Le premier tour de scrutin n'a pas apaisé les tensions dans le canton de Boulogne-Billancourt nord-est, où trois adjoints au maire se disputaient le siège laissé vacant par le maire de la ville, M. Georges Gorse, pour cause de cumul. Du moins les adjoints ne sont-ils plus que deux puisque les 6 407 électeurs qui ont voté dimanche dernier ont placé en tête M. Gérard de Vassel, adjoint à la culture, membre du CNI et soutenu par le RPR, avec 39 % des suffrages exprimés, suivi de M. Hugues Sirven-Viennot, adjoint aux affaires économiques, UDF-PR (29 %), laissant loin derrière M. Jacques Dubois, dissident du CDS (6 %). Celui-ci, sa carte du parti à l'appui, explique qu'il est toujours membre du CDS. Mais ce dernier ne l'a pas soutenu, apportant même, via l'UDF, son appui au candidat officiel de la confédération.

Le pouvoir politique à Boulogne, et qu'il peut désormais y prétendre sans aucun risque de voir la gauche s'emparer du canton.

De surcroît, M. Sirven-Viennot a été « choqué » par la campagne très dure que ses « alliés » ont menée contre lui (notamment un tract difamatoire anonyme diffusé la veille du second tour) et il s'est résolu, dans l'impossibilité de négocier, à vaincre ou mourir... politiquement, il va de soi.

En face de lui, M. de Vassel, qui est conseiller municipal depuis 1965 et dispose du soutien officiel de M. Gorse, bénéficie d'une apparente légitimité et part plutôt favori. Mais sa grande qualité, aux yeux du maire et du RPR, est, sans doute, de ne représenter, contrairement à M. Sirven-Viennot, aucun danger dans la perspective municipale : c'est un candidat plutôt terre qui, de son propre aveu, n'a pas d'autres ambitions que le conseil général ; sa présence est surtout la conséquence d'une négociation départementale entre RPR et CNI.

Le troisième larron, M. Dubois, ne fait plus mystère aujourd'hui de son rôle exact dans la bataille : il appelle, par voie d'affiches, à voter pour M. de Vassel après avoir fait

dire aux journalistes, par son service de presse, tout le mal qu'il convenait de penser de M. Sirven-Viennot. « La candidature de M. Dubois, admet tout naturellement M. de Vassel, n'avait d'autre but que de gêner le candidat UDF. »

Au risque de peiner les candidats, il faut bien dire que la bagarre que se livrent ici les deux adjoints n'a rien à voir avec la gestion du département. Elle n'est que la traduction d'une lutte d'appareil pour le contrôle de Boulogne sur fond de combinaisons et d'épures rivalités. Aux électeurs de s'y retrouver face au spectacle d'une famille déunie, anticipant la disparition du « patriarche », qui se déchire autour d'un héritage alléchant.

FRANÇOIS ROLLIN.

Var : le RPR soutenu par le FN

Les candidats RPR en lice au second tour dans les cantons de Coers, Grimaud et Solliès-Pont, bénéficient du soutien officiel de la fédération varoise du FN. Cette dernière a précisé que les trois représentants du RPR avaient « expressément demandé » aux candidats du FN d'appeler leurs électeurs à

voter en leur faveur, conformément aux consignes données, dimanche soir 25 septembre, par M. Jean-Marie Le Pen. La fédération départementale du RPR a démenti, pour sa part, que ses représentants aient requis un tel soutien.

M. Yann Piat, député (FN) du Var, indique, quant à elle, dans un entretien publié, vendredi, dans le Figaro, que « puisque le secrétaire départemental du RPR a affirmé qu'aucun accord ne devait être conclu avec le FN, nous resterons à l'écart de la campagne entre les deux tours, y compris dans les cantons où les candidats du RPR avaient requis notre soutien. (...) En revanche, poursuit-elle, il existe un risque de faire passer un candidat de gauche à La Cran. J'ai donc appelé à voter en faveur du candidat de droite le mieux placé au second tour », à savoir M. Philippe de Camon (RPR dissident).

Dans ce département, le Front national n'est pas représenté que dans un seul canton, celui de Toulon-VIII, où M. Henri Arion est opposé au conseiller général sortant (RPR), M. Pierre Goutx.

Indre : le PCF s'oppose à l'ouverture

CHATEAURoux de notre correspondant

L'ouverture tombe à plat dans l'Indre, comme en envisage triangulaire qui opposera, au second tour, dans le canton d'Ardentes, le conseiller sortant (UDF), M. Bernard de Fougères, à deux candidats de gauche. En effet, comme elle l'avait annoncé à la veille du premier tour, Mme Nicole Desseigne (PCF), arrivée en troisième position avec 22,78 % des suffrages, s'est maintenue pour barrer la route à M. André Piat, maire du Foinconnet, soutenu par le PS. Toutefois, elle s'est engagée, « si elle était élue, à donner sa voix à André Laignel, lors de l'élection du nouveau président du conseil général ».

Le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, chef de file de l'opposition de gauche à l'Assemblée départementale, avait tendu la main de l'ouverture à M. Piat, jusqu'à présent modéré, pour tenter de faire basculer la majorité du conseil à gauche. Les adhérents les plus influents de la section socialiste rocardienne du Foinconnet n'ont pas apprécié cette candidature et menacé d'ailleurs encore de démissionner. M. Piat ne s'est-il pas lui-même présenté, durant la campagne, comme un candidat « indépendant » ?

Déjà, au premier tour, l'ouverture n'avait pas fait recette puisque dans le canton de Vatan, M. Bernard Gagnepain, candidat de la majorité présidentielle, était arrivé en troisième position avec 14,02 % des voix, derrière le conseiller sortant (UDF) et M. Pierre Rousseau (div. d.).

M. André Laignel ne semble donc plus en mesure de retrouver sa présidence, perdue en 1985.

P. L.

Isère : le pari difficile du PS

GRENOBLE de notre correspondant

Le Parti socialiste, qui avait cru voir, à travers les résultats des dernières élections présidentielle et législatives (1) les signes annonciateurs de la reconquête du conseil général — perdu en 1985 — mais aussi de maires tombés à droite en 1983, voire de certains bastions municipaux communistes comme ceux de Saint-Martin-d'Hères ou d'Échirolles (2), ne pouvait que déchanter au soir du 25 septembre. Ses chances de reprendre le siège de président de l'Assemblée départementale, tenu par M. Alain Carignon (RPR), sont fortement compromises.

Certes, les 32,62 % de voix recueillies par la gauche non communiste sont supérieures à ceux réalisés dans les mêmes cantons en 1982. Mais le PS a perdu, dès le premier tour, le canton de Pont-de-Chéry au profit d'un candidat RPR, soutenu officiellement par le Front national. Il lui faudrait pour reprendre la présidence du conseil général gagner au moins sept cantons tenus par la droite et conserver ceux

qu'il détient déjà, ce qui semble difficile au moins pour son sortant de Bourgoin-Jallieu.

Si, à L'Isle-d'Abeau, à La Tour-du-Pin, à Fontaine-Seysinet, à Pont-de-Beauvoisin, le PS est en mesure de l'emporter, mais aussi à Virieu où il soutient un candidat divers gauche qui se déclare « non aligné », l'issue du scrutin apparaît beaucoup plus incertaine au Touvet et surtout à Domène, où Mme Edwige Avica, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, affronte un conseiller général sortant UDF-PR, M. Maurice Savin, ouvrier des Papeteries de Domène, aujourd'hui à la retraite.

Venu soutenir, jeudi 29 septembre, Mme Avica, M. Pierre Manroy, premier secrétaire du PS, faillit se retrouver nez à nez avec l'ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs dans le gouvernement socialiste, M. Haroun Tazieff, qui participait à un meeting de soutien en faveur du candidat UDF. « Je ne comprends pas le combat [qu'Haroun Tazieff] mène. S'il est encore un homme de gauche, sa place est à gauche et non à droite », a affirmé M. Manroy.

M. Tazieff, qui a raté de peu son élection au premier tour, a toutes les chances de l'emporter au second et ainsi de conforter la position de M. Carignon lors du « troisième tour » des élections cantonales. M. Tazieff a toutefois prévenu que, s'il était élu, il siègerait au sein du groupe de la « nouvelle gauche », composé d'un ex-appareil socialiste et d'un communiste rénovateur.

« Alain Carignon fut, pendant la campagne, tout à la fois diabolique, machiavélique, inventif et séducteur ; un homme politique moderne se doit d'être tout cela à la fois », analyse un élu de droite. La politique d'« ouverture », menée à coups d'élus généraux — médiatiques par le président sortant du conseil général de l'Isère, aura ainsi permis à celui-ci d'imposer, dans un canton traditionnellement à gauche et face à un candidat soutenu par le PS, un homme — M. Tazieff — qui affiche des idées de gauche mais qui a annoncé par avance n'avoir dans sa main qu'un seul bulletin, celui de M. Carignon.

CLAUDE FRANCLLON
(1) M. François Mitterrand avait recueilli 55,4 % des voix le 8 mai dernier. L'Isère est représenté à l'Assemblée nationale par 6 députés socialistes, 2 UDF et 1 RPR.
(2) Dans ces villes, les candidats socialistes ont recueilli respectivement 32,22 % des voix et 18,9 % des suffrages.



VOUS VOULEZ CHANGER LA VIE...

COMMENCEZ PAR CHANGER D'HEBDO !

AUX KIOSQUES CITOYENS!

NOUVELLE FORMULE

CHAQUE VENDREDI

25F



Le Restaurant est ouvert le Samedi et le Dimanche

Place Gaillon, 75002 Paris Réservation : 42.65.15.16. Voiturier



LE DOSSIER DE LA V^e REPUBLIQUE

30 ans de la vie des Français Saga N° 1

En vente partout

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 60 octobre

EN KIOSQUE

ETATS-UNIS

Le bilan Reagan

16 F

50 من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

La préparation de la consultation du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie

« Nous avons absolument besoin du référendum pour pérenniser les accords »

déclare M. Jean-Marie Tjibaou

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a quitté, vendredi 30 septembre, la Nouvelle-Calédonie pour venir participer, en métropole, à une « campagne d'explication » avant le référendum du 6 novembre. Il a notamment précisé que son programme prévoyait, en particulier, une rencontre avec M. Jacques Chirac, qui le traitait naguère de « terroriste » : « Je lui demanderai l'explication de notre manière de comprendre les accords de Matignon et je lui demanderai s'il peut donner des garanties de suivi concret par son groupe », a indiqué le chef du

mouvement indépendantiste. M. Tjibaou, qui s'expliquait sur Radio Djibou, l'organe du FLNKS, a rappelé que pour le FLNKS le « oui » au référendum doit apporter aux signataires des accords de Matignon, et de la rue Oudinot « la garantie de la nation au-delà de la garantie donnée par un parti politique ».

Il a souligné qu'il venait en métropole, où se trouve déjà le président du RPCR, M. Jacques

Lafleur, « pour expliquer que nous avons absolument besoin du référendum pour pérenniser les accords et aussi par rapport à l'amnistie, aux indemnisations des sinistres, etc., et surtout pour la période des dix ans à venir ».

Interrogé, d'autre part, sur RFO, le président du FLNKS a déclaré : « J'ai eu l'occasion de dire que la poignée de main était lourde à gérer pour M. Lafleur et pour moi-même. Ces accords ont soulevé beaucoup de promesses et d'espérances

mais nous n'en sommes encore qu'à la définition des chantiers à mettre en place. »

Comme on lui demandait si des vies n'auraient pas pu être épargnées, dans l'histoire récente du territoire, M. Tjibaou a répondu :

« En 1978, en France, on aurait pu faire l'économie de milliers de vies. Mais il a peut-être fallu des milliers de vies pour que la Déclaration des droits de l'homme voie le jour. Les souffrances et les sacrifices ont peut-être ouvert les yeux, fait se poser des questions... »

Les émerveillements du docteur Kouchner

Quand Bernard Kouchner parle de ce qu'il aime, on dirait un amoureux. Tout son corps devient volubile. Et, en ce moment, il parle beaucoup de la Nouvelle-Calédonie.

Non qu'il ait succombé aux charmes de l'exotisme austral. La Nouvelle-Calédonie, Bernard Kouchner la connaît déjà. Il y avait traité sa musette de médecin baroudeur, en 1978, à l'époque où il parcourait la planète pour essayer de sauver les « boat-peoples » et dirigerait la campagne « Un bateau pour le Vietnam ». Il n'oublie pas que c'est à Nouméa qu'il avait finalement découvert l'île-de-Lumière, ce cargo de la Compagnie des chargeurs calédoniens qui servit ensuite de bouée de sauvetage à tant de réfugiés en détresse.

Mais la Nouvelle-Calédonie générale que le docteur Kouchner avait alors rencontrée était une terre peuplée d'hommes rudes, âpres, repliés sur eux-mêmes, engoncés dans les certitudes de la Calochie, aveuglés à la mort de la nationalisme canaque. Une communauté qui n'avait pas caché ses exécrables réserves à l'égard de l'ancien militant de l'Union des étudiants communistes.

La Nouvelle-Calédonie qu'il vient de redécouvrir en tant que secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, au cours d'un voyage de sept jours, est devenue une terre d'espérance. Bernard Kouchner en parle comme d'une nouvelle île-de-Lumière. Ce qui s'y passe est tout simplement, à ses yeux, extraordinaire. Il ne trouve pas de mots assez forts pour exprimer ce qu'il y a vu, entendu, ressenti, et pour en rendre grâce à tous ceux qui ont facilité ce miracle », en commençant, bien sûr, par les trois principaux protagonistes des accords de Matignon et de la rue Oudinot, Michel Rocard, Jacques Lafleur, Jean-Marie Tjibaou, sans oublier tous les autres Calédoniens, ni François Mitterrand, sans la réélection duquel tout cela n'aurait pas pu se produire : « Je le dis sans emphase : la France est en train de réaliser là-bas une invention politique. Grâce à l'aventure individuelle des hommes qui ont conclu ces accords. C'est une partie ! Un moment magique ! Quelle intelligence ! Quelle fierté de faire partie de ce mouvement ! Voilà vingt ans que je me bats, avec beaucoup d'autres, pour faire la guerre à la guerre et voilà que la guerre recule ! Et c'est en France que cela se passe, chez nous, en Nouvelle-Calédonie ! Nous n'arrêtons pas de crier, en faisant référence aux malheurs du tiers-monde ; « Parlons-nous avant de mourir », et voilà qu'en Nouvelle-Calédonie, enfin, des hommes ont décidé de faire la paix avant la guerre. Pour une fois, on n'oublie pas les leçons du passé. La France

se souvient de sa propre histoire, de ses guerres coloniales... »

Bernard Kouchner n'en finit pas de s'émerveiller : « Comme le monde serait beau s'il y avait aujourd'hui des Nouvelle-Calédonie un peu partout ! D'un seul coup, l'imagination est revenue en métropole ; l'aventure revient rôder chez nous. »

droits de l'homme, la morale et la politique. Il y a là-bas une adéquation entre ma mission et les réalités locales et s'il s'y passe en ce moment quelque chose de magique il va falloir travailler très vite concrètement. »

Bernard Kouchner est bien déterminé à investir totalement son secrétariat d'Etat. A la suite de sa « mission exploratoire », une mission d'évaluation sanitaire va séjourner en Nouvelle-Calédonie pendant plusieurs semaines, à partir du 10 octobre, pour dresser, au contact de trente et une tribus et d'un « échantillon » de deux mille cinq cents personnes, une carte sanitaire du territoire, puis formuler toutes les propositions qu'elle jugera opportunes « en matière d'équipement, de formation, ou de prévention ».

Il sait déjà, grosso modo, ce qu'il s'en va faire. Les conclusions provisoires de sa propre mission sont claires : « Une véritable politique d'éducation sanitaire, de santé publique, et donc de prévention, doit être mise en place. Le problème de l'eau potable doit être revu dans les tribus. Le rôle potentiel des « vigiles de santé » doit être développé par la création et le financement immédiat d'une caisse de solidarité, gérée par les médecins des dispensaires, afin de dédommager ces vigiles de leurs heures de bénévolat. Le financement de vingt médecins affectés à la direction territoriale de l'Action sanitaire et sociale, pour permettre aux médecins des dispensaires de visiter plus régulièrement les tribus, doit être envisagé à très court terme. »

« A plus long terme, leur nombre devra être très certainement porté à quarante. Parallèlement, il convient de se préoccuper de la formation aux études de médecine d'étudiants mélanésiens. La formation et le financement des études d'infirmières spécialisées en gynécologie, pédiatrie et psychiatrie doivent être mis en place dès le mois de décembre. La création d'une structure médicale légère à Nouméa — un « hôtel médicalisé » — permettra à des patients légers, à des convalescents et à leurs familles de séjourner à moindre frais. »

Enfin, le manque d'animateurs sociaux dans les quartiers défavorisés de Nouméa et dans certaines communes importantes doit conduire à la mise en place d'un stage spécifique de vingt places au minimum de formation au brevet d'aptitude à la formation d'animateur, ces places devant être réservées à des Mélanésiens. »

Qu'on ne parle donc pas à Bernard Kouchner des controverses métropolitaines et politiciennes sur l'opportunité du référendum du 6 novembre ! Ni des critiques adressées par certains dirigeants socialistes à la politique consensuelle de Michel Rocard !

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire n'a que mépris pour « les aboyeurs politiques de droite et de gauche ». Pour lui, le seul débat qui vaille, c'est celui, justement, qui concerne la Nouvelle-Calédonie, « où la bande à Rocard, Lafleur, Tjibaou a agi comme le font les ONG (Organisations non gouvernementales), les représentants de la société civile : en agissant d'hommes à hommes, à l'écart et à l'abri du politique, en tenant un langage de vérité, en convaincant, en écoutant et en comprenant... » Le sémaphore se réveille : « Si c'était ça, demandez-le, le vrai retour au politique ? Et si c'était ça, au fond, le principal enjeu national du référendum ? »

ALAIN ROLLAT.

« M. Laignel : union de la gauche. — M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, dans une interview publiée par l'Express (daté 30 septembre-6 octobre) affirme : « Si l'intérêt national le réclame, pourquoi ne pas envisager, un jour, telle ou telle nationalisation ? » M. Laignel refuse « toute dérive des alliances du PS »

et dit « non » à tout accord, même local, avec le CDS puisque ce dernier s'affiche comme opposant et que la plupart des centristes sont plus conservateurs que certains RPR. « Il n'est pas question pour nous, insiste-t-il, de cautionner, demain, un accord avec une organisation quelconque qui ne soit pas de gauche. »

Les dissensions au sein du Front national

M. Bruno Megret devient délégué général

M. Bruno Megret, ancien directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen lors de la récente élection présidentielle, a été nommé, le jeudi 29 septembre, à de nouvelles responsabilités au sein du Front national en devenant « délégué général ». Le président du FN a officiellement décidé de « transformer son état-major de campagne présidentielle en délégation générale permanente directement rattachée à lui », dont la direction est confiée à l'ancien député de l'Isère, M. Megret, « dans le but de développer et de renforcer les actions politiques de l'avenir ». Nouvelle structure du Front, cette délégation générale « sera chargée de coordonner et de développer notamment les actions de propagande, d'étude et de formation ».

Cette promotion de M. Megret intervient après que MM. François Bachelot et Pascal Arrighi, respectivement ex-chef et démissionnaire de ce parti, eurent réclamé la tenue d'un congrès extraordinaire pour procéder à une réorganisation et dénoncé le poids et l'influence du secrétaire général, M. Jean-Pierre Stirbois, qui selon eux, porte préjudice au mouvement. Ce dernier conserve la responsabilité de la gestion de l'appareil du parti.

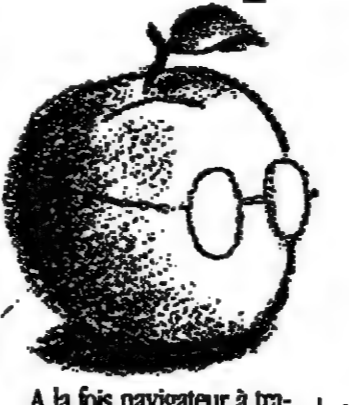
« Il est impossible de rester dans ce parti avec un chef qui dirige tout sans rien savoir des réalités locales et un « gauleter » comme Stirbois qui flingue tout et tous », a déclaré, jeudi à Compiègne (Oise), M. Guy Harlé d'Ophove, vice-président du conseil régional de Picardie, ex-chef du FN par M. Le Pen, quarante-huit heures auparavant, pour avoir appelé les électeurs du Front de son département à voter pour les candidats RPR et UDF au second tour des cantonales.

M. Harlé d'Ophove également critiqué « la cour parisienne de M. Le Pen » qui « balance des mots d'ordre et des circulaires complétement débilés » et ses membres qui vivaient en province « quand il y a des sièges de député à gagner, mais refusent de se mouiller dans des élections locales, genre cantonales, quand il n'y a que des votes à ramasser ».

Cette « emprise du parisianisme » est dénoncée, dans un entretien avec le Figaro de vendredi, par Mme Yam Piat, seule rescapée du groupe FN de l'Assemblée nationale, qui siège avec les non-inscrits, qui siège avec les non-inscrits. Le député du Var est en froid avec son parti, dont elle estime qu'« en l'état actuel (il) ne répond plus aux besoins des Français ».

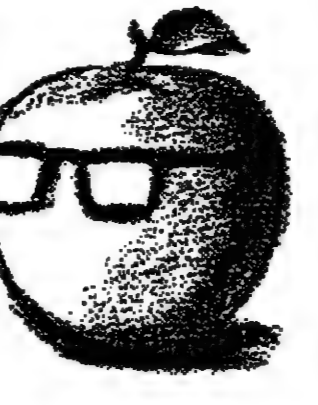
Apple Expo 88

Rencontrez un fana d'HyperCard, et comprenez tout de suite ce que vous pourrez en faire.



En ce moment, à Apple Expo, le partage de son expérience y est bien sûr de règle. Et les plus fanas font cadeau de leurs nuits blanches à ceux qui s'y mettent. L'occasion rêvée pour avoir à votre tour le dédic.

A la fois navigateur à travers l'information, organisateur de cette-ci, outil de programmation et... ressource graphique, HyperCard à tout bouleversé. Et l'enthousiasme qu'il soulève est à la hauteur de ses ambitions. Avec lui, Macintosh devient plus souple que jamais. Chacun pouvant le plier à ses utilisations.



Cette année, Apple Expo, c'est plus de 150 expositions sur toute la Grande Halle de la Villette. Partenaires d'Apple, créateurs et éditeurs de logiciels, constructeurs de périphériques, organismes de formation et éditeurs de presse — tout cela vaut bien une visite approfondie, n'est-ce pas ? Sans oublier la Ville - Apple... Et ça aussi, ça donne des idées.



Le monde se rejoint à la Villette

Du mercredi 28 septembre au samedi 1^{er} octobre. De 10 à 19 h. Métro Forte de Pantin. La Grande Halle, la Villette. Pour le calendrier des conférences ou d'autres informations : 3614 code : APPL.

CE QUI VA SANS DIRE VA MIEUX EN LE DISANT... ET

LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN SIGNE DES GRANDS COUTURIERS

à des prix ÉTONNANTS (de -25% à -35%)

C'EST STEPHANE MEN'S de leur

JE VOUS LE GARANTIS : 2 MAGASINS « RÉVOLUTIONNAIRES » A PARIS A VOTRE SERVICE

Ouverts (en fond de cour) de midi à 19 h 30 du lundi au samedi
Champs-Élysées : 5, rue de Washington — Métro George-V
Rive gauche : 130, bd Saint-Germain — Métro Odéon
A Strasbourg : 19, faubourg National (1^{er} étage)

FOURRURES GEORGE V

EXCLUSIVEMENT pendant le SALON L'AUTO

du vendredi 30 sept. au samedi 8 octobre

40%

SUR TOUS LES PRIX MARQUÉS*

* Ces escomptes sont effectués directement à nos caisses

FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V, Paris 8^e

ADNATIIVES ECONOMIQUES n° 60 octobre

STATS-UNIS

Le bilan Reagan

Société

JUSTICE

Face à la multiplication des incidents

Le garde des sceaux « enjoint une cessation immédiate du mouvement » des gardiens de prison

Face au mouvement national de protestation des surveillants de prison, le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a choisi la fermeté...

justice sera entravé dans son fonctionnement. Il leur a demandé d'avertir solennellement les agents...

Alors que, tout au long de la journée, le mouvement paraissait se durcir, divers incidents ont été signalés. A Marseille, les policiers ont de nouveau forcé l'entrée de l'établissement...

A Fleury-Mérogis, où le piquet de grève avait fini par laisser passer le fourgon conduisant Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron...

devant une cour d'assises. M^{re} Marie-Christine Eténa, qui doit défendre les membres d'Action directe poursuivis pour l'assassinat du PDG de Renault...

Si certaines divisions sont apparues parmi les organisations syndicales du monde pénitentiaire, les déclarations du ministre de la justice ont pour le moment été mal reçues.

FAITS DIVERS

La fillette poignardée à Clermont-Ferrand aurait subi des sévices sexuels

Après l'autopsie du corps de Ludvine Passet, neuf ans, le procureur de la République à Clermont-Ferrand a indiqué, jeudi 29 septembre...

Le corps de l'enfant avait été retrouvé, mercredi soir, par un membre de la famille dans la cave d'un immeuble situé 19 boulevard La Fayette...

Les enquêteurs de la sûreté urbaine de Clermont-Ferrand, chargés de l'enquête, ont entendu, jeudi, une douzaine de personnes. Aucune n'a été placée en garde à vue.

qui « malheureusement, la publicité favorise l'imitation ».

Depuis le début de l'année, dix enfants de deux à quinze ans ont été assassinés. Plusieurs de ces crimes ont été accompagnés de violences sexuelles...

La mort de Ludvine intervient au moment où se développent des initiatives de partisans de la peine de mort. Alors que M^{re} Yvonne Piat, députée du Front national, demande l'organisation d'un référendum...

M^{re} Yvonne Piat (FN) demande un référendum sur la peine de mort. - Unique député du Front national depuis les dernières élections législatives, M^{re} Yvonne Piat vient d'adresser à son chef du gouvernement et aux présidents des deux Assemblées...

Vingt-trois morts dans les inondations au Bénin. - Les pluies torrentielles qui s'abattent sur le Bénin depuis le mois d'août ont provoqué des dégâts considérables. Selon le dernier bilan officiel, vingt-trois personnes ont trouvé la mort...

Le blues des porte-clefs de Fresnes

(Suite de la première page.) Alors, les mains dans les poches, regroupés face à cette lourde porte de la maison d'arrêt qu'ils refusent d'ouvrir...

c'est tout. On attend l'ouverture de quelques heures. Un petit mot. Ces gardiens de base sont-ils habituellement maoucouvés par leurs syndicats...

qu'on lui paye ses « paniers » (prime de nuit) à 13,36 F, ses primes de jour fériés (12 F). Il essaie de se repérer dans un horaire mouvant, récupéré sur un petit carnet d'écolier...

quotidiennes, affirment-ils, montent. La surpopulation expère aussi bien les détenus que les surveillants avec qui les incidents se multiplient.

A l'administration, on s'étonne du nombre d'accidents du travail. Au pénitencier, on comprend les prisonniers après les incidents de toutes natures, on note qu'il s'agit plus qu'autrefois d'agressions verbales ou physiques contre les surveillants que de frictions entre détenus.

ENVIRONNEMENT

An Salon de l'Automobile Les Verts manifestent pour le pot catalytique

M. Calvet m'a mis un pot catalytique : cet aveu, placardé sur trois voitures françaises (Renault 5, Peugeot 205 et Citroën AX) venues spécialement de Suisse...

Les militants écologistes ont ensuite visité le Salon au pas de course, constatant que, parmi les constructeurs français, seul Renault présente une R 25 équipée d'un catalyseur.

Émeute en Italie contre des déchets industriels. - Quelques deux mille personnes, protestant contre un décret gouvernemental ordonnant à la ville de Manfredonia (Foggia), un port du sud de l'Italie, de recevoir des déchets industriels...

Le temps... Temps suspendu et si compté des détenus; temps cadencé et toujours en fuite des surveillants. Pierre a le « blues ». On n'est plus que des porte-clefs. Quand il arrive le matin, seul agent à l'étage, il a la responsabilité de cent soixante détenus répartis dans une cour de 100 mètres de long.

7 200 F par mois

Transmises par les fameux « voyos », des bouts de ficelle qui sautillent d'un étage à l'autre, les consignes font un incessant va-et-vient. Il y a le bruit des portes qui claquent, des pas qui résonnent, des voix qui s'envoient dans ces nef immenses.

En six ans, Pierre a passé un mois de vacances avec sa femme et ses enfants. Le reste du temps, quand ses congés - statut spécial oblige (1) - tombent en octobre ou en avril, il fait du sport sans partir de chez lui. Il gagne 7 200 F par mois. Il attend souvent trois mois

Au tribunal d'Evry

Un référé pour « voie de fait »

Placé dans l'impossibilité de communiquer avec leurs clients, quatre avocats de l'Essonne ont chargé leur bâtonnier, M^{re} François-Joseph Varin, d'assigner en référé le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, le directeur de l'administration pénitentiaire et le directeur de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis.

Dans leur assignation, les avocats rappellent que, le 28 septembre, « des individus se prétendant gardiens de prison » leur ont interdit l'accès de la maison d'arrêt en invoquant une directive syndicale. La liberté de communication d'un détenu avec son conseil étant expressément prévue à la fois par le code de procédure pénale et par la Convention européenne des droits de l'homme...

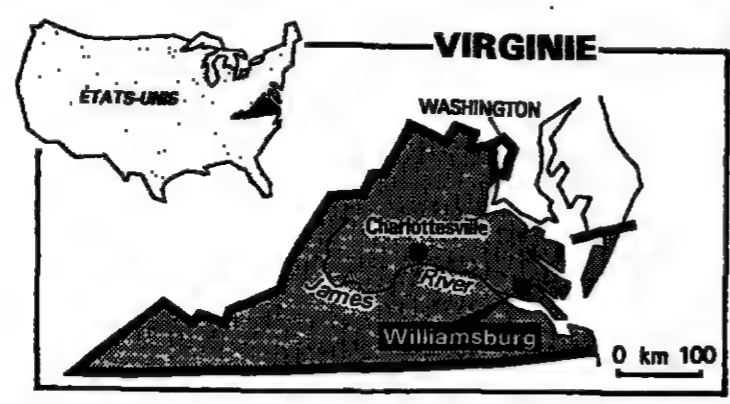
Apple Expo 88 Quatrième rencontre : Jean-Louis Gassée vous parle de la pomme, des ordinateurs personnels et du monde. En V.O.

Apple Expo 88 advertisement featuring a large image of a person wearing glasses and holding an apple. Text includes: 'Apple Expo se termine demain. Et pour aller plus loin, parler de l'avenir et de ce que décideront les ordinateurs personnels changeront à nos vies, c'est Jean-Louis Gassée (Président Apple Produits) qui animera le débat à 13h30. Un visionnaire dont la V.O. est en français, profitez-en-! Et pour finir en beauté, le 1^{er} octobre, Macintosh et la musique à 11h30 et HyperCard et le CD-ROM à 15h30 seront les dernières conférences d'un cycle qui, malgré la variété des sujets, aura tourné autour d'une seule idée: offrir à l'homme les moyens de donner le meilleur de lui-même. Toute l'idée d'Apple en quelque sorte.'

هكذا من الأصل

Le Monde SANS VISA

Deux siècles d'histoire préservés et lustrés avec un soin extrême. A Williamsburg, la Virginie a arrêté les pendules à l'heure où naissait une nation.



Virginie, mémoire et nostalgie de la jeune Amérique

par Danielle Rouard

MAIS à quoi joue cette femme en costume du dix-septième siècle figée dans l'instantané d'un cliché aux côtés d'un bébé cool soumis aux soins d'un barbier ? Ce pourrait être la somnolence d'une pièce de boulevard ou l'effigie de cire d'une célébrité du musée Grévin. La réalité dépasse la fiction. Mrs Margaret Tower, quarante-cinq ans, mariée, grand-mère et coiffeuse de son état, exerce sous l'objectif du photographe son métier quotidien dans son ordinaire habit à Williamsburg, Virginie. Vaste dessin... A la veille de l'an 2000, Williamsburg, quatre mille habitants, vit à l'heure de son âge d'or passé, lorsqu'elle brillait de ses feux de capitale coloniale de la Virginie, premier Etat constitué pour la fondation des Etats-Unis.

chaque jour de l'année, n'est pas une mince aventure. Margaret « navigue sans problème » heureuse de jouer sa vie « comme au théâtre mais en mieux ». Car elle « le » sait ; elle est « investie d'une mission ».

Le salon aux perruques

Margaret se marie donc. Enthousiaste, elle veut servir la cause. Sans diplôme, mais curieuse de tout, elle se forme au métier de coiffeuse. Elle apprend au fil des jours à couper cheveux et barbes, à boucler et poudrer perruques, selon les recettes du « dix-septième ». Elle ouvre salon, dans une des maisons restaurées. L'étroit escalier accède à une chambre avec canapé et fauteuil à bascule où s'installe le client. Serré dans son lourd costume, infatigable, Margaret coiffe depuis un quart de siècle toute la colonie, tous ceux venus à Williamsburg pour faire revivre l'histoire... et y vivre leurs propres rêves d'enfants. « Il faut une âme de gitan et l'amour du voyage pour vivre ici », explique Margaret tout en maniant le biseau. « C'est un voyage dans le temps. On nous ressentons ce que les colons sentaient à l'époque. Je ne copie pas, j'ai mon propre style. Mais j'apprends ainsi l'histoire aux enfants et aux adultes qui viennent en visite. Ils m'adorent. L'histoire habituellement est si ennuyeuse ».

Pendant longtemps, Margaret a vécu dans cette maison. Depuis peu - légère entorse à sa méthode -, elle la quitte le soir pour un pavillon tout confort dans les environs de Williamsburg. Abandonné, le costume. Retrouvés, la « credit card », la TV, et le lavo-vaisselle, bref tous les ingrédients du vingtième siècle. Comment bascule-t-on ainsi d'un monde à l'autre ? Voyager dans le temps, du soir au matin et

Thomas Jefferson, George Washington, et tant d'autres... Ces grands hommes qui furent la jeune Amérique arrivaient alors en calèche, longeant l'allée ombragée de peupliers pour s'installer au Capitole de Williamsburg, une réplique de la Maison carrée de Nîmes. Le temps d'une assemblée où se forgeait la démocratie naissante, ils quittaient leurs riches plantations de Virginie. Sur les rives de la James River, on savait si bien vivre... Bals et banquets se succédaient. Cinquante convives s'amusaient pour le dîner du soir ne prenant jamais au dépourvu l'épouse qui régnait sur son domaine. En témoignent les journaux intimes conservés par les descendants. Envoyée l'opulence d'alors ! La plupart de ces plantations sont devenues musées. Mais l'âme de ce passé habite toujours Berkeley, sauvée du naufrage par son héritier, le dernier gentleman-farmer de Virginie à vivre selon l'art des ancêtres.

Dans sa demeure géorgienne, l'homme né en 1900 reçoit avec élégance, vêtu d'un tweed londonien raffiné. Veuf, il fait marcher son exploitation à l'aide de huit ouvriers agricoles. Lui-même ne répugne pas à conduire le tracteur. Il a ce teint hâlé par les travaux des champs. Il garde cet

humour sudiste et ce talent de conteur qui séduit les hommes... et plus encore les femmes. Les plants et pépinières ont remplacé le tabac, qui fit la fortune de la Virginie. Deux tavernes aménagées dans les dépendances offrent aux visiteurs les tartes et le « Berkeley Branded Bourbon », la spécialité du lieu. « Le bourbon a été inventé ici », affirme le maître de maison.

Le souvenir des « Sudistes »

Chaque année, le premier dimanche de novembre, il commémore le premier « Thanksgiving » de toute l'histoire américaine. « C'est à Berkeley, vous explique-t-il, deux ans avant l'arrivée des colons au Massachusetts, que cette fête fut créée ». Les émigrants débarquèrent là, en Virginie, épuisés mais sains et saufs ; ils s'agenouillèrent sur la rive, pour remercier Dieu

de les avoir protégés. « Je célèbre ce souvenir selon les règles transmises par eux », insiste ce descendant des pionniers. « Trop longtemps, la paternité du Thanksgiving fut attribuée au Massachusetts ». « Erreur historique corrigée dit-il, par le président Kennedy ». La fête est fun. Y sont conviés les descendants des grands planteurs et le peuple, mais pas de célébrités. « Parce que la commémoration de Berkeley est faite pour tous les Américains. C'est leur tradition. C'est un héritage commun ». Au cœur de l'automne, sur la James River, brille la flamme d'un souvenir heureux. Comme si c'était hier seulement...

Pour un peu résonnerait encore le bruit des canons de la guerre civile. En ces terres de Virginie s'affrontèrent colons du Nord et du Sud. Ici triomphèrent ceux qu'on continue d'appeler aujourd'hui - avec quelque discrétion certes - les Yankees. Trois siècles d'Union se sont

écoulés sans réussir à effacer totalement dans le cœur des « Sudistes » les traces amères de la défaite. De nombreuses lettres, carnets et récits transmis précieusement de génération en génération en relatent le moindre événement. Richmond, capitale de l'Etat qui remplaça Williamsburg, a reconstruit « la Maison Blanche de la Confédération », son musée. Sur les anciens champs de bataille se retrouvent au fil des saisons et tout au long de l'année les descendants des combattants. Ils y reconstituent en grandeur nature les célèbres combats.

Chaque petite ville de Virginie possède son « club » d'histoire de la guerre civile ; cent à trois cents membres s'acharnent à l'étude des stratégies d'alors. « Un général belge est récemment venu assister à une de nos batailles. Nos généraux défunts restent des maîtres de l'art de la guerre », confie avec fierté un membre du club de Charlottesville, chauffeur de car de son état. Lui-même s'est abonné au Virginia Country's Civil War Quarterly, - une revue trimestrielle publiée par la « Civil War Society ». Cette dernière a même une concurrente. (Lire la suite page 16.)

EXPLORATOR EXPEDITIONS

LA BROCHURE 1989 VIENT DE PARAITRE AVEC PLUS DE CENT ITINÉRAIRES INÉDITS

Envoi gratuit sur simple demande

EXPLORATOR 10, PLACE DE LA MADEIRAINE TOURS FRANCE
TEL. (1) 42.58.06.24

Nom, Prénom _____
Adresse _____

on
blic
en deux
TF1
Les projets de...
NATION ILES
MONDE

du
par
a
fê-
le
ré-
no-
ya-
la
di-
les
ue
et
en
P.

S
ser
la
cur-
pur-
lis-
es-
vé-
des
ues
la
ser
ait
niti-
te-
pp-

ue-
en-
ar-
lie
à
me
les
ue,
las-
ta-
la
et-
les
ns
ta-
ré-
ri-
un
ait

ité
ui
ue
la
ic-
u-
à
at
es
ni
it
é
ul
n,
s.
Il
in

DECOUVERTE

Musée de guerre pour la paix

EN juin 1944, Caen s'est trouvée au centre de la bataille de Normandie, « une des plus longues, des plus dures et des plus cruelles de notre histoire », devait rappeler François Mitterrand en inaugurant, le 6 juin dernier, soit quarante-quatre ans plus tard, dans cette même ville, un « musée » pas comme les autres. Un Mémorial — tel est son nom — y retracera, pour les générations à venir, les différentes phases de cette guerre qui, ici, plaide en faveur de la paix en disjoignant ce « déchirement de peuples faits pour vivre ensemble ». Un lieu insolite qui ne se contente pas, en effet, de relater le président de la République, « de n'être qu'un pleur musée d'histoire, un musée du souvenir » mais dont la vocation est d'expliquer et de faire comprendre que « la paix n'est pas possible dans la désunion des peuples et qu'au niveau mondial seule une solide organisation commune rendra cette paix durable ».

Un lieu de recueillement et de commémoration, donc, mais aussi, de réconciliation et de dialogue, de travail et de recherche, de spectacles et d'expositions. Le lieu, aussi, d'une réflexion permanente sur les libertés et les droits de l'homme. Pour ce faire, le Mémorial invite les visiteurs à un voyage dans notre histoire et dans notre mémoire collective. En espérant qu'ils quitteront ces lieux convaincus de la fragilité de l'équilibre mondial actuel. En état de vigilance, à l'égard des « signes », qui, dans notre actualité, pourraient conduire à la répé-

tion d'une situation qu'ils viennent de vivre ou de revivre. Un véritable voyage historique, à travers notre siècle, de 1918 à 1988. Un itinéraire qui ressemble, en fait, à une descente aux enfers tout au long d'une effective descente en spirale, au cœur d'une sphère située au centre de l'édifice conçu par l'architecte Jacques Millet et aménagé par Yves Devraigne, responsable de la muséographie et de la scénographie. Une véritable mise en scène de l'espace dans laquelle, explique ce dernier, « tout concourt à placer le visiteur dans l'état d'esprit de l'époque ».

Une « mise en condition » qui s'opère notamment par le biais d'ambiances lumineuses et sonores. Une sorte d'histoire impressionniste où des voix d'outre-tombe (celles d'Hitler, de Pétain ou de De Gaulle) vous impressionnent comme la lumière impressionne la pellicule, au point qu'on écoute à plusieurs reprises l'étonnant et quasi extraterrestre dialogue téléphonique entre Weygand et Huntziger, une fois la défaite consommée. Passionnante (mais angoissante) plongée à travers la faillite de la paix (« la der des ders », simple préface de l'entre-deux-guerres et la crise économique qui provoque — ou facilite — la montée du nazisme face à des démocraties affaiblies), la France des années noires (l'invasion, la débâcle, l'occupation et l'affrontement entre ceux qui composent, voire collaborent, et ceux qui refusent l'asservissement à une idéologie fasciste et raciste), la guerre mon-

diale et la guerre totale (avec l'entrée en lice des Etats-Unis et de l'Union soviétique), le débarquement, enfin, et la défaite de l'Allemagne suivie de la reddition japonaise après l'explosion de deux bombes atomiques.

Mélange des genres, aussi, d'une histoire qui juxtapose *Mari-nella*, de Tino Rossi, *la Java*, de Mistinguett, *Parlez-moi d'amour*, de Lucienne Boyer et la montée du fascisme illustrée par les sinistres et impressionnantes parades militaires de Nuremberg ou de



Endroit exceptionnel que ce Mémorial, à Caen, qui met en scène rien moins que la seconde guerre mondiale et pose la question : pourquoi ?

Rome. Ambiguïté, également, d'une histoire qui apparaît, aujourd'hui, noire et blanche mais qui, à l'époque, peignait volontiers de gris le quotidien des occupés. « 40 millions de collaborateurs ? 40 millions de résistants ? » résume, cruellement, une inscription « interpellante ».

Confiée à l'Institut d'histoire du temps présent — un laboratoire du CNRS — la conception historique du Mémorial vise trois objectifs. D'abord, présenter aussi clairement que possible les acquis les plus récents sur les enjeux, le déroulement, la signification de la seconde guerre mondiale. Ensuite, replacer le conflit dans sa dimension planétaire. Enfin, diffuser à

la fois un message élaboré et pointu destiné à un public exigeant (donnant toutes les garanties scientifiques sur un sujet autour duquel controverses et polémiques ne manquent pas) et un message simple et accessible à tous grâce à des chronologies simplifiées, des cartes, des films de montage. Le Mémorial utilise largement les techniques audiovisuelles et informatiques les plus récentes, offrant ainsi aux jeunes visiteurs, souvent rebutés par les musées traditionnels, de multiples séductions.

Ici, en effet, la leçon d'histoire se fait jeu avec, notamment, de

nombreuses maquettes, objets et matériels, ainsi que des collections d'uniformes et d'armes légères. Mais surtout, avec la possibilité, grâce à des minitel, de consulter le Centre de recherche et de documentation installé dans l'édifice et de « dialoguer » avec des bornes de consultation qui, munies de vidéodisques, répondent immédiatement aux questions posées, sous forme de scénarios animés et sonorisés dans la langue choisie. Une manière originale d'interroger l'histoire de la deuxième guerre en se mettant, par exemple, l'espace d'un instant dans la peau d'un soldat allemand ou canadien. A cela s'ajoutent deux spectacles audiovisuels réalisés par la société de production Cinéma 7, dirigée par Jacques Perrin : *Espérance*, qui, à travers l'image et la musique, propose une réflexion sur la fragilité de nos démocraties et le *Jour J* qui retrace, sur trois écrans géants, la bataille de Normandie, vue simultanément, là aussi, du côté allié et du côté allemand. A signaler, enfin, une présentation très spec-

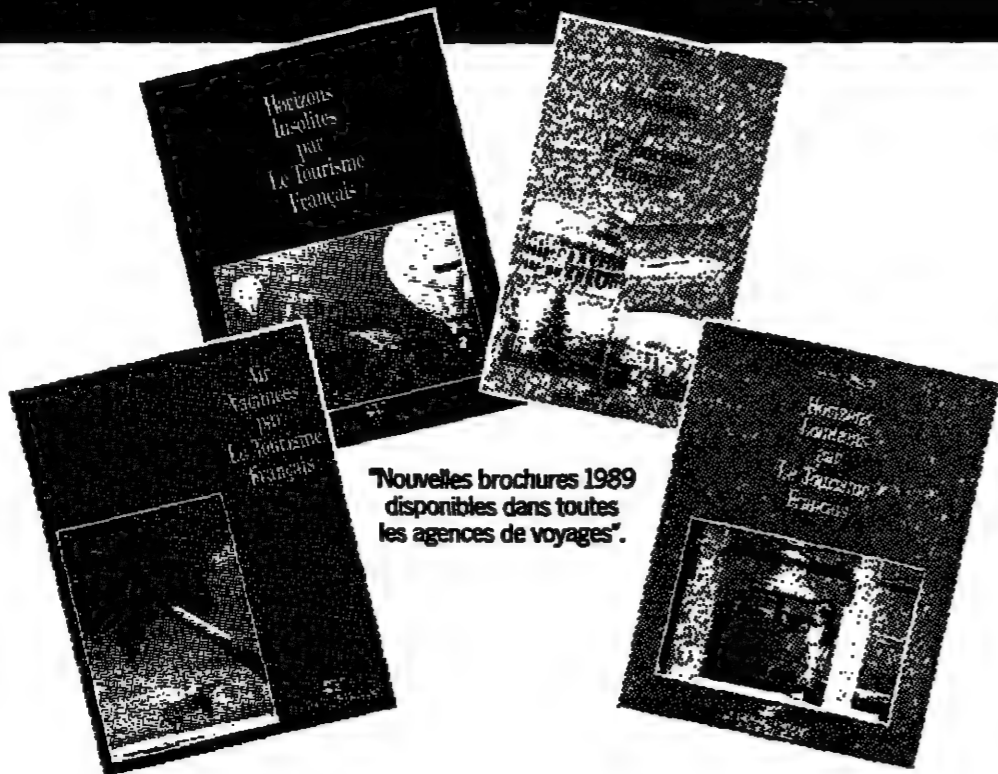
taculaire de cette même bataille et de la fin de la guerre en Europe par une succession de cartes animées et de montages de films d'archives dont certains inédits.

De quoi faire du Mémorial de la bataille de Normandie un « musée » passionnant. Un musée-mémoire où, paradoxalement, on ne voit pas le temps passer. Un lieu culturel nouveau où la reconstruction du passé débouche sur une réflexion sur le présent. Un musée de guerre. Pour la paix.

P. Fr.

• Situé au nord de Caen (240 km de Paris), en bordure du boulevard périphérique (direction Bayeux-Cherbourg), le Mémorial est ouvert tous les jours. De 9 heures à 19 heures (jusqu'à 22 heures le vendredi). Entrée 30 F, 15 F de douze ans à seize ans. On y trouve boutique, bar-café, restaurant et garderie. Renseignements : Mémorial Caen-Normandie, esplanade Eisenhower, 14000 Caen, tél. : 31-06-06-44.

Nous avons changé notre image, pas notre philosophie.



LE TOURISME FRANÇAIS
votre exigence est la bienvenue

Le Tourisme Français, 96, rue de la Victoire - 75429 Paris Cedex 09 | Tél. : 42 80 67 80 et dans toutes les agences de voyages.

Virginie, mémoire et nostalgie

(Suite de la page 15.)

En moins d'un siècle et demi se construisit ainsi le vaste empire américain. A l'Union créée, la Virginie revendique son appartenance. Mais le rêve doit rester vivant d'une ferveur collective pour un unique destin. Où prit naissance l'inspiration ? Dans ces temps roulés du dix-septième siècle. Elisabeth dite « la Reine vierge » régnait alors sur le trône d'Angleterre, lorsque débarquèrent les immigrants de la James River. Le premier sujet de Sa Majesté, une fille née sur cette rive, fut donc nommée Virginie. Les colons reconstruisent les habitats de la région, des Indiens. Ceux-ci leur firent découvrir le maïs et le tabac. John Smith, un de ces Anglais, marchand-aventurier, épousa même en 1607 Pocahontas, princesse indienne qui devint lady Rebecca. Mais la paisible cohabitation ne dura pas. De ces Indiens, comme de ces esclaves noirs dont le travail gratuit permit la prospérité des plantations, peu de traces subsistent en Virginie. L'Union abolit l'esclavage, et la décadence économique du Sud commença. La Virginie garde la nostalgie de ce pays de Cocagne qui fut le décor des débuts de son histoire.

C'est à Washington qu'il faut terminer le voyage, pour combler les trous de la mémoire. Plus pré-

cisément au Musée national de l'histoire américaine et aussi dans les musées *black* de la capitale, dont 80 % des habitants sont noirs. Mais en ces lieux pleins de savoir, l'air qu'on respire n'est plus tout à fait celui de la terre fondatrice. Les magasins de souvenirs pullulent, les gadgets font fureur. Ainsi en coupées de carton à découper, la lignée des épouses de tous les présidents passés et même Nancy Reagan. Ou, en jeu de cinquante-deux cartes, les principales personnalités d'origine noire.

Dans ces boutiques se pressent des millions de citoyens venus de tous les Etats d'Amérique. Qu'y cherchent-ils ? De tous ces contrastes, qu'assument-ils ? Dis-moi qui tu es et je te dirai qui tu es... Le succès qu'ils accordent à leur concitoyen, le romancier John Updike, est significatif. Il se retrouve dans sa vision lucide et caustique des mœurs américaines. Si l'on en croit John Updike, le puritanisme n'est pas mort dans leur cœur. Ni la soif d'idéal, comme l'eau et la peur de la mort. Mais, écrit-il dans *Rabbit est riche* (1) « pour eux, la vie, c'est une grosse tôle pleine de fantômes ».

DANIELLE ROUARD.

(1) Editions Gallimard.

Carnet de route

En 1585, la première expédition venue d'Angleterre accoste au sud de la baie de Chesapeake. Les explorateurs éblouis donnent à la région le nom de Virginie... André Kaspi, dans son ouvrage *Les Américains* publié au Seuil dans la collection « Points Histoire », raconte remarquablement cette naissance de la Virginie. Ainsi apprend-on que la première cargaison de tabac — la richesse de cet Etat — atteignit l'Angleterre après des semaines de rude traversée en 1617.

Mais aujourd'hui en Virginie, fumer est interdit dans de nombreux restaurants et lieux publics, et il ne faut plus que quelques heures pour faire le trajet. Par un vol régulier Paris-Washington, assuré par diverses compagnies.

De la capitale, il est aisé de se rendre ensuite à Richmond, distante de 200 kilomètres environ, vers le Sud. L'hébergement est luxueux, au Grand Hyatt ou au Four Seasons Hotel de Washington, plus simple, si l'on préfère, au Quality Inn de Williamsburg ou à l'English Inn de Charlottesville. L'office de tourisme de Virginie fournit tous renseignements utiles (1). A Paris, s'adresser à l'office de tourisme des Etats-Unis (2).

Il existe également des formules « circuit ». Ainsi « Vacances folles » de Pan Am propose un itinéraire de sept jours à travers la Virginie pour 5 000 francs environ tout compris : le vol sur Pan Am, l'hébergement pour sept nuits dans une chambre double et la location d'une voiture pour la semaine.

(1) Virginia Division of tourism, 202 North 9th Street, Suite 500, Richmond, Virginia 23219, USA. Téléphone : 804/786-2051, télex : 828323 VDED RCH.

(2) Office du tourisme, ambassade des Etats-Unis, 2, avenue Gabriel, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : 42-60-57-15. Par courrier ou par téléphone, uniquement.

LES GRANDS VOYAGES EXTRAORDINAIRES
vous invitent à découvrir...

• WEEK-END LONDRES ... 995 FF*	• L'INDE ... 15.400 FF*
• LA THAILANDE ... 6.490 FF*	• LE JAPON ... 22.920 FF*
• LA CHINE ... 8.390 FF*	• LE TRAIN DES HAWAÏIENS ... 25.490 FF*
• L'EGYPTE ... 9.950 FF*	• LA VOIE DE L'ORIENT EXPRESS ... 25.000 FF*
• L'INDONÉSIE ... 12.490 FF*	

* à partir de

«L'art du voyage retrouvé»

RENDRE LA DOCUMENTATION - RECHERCHER LES AGENTS

NO : _____ ADRESSE : _____ VILLE : _____ TEL. : _____

Le 11/23

Vps
7 et 9, rue Beaupré
75011 PARIS
Tél. : (1) 42.57.65.73
Tlx : 240 885

مكتبة من الأصل

ENQUETE

Un agent de voyages tout neuf

DANS son petit bureau de la rue Jobbé-Duval, dans le 15^e arrondissement de Paris, Jean-François Alexandre, trente-huit ans, fait penser au héros du film américain *Big*, cet adolescent qui rêve d'être adulte et qui, une fois son vœu exaucé, décroche une situation dorée grâce à sa compétence encore fraîche en matière de joute. Son joute à lui s'appelle Top Resa, une manifestation qui fête aujourd'hui son dixième anniversaire et s'est imposée comme le rendez-vous incontournable des professionnels du tourisme. Une sorte de Salon de l'auto où les revendeurs - les agents de voyages - viennent découvrir à quoi ressemble la mode d'hiver concoctée dans les ateliers des producteurs : voyagistes, hôteliers, offices de tourisme, réceptifs étrangers, loueurs de voitures, compagnies aériennes et maritimes.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En décembre 1980, lors du premier Top Resa organisé à Deauville (la première édition s'était tenue l'année précédente au PLM Saint-Jacques, à Paris), on avait enregistré 115 exposants et 600 visiteurs préinscrits. Cette année, Top Resa accueille 350 exposants (environ 2 500 personnes sur les stands) représentant 800 marques, attend quelque 3 300 visiteurs préinscrits et table sur un chiffre final avoisinant les 5 000. Une affluence qui s'explique par la qualité du « plateau » présenté, puisqu'à l'exception des deux premiers (le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières qui disposent de leur propre réseau de distribution), la totalité des voyagistes figurant au « Top 50 » de la profession auront planté leur tente à Deauville.

C'est, en effet, un immense chapiteau, situé entre le casino et les célèbres « planches », qui abri-

tera cette année une manifestation qui, victime de son succès, a déjà dû déménager deux fois pour éviter l'asphyxie et la paralysie entraînée par une croissance continue. Après l'hôtel du Golf (où les chambres avaient été transformées en spacieux « salons-contact ») et les lambris d'un casino désormais envahi par les machines à sous, Top Resa espère bien pouvoir s'installer dès l'an prochain dans le complexe de congrès-expositions qui devrait succéder à l'actuel chapiteau et dont on espère qu'il ne contribuera pas à défigurer encore davantage une station plus malmenée par ses urbanistes et ses édiles que par l'outrage des ans...

Réfugié lui-même dans l'arrière-pays, où il a pignon sur bogue, Jean-François Alexandre n'est pas le seul à déplorer l'enlaidissement d'un lieu dont l'image de marque et la situation (« le 21^e arrondissement de Paris ») ont certainement contribué au succès de Top Resa et à la convivialité qui y règne.

Autant d'éléments auxquels se sont ajoutés, précise-t-il, « le sérieux et le savoir-faire d'une organisation qui compense la faiblesse de ses effectifs - trois personnes seulement - par un souci du sur-mesure, un contact étroit avec ses clients et la passion avec laquelle elle monte cette pièce où tout se joue en une seule représentation ». « Notre seule préoccupation, c'est la réussite de notre manifestation au plan technique », insiste celui qui se présente avant tout comme un organisateur de Salons. Et qui n'oublie pas, au passage, de relever « l'excellente collaboration avec la chaîne Lucien Barrière et la municipalité de Deauville ». Reste le revers de la médaille : l'insuffisante capacité hôtelière locale qui contraint nombre de

participants à chercher une solution extérieure.

Conforté, de l'aveu même de son organisateur, par la confiance et l'adhésion des professionnels, le succès de Top Resa reflète-t-il pour autant la bonne santé du secteur du tourisme ? « En fait, relève Jean-François Alexandre, les difficultés rencontrées par la profession, dans les années 82-84, avec, notamment, une certaine

les menaces représentées pour cette profession par la télématique et l'informatique ». « Dix ans après, constate-t-il, ces dernières sont effectivement entrées dans les agences mais elles n'ont, en aucun cas, remplacé le rôle de l'agent de comptoir. (...) C'est vrai qu'on assiste à des mouvements, à des intégrations, à des absorptions, à des regroupements, mais je suis intimement

A Deauville, les professionnels du tourisme vont se rencontrer et fêter le 10^e anniversaire du Salon Top Resa. Ils devront aussi réfléchir sur cette formule lancée par l'un d'entre eux : « L'agent de voyages de papa devra s'adapter ou disparaître. »

baisse du pouvoir d'achat, puis le contrôle des changes, ont provoqué une sorte de prise de conscience face à un contexte extrêmement concurrentiel. (...) A partir du moment où il y a concurrence, il faut se montrer et il faut se battre. » « Une situation, constate-t-il, qui a été favorable à Top Resa car Top Resa est un outil qui permet de se battre ».

Cela dit, Top Resa ne risque-t-il pas de voir se tarir une autre source de son succès : les agents de voyages souvent présentés comme une espèce menacée de disparition ? « En 1979 déjà, se souvient Jean-François Alexandre, on débattait sur le thème : l'agent de voyages, technicien ou presse-bouton ? Et on évoquait

convaincu que l'agent de voyages existera toujours et que cette profession n'est pas en péril. (...) Cela dit, elle risque de changer de mains : les moins bons disparaîtront au profit de ceux qui se donneront des moyens modernes de gestion et de promotion, ceux qui sauront à la fois gérer et séduire : l'agent de voyages de papa devra s'adapter ou disparaître ».

Encore faut-il que les Français se décident à utiliser plus nombreux les services des agences de voyages. Pour Jean-François Alexandre, « la faiblesse du marché français, ce n'est pas le nombre de gens qui partent en vacances, mais le petit nombre de ceux qui passent par une agence

de voyages et c'est ça qui fait la force des marchés anglais et allemands. (...) Le problème est davantage dans le comportement du client français, individualiste, que dans l'état d'une profession qui n'a toujours pas réussi, contrairement aux agents immobiliers ou aux agents de change, par exemple, à convaincre le public de son utilité ».

D'autres évolutions, en revanche, sont d'ores et déjà en cours. Ainsi, aux self-made men passionnés, capables de prendre des risques, succèdent de plus en plus des hommes jeunes ayant une formation de gestionnaires et qui, relève Jean-François Alexandre, « vendent un produit comme ils vendraient une voiture ou une machine à écrire, ce qui se répercute dans la qualité des brochures, de la communication et de la publicité ».

Les professionnels français sont-ils, pour autant, prêts à affronter la bataille de 1993 et à faire bonne figure sur le marché unique européen ? « Certes, reconnaît-il, nous ne sommes pas assez présents à l'étranger, mais des rapprochements s'opèrent, des groupes se constituent, et même si nous sommes peut-être partis un peu tard, je ne vois pas pourquoi nous serions laminés. D'autant que nous disposons d'un atout maître : la qualité du voyage, domaine où nous occupons souvent une position unique en Europe ».

Et de suggérer la création d'une Chambre syndicale du « haut voyage », comme cela existe pour la « haute couture ».

Top Resa face à l'Europe ?

« Nous n'avons pas attendu 1993 pour avoir des exposants européens (Sunair, Hotelplan, Tourtop). Reste que notre vocation première, c'est de servir le détaillant français. Et c'est le produit qui correspond à cette vocation, c'est-à-dire Top Resa, que nous voulons conforter, consolider et améliorer, à Deauville. Inutile de l'exporter dans la mesure où il existe, chez nos voisins, des Salons correspondants et bien établis. » « Il est mieux que chacun reste à sa place », les conclut celui qui se présente volontiers comme « un garçon prudent, un Normand, un pragmatique » qui se satisfait tout à fait d'être « le premier dans son village ».

Sûr de lui et sûr d'un produit qui lui fait accepter avec sérénité la concurrence et la multiplication des Salons professionnels dans le secteur du tourisme : « On est dans un pays de libre entreprise. J'accepte ce régime. C'est aux voyagistes de choisir. Ce que je critique, c'est ceux qui disent : il faut être partout. Ce n'est pas vrai, c'est un mauvais calcul : il faut faire un choix. Moi, je refuse du monde... »

Heureux homme qui, paraphrasant une célèbre expression américaine, peut, aujourd'hui, se vanter d'avoir mis sur pieds « la bonne manifestation, au bon endroit et à la bonne date ».

PATRICK FRANCES.

SHOP

FANTASTIC!

Où le shopping est fantastique à Jersey!

A ST HELEUR, dans les rues piétonnes jalonnées de boutiques tentatives et exonérées de taxes vous irez de séduction en séduction.

Et bien sûr en automne, vous ferez de longues promenades dans le calme sur les plages et dans la campagne; vous prendrez l'incomparable thé anglais accompagné de scones et autres douceurs; vous parcourrez les superbes golfs et vous finirez la soirée dans un pub à l'odeur de vieux cuir et de bois ciré.

FANTASTIC!

JERSEY

L'ILE FLEUR EN AUTOMNE



Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR, pour recevoir une documentation en couleur avec le programme de séjour et coupon à : Maison de l'Ile Jersey, 25, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. (1) 47 42 83 86. Chèque de l'ordre au verso de ce 17 h 30. Minut. Code : 3636 + JERSEY.

stalgie

l'art de rouler


1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025

ALTEA

HOTEL

Altea en France
 c'est plus de quarante hôtels
 au cœur des régions
 et au centre des villes

Réservez : Tel. (1) 42.68.22.88. Tel. Vert. : 05.28.88.00.



Altea, des hôtels en rythme avec la ville.

En France : Albi, Angers, Beaune, Belfort, Besançon, Briançon, Cabourg, Clermont-Ferrand, Colmar, Deauville, Dijon, Dunkerque, Fos-sur-Mer, Grande-Motte, Lyon, Mâcon, Marseille, Metz, Montpellier, Mont-St-Michel, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nemours, Nice Orange, Orléans, Paris, Reims, Rennes, Roubaix, Saint-Etienne, Saint-Valéry-en-Caux, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Val-de-Reuil, Valfréjus. Et aussi en Allemagne : Cologne, Francfort. En Autriche : Mondsee. En Belgique : Louvain-la-Neuve. En Hollande : Beek Maastricht, Groningen, Nijmegen, Tilburg, Vlieland. Au Portugal : Lisbonne.
 Une chaîne de Pullman International Hotels. Groupe Wagons-Lits.

Evasion

N°1 SUR L'ATLANTIQUE NORD USA, CARAIBES, HAWAII VACANCES FABULEUSES



DE TOUT PETITS PRIX sur les vols réguliers quotidiens directs.

LE SERVICE d'une grande compagnie internationale.

LE CHOIX ILLIMITÉ des formules de voyages : séjours, circuits individuels ou de groupes, camping, hôtels, voitures, camping-cars, golf, etc.

LE SPÉCIALISTE du voyage américain sur mesure.

L'ASSISTANCE de nos correspondants sur tout le territoire américain.

1, rue Scribe, 75009 PARIS - Tél. : 42-66-41-76
ou dans toutes les agences de voyages

« LE VOYAGE QUE VOUS AIMEZ »

uniclam

LIC A 1205

L'Amérique c'est notre terre, l'Afrique notre passion.

Fondé il y a plus de 15 ans, uniclām est le grand spécialiste de l'Amérique latine et de l'Afrique.

DES VOLS RÉGULIERS

MEXIQUE à partir de **3 100 F**

PÉROU à partir de **5 600 F**

RIO à partir de **5 600 F**

DES CIRCUITS

PÉROU/BOLIVIE à partir de **16 830 F**

MEXIQUE 9 jours à partir de **5 600 F**

LES PLUS D'UNICLAM

Réunions diverses, éditions de guides sur le PÉROU, LE MEXIQUE et le courrier d'uniclam.

Un réseau bien structuré avec des agences à :

- 63, rue Monsieur-Le-Prince 75004 PARIS ☎ 43.29.12.36
- 11, rue de 4-Septembre 75002 PARIS ☎ 40.15.07.07
- 13, rue des Fleurs 69002 LYON ☎ 89.56.10.21
- 4, rue des Pucelles 67000 STRASBOURG ☎ 88.55.30.62
- 52, rue du Pôles-Gaillon 39000 BOURGOGNE ☎ 56.44.44.91
- 16, rue du Docteur-Micot 38000 GRENOBLE ☎ 76.46.00.00
- 157, rue Nationale 59000 LILLE ☎ 20.30.98.20
- 19, quai Romarin-Rolland 69000 LYON ☎ 78.42.75.85
- 21, rue Antoine-Mercier 31000 TOULOUSE ☎ 61.22.88.80

SÉNÉGAL/GAMBIE
4 vols aux départs de PARIS, MULHOUSE, MARSEILLE, TOULOUSE
Prix à partir de **2 100 F**
1 semaine en bungalow+petit déjeuner avec vol et transferts inclus
Prix à partir de **2 600 F**

TOGO/BÉNIN
PARIS/COTONOU à partir de **2 900 F**
Circuit combiné TOGO/BÉNIN à partir de **6 900 F**

Cameroon : 1 à partir de **6 900 F**
Ile Maurice, Ile de la Réunion, etc.



Visit France

Week-ends escapades Paris dans un des hôtels de renom sélectionnés par Visit France, week-ends spectacles (Lido, Alcazar...).

Réveillons : 7 destinations pour passer agréablement les fêtes de fin d'année.

Les destinations soleil : Corse, Côte d'Azur...
Des séjours originaux : golf, thalasso, remise en forme, carnaval de Nice.

ET LES OFFRES SPÉCIALES

pour moins de 1000 F par personne.

Avion + 1 nuit avec petit déjeuner en chambre double, dans une des cinq grandes métropoles régionales : Bastia, Marseille, Nice, Perpignan, Toulouse.

Chez votre agent de voyages ou dans les points de vente Air Inter et au Centre d'Information Visit France du Terminal Elysées - 49, Champs-Élysées - 75008 Paris. Tél. : 42.88.39.40.

UNE MONTAGNE AU BORD DE LA MER

c'est avec un cin d'œil que Visit France ouvre sa nouvelle brochure hiver 88/89 : la neige mais aussi le soleil, la mer et nos merveilleuses régions.

300 COURTS SÉJOURS EN FRANCE

défente, découverte, distraction **tout compris, avion (aller-retour) + hôtel + ...** vous sont proposés au départ des escalades desservies par les lignes Air Inter.

Les sports d'hiver le temps d'un week-end ou d'une semaine, Font-Romeu, Morzine, Alpe-d'Huez... plusieurs formules sont possibles.

Visit France

LE SPÉCIALISTE DU COURT SÉJOUR EN FRANCE PAR AVION

Diffusion

Les voyages

NOUVELLE BROCHURE

Le monde à votre portée

DES CIRCUITS TOUT COMPRIS
pour vous permettre de découvrir l'essentiel des pays visités.

(Transports - Pension complète - Guide local parlant français - Visites et excursions incluses - Taxes d'aéroport - Assurance annulation et rapatriement)

FLORIDE (9j.) : 8980 F*	INDE/NEPAL (14 j.) : 9990 F*
MEXIQUE (11j.) : 12480 F*	CEYLAN (9j.) : 6990 F*
EGYPTE (12j.) : 7480 F*	THAÏLANDE (11 j.) : 8990 F*
EGYPTE (9j.) : 6490 F*	CHINE (15 j.) : 13950 F*
KENYA (9j.) : 8900 F*	

*Meilleurs prix en chambre double, exercice 88/89

BROCHURE GRATUITE SUR DEMANDE

REPUBLIQUE TOURS

CAP SOLEIL : une programmation grand public, sportive, animée et ensoleillée vers le BASSIN MÉDITERRANÉEN, le MAGHREB et l'AFRIQUE : TUNISIE, MAROC, GRÈCE, CANARIES, BALEARÉS, MALTE, ÉGYPTE, KENYA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES.

CAP EUROPE : des voyages sur mesure, à la carte, individualisés, pour tous ceux qui depuis longtemps ont l'EUROPE au cœur : GRANDE-BRETAGNE, ÎLES ANGLONORMANDES, IRLANDE, HOLLANDE, AUTRICHE, ITALIE, ESPAGNE, PORTUGAL.

REPUBLIQUE TOURS... c'est aussi de nombreux tirés à part : tel « CAP AFRIQUE », et des créations à part entière comme les brochures « REVILLONS D'AILLEURS » et « SOLEILS MAGIQUES » de cet automne : des voyages hors saison pour bénéficier des meilleures conditions de prix, de confort, et d'un accueil privilégié.

Un quart de siècle de vie intense... et pas une ride ! Avec un dynamisme et une passion qui n'ont jamais faibli, REPUBLIQUE TOURS vogue vers 1992 et assume pleinement la double identité de ses deux CAPS :

SOLEILS MAGIQUES

- TUNISIE 1750F
- BALEARÉS 1850F
- MAROC 1960F
- GRÈCE 2345F
- SÉNÉGAL 3790F
- EGYPTE 5800F
- KENYA 6600F

REPUBLIQUE TOURS

Remarque : PARIS : 1, rue de Valenciennes, 75011 Paris, tel. 01-42-28-28-28 LYON : 21, rue de la République, 69001 Lyon, tel. 01-78-62-62-62, et dans toutes les agences de voyages.

Le Monde

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1 2 3 4 5 6 7 8

9 10 11 12 13 14 15

Retourner à : **MORGANE**

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75011 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

NOM _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____

TOUT ATOUT

TOUS SERVICES

Une équipe franco-brésilienne vous assure les meilleures prestations, les circuits les mieux étudiés.

Notre propre agence réceptive à Rio Sarava Tours, vous offre une assistance permanente.

TOUT COMPRIS

A la fois producteur et vendeur, ATOUT BRÉSIL vous assure le Brésil en direct.

Des départs garantis (minimum 2 personnes) sans supplément de prix.

TOUS PRIX

- Vols secs à tarifs préférentiels toute l'année.
- Séjour à Rio, 12 jours à partir de 7 500 F.
- ATOUT LIBERTÉ : « Séjours plages » et mini-circuits.
- Expéditions à combiner, à votre gré, à votre rythme.
- Circuit « BRÉSIL BAROQUE », 15 jours en demi-pension, hôtel 4 étoiles : 16 500 F.
- Circuit ATOUT BRÉSIL « 19 jours » en demi-pension, hôtel luxe : 19 950 F.

9, rue d'Odessa, 75014 Paris : 43-20-78-78. Et chez votre agent de voyages.

TOUT NOUVEAU

ATOUT BRÉSIL

ÉGYPTE

EDEN le spécialiste

Bénéficiez de l'expérience et du savoir-faire de notre équipe franco-égyptienne à Paris, au Caire, à Louxor... en place depuis plus de dix ans. Eden met également à votre disposition sa technicité, renforcée par un système de réservation et de programmation entièrement informatisé.

Nous avons choisi délibérément de rester un spécialiste en vous proposant une sélection sur nos destinations vedettes, que nous testons chaque année sur place.

VOIS DIRECTS

Pour Louxor et Le Caire, afin d'arriver en forme et consacrer plus de temps à vos découvertes.

PRESTATIONS DE PREMIER CHOIX

- Bateaux luxueux flambant neufs pour une croisière de confort.
- Hôtels tels le Méridien, le Sheraton, l'Hyatt.
- Guides conférenciers de haut niveau.
- Nos accompagnateurs sont des autochtones qui prendront soin de vous, telle une délégation de VIP.

QUALITÉ/PRIX

Grâce à notre volume d'achat et notre réputation, nous avons pu négocier des conditions tarifaires exceptionnelles.

CROISIÈRES

- Croisières Haute-Égypte, 9 jours, 5 640 F.
- Croisière des Dieux, 9 jours, 5 980 F.
- Le Fleuve Dieu, 9 jours, 8 405 F.
- Croisière pharaonique, 12 jours, 10 510 F.

TERRES EXOTIQUES

Nous vous proposons aussi notre « cocktail de terres exotiques ». Fidèle à notre réputation de spécialistes sur l'Égypte, la Thaïlande et Cuba, nous offrons cette saison, un nouveauté : l'océan Indien.

- L'île Maurice ou Seychelles, 7 345 F.
- Cuba, la perle des Caraïbes, 6 995 F.
- Thaïlande, circuit évasion thaï, 4 035 F.

Renseignements et demande de brochure :
(1) 42-96-88-11
et dans toutes les agences de voyages.

سكزا من الأصل

سكدا من الاصل

NEW YORK A PARTIR DE 2000 F.A.R.
RIO A PARTIR DE 5395 F.A.R.

DES VOLS RÉGULIERS A PRIX RÉDUITS

Access International, fondé en octobre 1983 à New York, est la 1^{re} agence du réseau ACCESS ouvrant la voie des vols réguliers à prix réduits.

En un peu plus de 4 ans, le réseau ACCESS s'est largement étendu sur le plan international et propose aujourd'hui tous les types de voyages à tous types de voyageurs.

Avec 45 collaborateurs à New York, 30 à Paris et déjà 7 à Londres, ce nouveau pilier dans le monde du tourisme est en pleine croissance.

LE SPÉCIALISTE DES AMÉRIQUES

Dès sa création, en mars 1985, ACCESS VOYAGES s'est positionné comme le spécialiste des Amériques avec 88% de sa clientèle globale à destination des États-Unis.

Un grand choix de vols réguliers est assuré à des prix chertés (plus de 40 destinations aux USA, au Canada, et en Amérique du Sud).

La force commerciale est soutenue par le réseau ACCESS représenté à New York, Chicago, Paris et Londres.

C'est toute l'année qu'ACCESS VOYAGES offre des billets d'avion à prix chertés avec sièges réservés et donc places assurées sur les vols réguliers. C'est en cela qu'il se démarque des autres spécialistes du voyage pas cher.

De plus, ACCESS VOYAGES offre tous les services d'une agence classique et organise des séjours sur place avec hébergement et transport local, circuits et croisières.

LES SERVICES PLUS

- Système téléphonique de réservations et paiement par carte bancaire.
- Service à la carte, organisation de voyages personnalisés selon la demande du client.

NOUVEAUTÉ

Afin d'étendre ses services, ACCESS VOYAGES va faire paraître une brochure regroupant les prestations annexes :

- réservations d'hôtels ;
- locations de voitures ;
- pass-aériens.

ACCESS

6, rue Pierre-Lescot 75001 PARIS - Tél. : (1) 40 13 02 02

BLEU. BLANC. ROUGE.

Bleu ciel. Blanc sable. Rouge fruit.

Bleu lagon. Blanc nacré. Rouge corail.

Bleu rêve. Blanc lumière. Rouge passion.

Bleu. Blanc. Rouge. Ce sont les couleurs des Vacances à la Française.

Dans 17 pays et 23 destinations découvrez la formule idéale pour vos vacances : séjour pleine détente, Framissima, circuits découverts, circuits aventure, croisières...

Avec FRAM, vos vacances seront hautes en couleurs. Vos vacances seront Bleu. Blanc. Rouge.

Pour tout savoir sur son nouveau catalogue, FRAM vous accueille au Salon Top Resa, stands D17, D18, D19.

FRAM

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

evasion

VOUS PRESENTE LA

SICILE

PASSIONNEMENT

"L'ITALIE SANS LA SICILE NE REPRESENTE AUCUNE IMAGE DANS NOTRE AMEL. ICI SE TROUVE LA CLEF DE TOUT"

L. W. VON GOETHE

exclusivité

"CARTA SICILIA"

La « CARTA SICILIA » c'est 7 nuits en demi-pension en hôtels*** qu'**** :

- libre circulation sur le réseau ferroviaire sicilien en 1^{ère} classe ;
- 2 déjeuners ou dîners dans des restaurants typiques ;
- 2 cocktails dans un piano-bar ;
- une journée de visite guidée à Palerme ;
- assurance EUROPE ASSISTANCE ;
- réduction dans des restaurants, discothèques, magasins ;
- location d'une PANDA contre le seul règlement du kilométrage ;
- un kit comprenant le sac de voyage, le porte-cartes, etc.

DEPART de Paris le samedi pour Palerme du 5 novembre 1988 au 18 mars 1989.

PRIX: Frs. 4.470 par vol spécial du 18.2 au 18.3.1989
Frs. 5.350 par vol régulier du 5.11.1988 au 18.3.1989

Renseignements complémentaires et inscriptions: EVASION

PARIS: Tél. 48 97 20 20 NICE: Tél. 93 87 35 87
LYON: Tél. 78 42 18 41 BORDEAUX: Tél. 56 50 22 83
LILLE: Tél. 20 55 23 36

★ LE NOUVEAU BRÉSIL ★

"FORTALEZA"

Le St-TROP' des TROPIQUES

Vol DIRECT au départ de PARIS tous les jeudis*.

Hôtel Club le "St TROP" avec animation française.

Forfait d'une semaine à partir de **6 990 F** comprenant :

- Vol aller et retour PARIS/FORTALEZA/PARIS.
- Hébergement au club "St TROP" du Brésil
- Petits déjeuners brésiliens
- Assurance multirisques voyages

PARIS/RIO DE JANEIRO aller et retour
5 550 F

Renseignements et brochures : **EL CONDOR**

28, rue Delambre
75014 PARIS
43.20.90.46

78, av. des Ternes
75017 PARIS
45.74.64.30

* Sous réserve d'approbation gouvernementale

PLANETE-AKIOU

LE MONDE AVEC TALENT

PLANETE-AKIOU, fort de son expérience et de sa notoriété, offre le monde avec talent à tous les grands voyageurs assoiffés de culture, d'inédit et d'aventure qui exigent néanmoins une organisation fiable et de grande qualité.

Pour satisfaire leurs attentes, de la plus originale à la plus traditionnelle, pour aller jusqu'au bout du monde et de leurs rêves, PLANETE-AKIOU a choisi de décliner le monde avec talent en trois formules :

- **ORIENTISSIMO-LATINISSIMO**: Des voyages individuels sur mesure
- Pour les voyageurs indépendants désireux de construire leur circuit à leur rythme, en toute liberté, mais soucieux d'en assurer la sécurité et la réussite.

*** AKIOU**: Des voyages originaux organisés en petits groupes

Pour les voyageurs passionnés et dotés d'une curiosité culturelle insatiable, des destinations inédites, des circuits insolites animés par des conférenciers de talent, permettant de découvrir, pendant qu'il en est encore temps, une nature farouche et des peuples aux traditions intactes.

*** PLANETE**: Des voyages découverts et détente

Pour les voyageurs à la recherche de la découverte plus classique et du far niente, des circuits et des séjours fidèles à notre conception du voyage différent et à notre souci de grande qualité.

PLANETE-AKIOU en vente dans toutes les agences de voyages

Le Kenya... tout le Kenya.

Venez le découvrir avec Transsafari. Notre brochure vous traitera au rêve et nous vous aiderons à le réaliser.

Une 1^{re} découverte du Kenya avec notre safari Tuiga, les plus belles réserves en 7 jours.

Pour les connaisseurs, le safari Shaba, camp de luxe sur les traces de Roy Adamson - Ernest Hemingway n'aurait pas renié ce programme.

Nos séjours sur les plages de l'Océan Indien : Océan Village Club à Mombasa - côte Sud - 1^{er} Village Club Français au Kenya - cadre boisé, fleur, somptueux buffets (langoustes, etc.) en pension complète, boissons comprises.

Pour les amoureux de la voile, le Djebel

Amour vous emmènera de criques en plages désertes le long de la côte du Kenya (sûr nautique, pêche au gros, chasse sous-marine etc.). Possibilité d'affrètement.

transsafari

13, rue Auber,
75009 PARIS
Tél. : (1) 47.42.15.15

MEXIQUE GUATEMALA CUBA

Trois grandes destinations qu'Amérimex vous propose de découvrir, soit séparément, soit en les combinant pour réaliser un voyage plus complet.

Ces trois pays Caraïbes ont chacun leurs charmes. Notre but est de tout mettre en œuvre pour que votre voyage soit une réussite.

Amérimex

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TÉL. : (1) 47.42.15.15

QUON

Allegre como un sol

■ **FORMALITES D'ENTREE**
Passport en cours de validité. Une carte de tourisme (70 F) est établie par votre agence de voyages.

■ **AUCUN VACCIN**

■ **COMPAGNIES AERIENNES**
Au départ de Paris-Orly, Cubana de Aviacion et Iberia.

■ **LES TOURS-OPERATEURS**
Amistour, Arts et Vie, Cie des Voyages, Eder, Ecuador, El Condor, GoVoyages, Havenatour, Jet Tours, Nouvelles Frontières, Tourisme Français, Touristra, Transtours, Uniclam, Zenith.

■ **LES NOUVEAUTES DE L'ANNEE**
C'est un formidable développement du tourisme individuel: vol seul et location de voiture à partir de 5.680 F pour quatre personnes.

Cuba est la plus grande des Antilles: cent fois La Martinique. Des centaines de kilomètres de plages splendides. Mais c'est beaucoup plus qu'une île au soleil.

La vieille ville coloniale de La Havane et des centaines de palais, églises et musées témoignent de plus de quatre siècles de présence espagnole.

Surtout dix millions de Cubains accueillants et chaleureux feront de vos vacances une réussite au son toujours présent de la musique.

LES SERVICES DE L'OFFICE

Renseignements et documentation :
24, rue du 4-Septembre,
75002 Paris.
Tél. : (1) 47.42.54.15.

Extra... muros

LES temps ne sont plus où, en semaine, après un rendez-vous (au Fouquet's par exemple) entre couples amis, à sept heures du soir, on quittait les Champs-Élysées pour se retrouver, les pieds sous la table, avant la demi de huit heures à Saint-Germain, voire à Pontchartrain, bref en un restaurant renommé de la grande banlieue. A cette heure-là, aujourd'hui, il faut souvent une heure pour arriver à Courbevoie ! Alors, au lieu du soir, c'est aux déjeuners (dans les coques à usure) que ces maisons essaient d'emplir leur salle. Et puis, soyons francs, à quelques exceptions près, même excellente, la cuisine y est celle de partout, avec les mêmes plats qui, à force d'être à la mode (où de vouloir l'être) deviennent ennuyeux.



Bien plutôt on recherchera l'insolite ou l'original, comme par exemple en ce gentil Connemara du Chesnay. Connemara parce que jouxtant un importateur fumeur de saumon irlandais qui donne, ainsi, à la carte du jeune et bon cuisinier Pascal Eynard-Machet, un « ton » différent. Deux petites salles (20 plus 15 couverts, cette dernière formant salon) sur fond ocre, aux chaises noires, aux nappes blanches, le tout gentiment accueillant comme le sourire de la patronne, Sylvie Eynard-Machet.

Carte courte avec bien entendu le saumon irlandais (en fillettes excellentes) frais mariné (avec blini), fumé, en tartare, etc. Que si vous voulez bien m'entendre vous accompagnerez d'un bon whisky de malt ! Un foie gras « maison », des poissons (le pot-au-feu de homard est renommé),

le bœuf d'Angus, des desserts dont, à la commande, une « vraie » Tatin. La carte des vins est courte (mais une dizaine de bouteilles ne dépassent pas les 100 F) et si à la carte il faut compter 200/300 F, un menu à 145 F (choix de quatre entrées, quatre plats, fromages et quatre desserts) est très recommandable (135 F sans fromages).

Le chef annonce pour sa nouvelle carte l'Anan scallop soup, un plat « typé », et bien entendu l'irish coffee.

De l'autre côté, capital, c'est la Marne et la banlieue des guinguettes. Et voilà encore une insolite nouveauté, à Saint-Maur, devant un paysage qui pourrait

être signé Monet (un bras de la Marne, une passerelle, un rayon de soleil mouillé sur les arbres verts), nous retrouvons ici Georgette Deseat, qui, l'autre année, avait quitté Louis Landès, avenue du Maine. C'est Chez Georgette, une maison blanche avec un petit jardin, une mini-terrace, une salle blanche de maison de famille aux tableaux touchants, une moquette « chaude » et bien entendu les plats que l'on commença hier et que l'on imagine pérennes, la salade de légumes confits, le foie gras (en salade, rôti en papillottes, frais au torchon), un ragout d'escargots au vin blanc, le confit de canard, le magret... Mais avec aussi (nous sommes au pays des guinguettes) la friture (selon l'idée du jour, mais pas de poissons marmais, cela vaut mieux !), la gibelote de laperreaux aux olives, les œufs à la neige.

Jean-Pierre Deseat, toujours mélomane, « meuble » la musique de fond en vrai gourmand et la carte des vins en connaisseur (et aussi des armagnacs (un Garbage et un Farbos 1973 qui valent la dégustation). Et bien sûr, avec le froid, le tourin et la barbure... A la carte compter 250-300 F et un remarquable menu : choix de cinq entrées, cinq plats, fromages et dessert à 150 F.

LA REYNIÈRE.

• LE CONNEMARA, 41, route de Ruell au Chesnay (78150). Tél. : 39-55-83-07. Fermé le lundi et les deux derniers dimanches du mois. Parking facile. Chiens acceptés. C.B.-A.E. D.C.

• CHEZ GEORGETTE, 39, quai de la Pie à Saint-Maur (94100). Tél. : 48-83-57-87. Fermé le mardi. Parking facile. Chiens acceptés. Carte bleue.

SEMANCE GOURMANDE

L'Embellie

Embellie, en effet, sur cette rue de la Colombe, vestige du vieux Paris, en l'île de la Cité. C'est au coin de la rue des Ursins (où logea Racine - 1672-1677), une vieille maison, une belle salle de pierres, de piliers et de poutres qui vit se succéder de nombreuses enseignes (la dernière, idiote, « Les Ursins dans le caviar », fit long feu) et que voilà enfin aux mains d'un bon cuisinier, Eric Fischer.

L'Embellie, donc, aux tables espacées, élégantes, nous propose un menu-carte à 185 F (deux plats, fromages, dessert, café et truffes) et une carte. La cassiolette de lapin au gelée de mouton (avec le foie un peu trop cuit) était honorable, la bavaroise d'avocat et son radis noir, crème de fenouil, originale.

Notons aussi un chausson de ris de veau velouté de morilles, le suprême de turbot au beurre rouge, les filets de sole pochés au sabayon de moules, des noisettes d'agneau rôties et leur purée d'ail, un succulent ris de veau aux pommes fruits dans sa sauce aux écrevisses, etc.

Desserts variés (dont une Tatin servie avec de la crème fraîche) et choix de cinq cafés (de 12 à 15 F) et de trois thés. A la carte, avec quelques vins à moins de 100 F (dont un bon cédrar, côtes-de-castillon 1983, à 65 F), compter 250-300 F. Douce musique de fond, trois sortes de pain.

• L'EMBELLIE, 3, rue de la Colombe, 75004 Paris, tél. : 46-33-26-29. Fermé dimanche. Parking : Notre-Dame. AE, DC, CB.

le bourguignon de queue de bœuf, ce qui est bien alléchant.

Les desserts sont somptueux avec en apothéose la « passion d'Eva » (la fillette de la maison). A cette carte comptez 350 F. Mais au menu j'ai goûté avec plaisir l'assiette marinée du pêcheur, le gigot de lotte bardé au bacon, et, après les fromages, une bonne crème renversée. Arrosés d'un givry (côtes-castillon-aux-moines) 1985 à 85 F la demi, j'ai donc pu me régaler pour moins de 300 F, café compris.

• LA PASSION, 41, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, tél. : 42-97-53-41. Fermé samedi midi et dimanche. Parking Pyramides. AE, CB, DC.

Le Petit Poste à Levallois

Poste parce qu'ancien relais de poste. Mais ce n'est plus, dans une maison banale, qu'un petit bistrot-restaurant aimable et dont le succès tient essentiellement à la bonne cuisine du chef-patron P.-J. Labouchere (un ancien élève de Robuchon), un passionné de poissons.

Dans les entrées : ravioli de saumon au beurre de truffes (59 F), salade océane (49 F), tartare de poissons (56 F), puis, après - ce jour-là en suggestion du jour : un pot-au-feu de la mer, - la carte proposait : fricassée de lieue à l'ancholade (89 F), escalope de saumon au sauternes (92 F), daurade sauce safranée (88 F) et blanquette de lotte beurre d'orange (93 F). Des viandes bien sûr (un petit sauté d'agneau minute, une noix de bœuf au poivre vert et raisins (90 F), deux fromages (ce qui est sage dans les petites maisons) et les desserts.

Honorable carte des vins et service « printanier » de Fabienne. Dommage que la baguette soit le seul (et combien médiocrement banal) pain proposé ! Comptez 250 F.

• LE PETIT POSTE, 39, rue Rivey, 92300 Levallois, tél. : 47-37-34-46. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Mairie. CB, DC, AE.

L'Étape

Un agréable restaurant de quartier, mais qui vaut mieux

que cette classification car Alain Stoltz est un bon cuisinier, et son aimable épouse mieux qu'une hôtesse : un maître d'hôtel ! Ici pas de cloches, pas d'assiettes préparées, mais l'adresse de madame à lever les filets d'une sole meunière, d'un saint-pierre grillé, est mieux que sympathique.

A la carte, un panaché de coquillages en salade (35 F) s'oppose au fond de canard au foie gras (55 F), la salade de filet d'oe au baies de groseilles (50 F) au cabécou de Rocamadour sur toast (35 F). Puis, après les poissons, très séduisant saumon à l'unilatéral escorté de lentilles (75 F), les viandes, le rognon grillé dans sa graisse (100 F), la tête de veau gibiche (80 F), un pigeon rôti aux figues fraîches (95 F). Desserts excellents.

Quelques vins sélectionnés par Alain (dont un touraine meland à 60 F pour le courant). Et, sur cette carte, une quinzaine de points rouges permettant de choisir une entrée, un plat et un dessert pour une addition de 150 F.

• L'ÉTAPE, 89, rue de la Convention 75015 Paris, Tél. : 45-54-73-49. Fermé samedi midi et dimanche. Parking en face (au n° 98). Carte bleue. Chiens acceptés.

Oh ! Duo

Une formule qui plaira aux petites bourses tout en les régulant. Car on peut se contenter d'une entrée (sur neuf au choix) et d'un plat (sur une dizaine) pour 78 F. Ajoutez-y le fromage (25 F) et un des desserts (de 30 à 35 F), un vin en pichet à 32 F. Vous aurez, pour 150 F, parfaitement déjeuné ou dîné dans un cadre plaisant. Françoise, en salle, vous servira, avec la sourire, la cuisine de Joël fillettes de hadlock, salade d'épinards aux poissons crus, suprême de poulet aux épinards, roulé d'agneau menthe fraîche, tarte aux pommes chaudes ou œufs à la neige au coelis de girotte).

• OH ! DUO, 64, avenue Emile-Zola 75015 Paris, Tél. : 45-77-28-82. Fermé samedi midi et dimanche. Carte bleue. Parking Beaugrenelle. Chiens acceptés. L.R.

GHEZZI a choisi pour vous son CHIANTI CLASSICO

ANTICHE FATTORIE FIORENTINE
PASTA E SUGHI

PARIS: 3, rue Lebon - Paris 17 / 51, rue Daumesnil - Paris 12 / 104, rue Bolivar - Paris 10

NICE: 5 bd Gambetta 19, rue Leprieux

LA SUISSE LA BONNE ADRESSE

HOTEL VICTORIA 4 étoiles

100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires.

R. HAEBERLI, PROPRIÉTAIRE

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

- Campagne**
CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL *** RESTAURANT****
LA CROIX BLANCHE
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Tél. : 54-88-55-12
Relais gastronomique
- Côte d'Azur**
06160 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy, A 500 m de la mer.
STUDIOS et gr. Park., piscine, 2 pers. 1150 F la sem. 1780 F 2 pers. 3100 F 4 pers. Lc. (sant juiv, juill., août, sept.).
Tél. 93-61-68-30.
- NICE**
HOTEL LA MALMAISON
Mégapal Best Westerns****
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
59 CH. INSOURNÈSES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
40, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-36 - Tél. 478418.
- HOTEL VICTORIA *****
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Petit centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, tél. direct, minibar.

- Montagne**
03530 SAINT-VÉRIAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé. Stat. village. Piste, fond, Piste lino coucou d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-03
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pens. 1029 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.
Spécial Noël 12 j. 2500 F.
- Paris**
SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-84-92-55.
- Haïti**
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-53-33-333 VENISE.
Télex : 411150 FENICE I.
Directeur : Duane Apollonio.
télécopieur : 041-520 37 21.

les gourmets font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter

RAIMO Glacier
5961 Bd de Reully 75012 PARIS
Tél. 43 43 70 17
No. DAUMESNIL (Félix Eboué)

VOTRE TABLE PENDANT LE SALON DE L'AUTO

Ambiance musicale ou Orchestre - P.M.E. : prix moyen de repas - L.R. : ouvert jusqu'à heures

DINERS		RIVE DROITE
COPENHAGUE au 1 ^{er} étage F. dim. 43-87-28-87	142, Champs-Élysées, 9. 43-59-20-41, de 12 heures à 22 h 30	SPECIALITES DANOISES et SCANDINAVES
FLORA DANICA Tous les jours un rez-de-chaussée	RORS-DEUXIÈRE DANOIS, MIGNON DE RENNE AU VIN CANARD SALÉ, SAUMON MARINÉ A L'ANETH.	
EL PICADOR 80, bd des Batignolles, 17 ^e F, lundi, mardi	Déj., dîner J. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Paella. Zornella. Gambes. Bouclée. Calamars crûs, Environ 180 F. Plat à emporter.	
PHARAMOND F. dim., lundi midi 24, r. de la Grande-Tranquière, 1 ^{er} 42-33-06-72	Déj., dîner sans HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE. Spéc. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 16 couverts.	
RIVE GAUCHE	PROLONGEZ VOS VACANCES... dans le palais d'un MAHARAJAH... au 72, bd St-Germain, 5, 4 ^e Marbut. 7 j, sur 7, SERV. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, week, sur j. 1 h.	
LE MAHARAJAH Spéc. indiennes 43-54-26-07 Salle climatisée		

RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

COTE D'AZUR
MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES
ÉTÉ - HIVER
Demandez notre catalogue photos
Agence Amaranthe
BP 175 06505 MENTON CEDEX
Tél. : 93-57-69-69.

MÈGÈVE/MONT-D'ARBOIS
près du trou n° 2 du golf
à vendre APPARTEMENT
magnifique 2 pièces 50 m², terrasse + jardin + garage + cave + casier à skis.
Cuisine équipée.
Prix : 950 000 F.
Tél. : (16) 50-93-38-26.

Aux quatre coins de France
Vins et alcools

CHAMPAGNE de qualité
Cuvée du Récolteur Brut. Millésime 1982
Taité sur demande. Vinifié en bouteille de chévre
Direct de la P.M.A. Champagne du Récolteur.
Deux P. à 1.3 + Les Almonds + VENISE. 51200
EPERNAY - Tél. : 26-88-48-87.

MERCUREY A.O.C. Vente directe propriété
12 bouteilles 1984 : 480 F TTC taxes dom.
TARIF SUR DEMANDE. Tél. 85-47-13-94.
Louis Muelh, viticulteur, 71600 MERCUREY.

هكذا من الأصل

Du meilleur de l'Occident



Istanbul gourmand

«L'iman s'est évanoui». C'est ainsi qu'en turc — iman bayildi — on désigne les aubergines farcies. Tomates, oignon, persil, selon un protocole de cuisson qui rendra l'ensemble, servi froid avec un jus de citron, d'une succulence qui fait succomber, dit la tradition, le goûteur le plus austère. C'est avec une telle entrée en matière que Pacha Tours (25, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél. : 42-65-85-45) annonce un week-end gastronomique à Istanbul qui, à la visite des mosquées Bleues, Sainte-Sophie, mosquée de Soliman, palais de Topkapı et grand Bazar, ajoute cinq escales gourmandes dans les meilleurs restaurants de la ville.

Les départs sont prévus le vendredi de Paris, une fois par mois (18 novembre, 9 décembre, 27 janvier, etc.) pour quatre personnes au moins. Prix en hôtel

3 étoiles : 3 275 F (ou 3 575 F en 4 étoiles) comprenant les vols Paris-Istanbul-Paris, les transferts, la pension complète, les visites et un guide parlant français. Un supplément de 500 F par personne est prévu s'il n'y a que deux participants.

Films en voyage

Un tour du monde en cinquante-cinq heures de projection. Le Festival de films de voyage (moyens et longs métrages) se tiendra du 16 octobre au 7 décembre, à Paris-16^e, 9 bis, avenue d'Iéna, dans l'hôtel particulier du Club des ingénieurs arts et métiers. Chaque programme comprend un film d'une durée de 1 heure à 1 h 45, précédé par un diaporama incluant des cartes et un résumé des principaux points d'intérêt concernant l'histoire, les arts, les coutumes, l'économie du pays concerné. Pre-

miers programmes : en Chine, de Pékin au Sin-Kiang (16 et 19 octobre); de la Russie à la Sibérie et à l'Asie centrale (18 et 19 octobre); Thaïlande et Bali (les 23 et 26 octobre), l'Égypte (les 23 et 26 octobre), puis la Turquie, l'Italie et le Japon. Renseignements par téléphone au 47-05-26-60.

Fugues d'automne

Le Tourisme français vient de publier sa brochure *Escapades d'automne* (disponible dans les agences de voyages). Elle propose des évasions culturelles ou gastronomiques adaptées à presque tous les goûts et tous les budgets.

En un jour, le chemin des légendes normandes (départ le 6 novembre, 545 F) permet en passant par Bourneville, La Haye-de-Routot, la forêt de Brotonne et Jumièges, d'écouter des contes oubliés par trop de mémoires. Un jour encore pour Honfleur, mais aussi Trouville et Deauville (le 1^{er} et le 15 octobre, les 11 et 26 novembre, 445 F) et une journée gastronomique en Sologne (le 29 octobre, 620 F).

En deux, la célèbre route Jacques Coeur (départ le 1^{er} et le 22 octobre et le 11 novembre, 995 F) avec la visite des châteaux de la Verrerie-d'Oizon, d'Ainay-le-Vieil, de l'abbaye de Noirlac et, bien entendu, de Bourges où l'on passera la nuit. Le Futuroscope de Poitiers, mais aussi une vente aux

enchères de vins à Beaune (départ le 20 novembre, 975 F) et un concert à Cabourg (départ le 21 octobre, le 18 novembre et le 18 décembre, 1 120 F), ainsi que le Festival d'Angers (départ les 7 et 14 octobre, 2 490 F pour trois jours) constituent quelques-unes des propositions de ce catalogue. Les prix comprennent : voyage en car, l'hébergement, les repas, les visites et les services d'un guide.



A bord d'une jonque

Les voyageurs avaient tout imaginé, sauf une « croisière » à bord d'une jonque. C'est chose faite avec VPS Voyages (7, rue Rampon, 75011 Paris, tél. : 43-57-65-72) qui propose un séjour en Thaïlande de vingt et un jours agrémenté d'une traversée de quatre jours sur

une embarcation traditionnelle.

Après une nuit de repos à Pattaya, les voyageurs partent en jonque à la découverte des îles. Il est précisé que l'équipage se compose d'un skipper européen, d'un matelot thaï et de deux cuisiniers. Le reste du séjour, à terre, est consacré au farniente, dans un hôtel de luxe à Phuket, dans le sud du pays, où des activités sportives sont prévues. Le prix comprend l'hébergement en chambre double avec petit déjeuner américain, les transports aériens les transferts et la pension complète pendant la croisière. Au départ de Paris, jusqu'au 30 novembre 1988, forfait par personne : 12 390 F s'il y a deux participants, 11 600 F s'il y en a quatre.

Venise et les belles lettres

Venise attire autant les mots que les visiteurs. Après une visite à la Sérénissime, impossible pour un écrivain de ne pas coucher quelques lignes bien senties sur le charme de la cité des Doges. Tous y ont plus ou moins succombé. Lire et partir (16, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-65-86-45) a choisi les écrivains français du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle pour servir de guides à une longue promenade littéraire du lundi 14 au dimanche 20 novembre, autour des grands repères historiques de la ville. Prix : 7 700 francs par personne



en chambre double (chambre individuelle : supplément 500 francs) comprenant le voyage en train aller-retour (en T2), l'hébergement dans un hôtel quatre étoiles proche de la place Saint-Marc, les repas (un dîner au Danielli, un goûter au Florian) et l'assistance de deux conférenciers spécialisés.

Art, histoire et fin de semaine

Jeux de pierre et de verdure ou l'art des jardins en Val de Loir. Architecture, sonnettes, cloches et campaniles 25 degrés à l'ombre, quelle chaleur pour une si petite ville. Histoire d'une réussite ou les géniales intuitions d'un moine bénédictin : dom Pérignon. Du parchemin à la pierre, du terroir à la lumière : Saint-Trophime, Saint-Gilles, Montmajour. Bestioles et routes du vin de l'Aquitaine anglaise. Ainsi se définissent quelques-uns des week-ends « Art et histoire » de la prestigieuse chaîne des

Relais et châteaux, qui profite de son implantation dans des sites exceptionnels pour faire apprécier les richesses du patrimoine environnant. Ces week-ends à thème balisent le champ de la vie littéraire et artistique : peinture, littérature, histoire, mais aussi architecture et décoration intérieure, art des jardins. Sans oublier la gastronomie.

A la qualité de l'accueil dans les Relais et châteaux, s'ajoutent la visite de monuments, de collections et d'expositions et la rencontre avec des artistes ou des artisans. Visite d'une fonderie de cloches, conversation avec des peintres, par exemple. Le prix (2 628 F en moyenne par personne en chambre double) comprend l'hébergement pour deux jours, les repas et leurs boissons, le transport sur les lieux visités, et la présence d'un conférencier. Renseignements et réservations auprès de Relais et châteaux, Hôtel de Clillon, 10, place de la Concorde, 75008 Paris. Tél. : 47-42-00-20.

Du meilleur de l'Occident

- PARIS**
4 vols hebdomadaires (ma, mer, jeu, ven) pour Delhi et Bombay.
- FRANCFORT**
Vols journaliers, non stop vers Delhi et Bombay.
- AMSTERDAM**
Tous les mercredis et samedis vers Delhi et Bombay.
- GENEVE**
Tous les samedis vers Delhi et Bombay.
- ROME**
3 vols hebdomadaires vers Delhi et Bombay.
- LONDRES**
12 vols hebdomadaires vers Delhi et Bombay.

Au meilleur de l'Orient

- DELHI**
- BOMBAY**
- SINGAPOUR**
- SYDNEY**
- BANGKOK**
- TOKYO**
- OSAKA**
- HONG KONG**
- KUALA LUMPUR**

Les bons endroits, aux meilleurs horaires. Découvrez-les grâce à notre flotte aérienne et au dernier-né des Boeing, le 747-300.

Notre nouvel horaire d'hiver vous permet de choisir parmi 23 vols hebdomadaires entre l'Europe et l'Inde. Personne ne vous en offre autant. Avec nous, vous bénéficiez des meilleures correspondances vers l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est. Sans parler de nos vols intérieurs: qui mieux que nous peut connaître l'Inde et ses secrets? Si vous voyagez avec nous jusqu'à votre destination finale, vous n'aurez même pas à changer de terminal.

Pour vos réservations, seule Air India vous donne l'accès direct et immédiat au réseau informatique national d'Indian Airlines, pour voyager au mieux dans tout le pays.

En outre, nous pouvons préparer pour vous le programme d'escale de vos rêves, l'occasion idéale pour enfin aller voir le Taj Mahal.

De l'Occident à l'Orient, nous relient chaque jour le meilleur des deux Mondes. Essayez quand vous voulez, vous adorerez.



Du meilleur de l'Occident. Au meilleur de l'Orient

du p... a fé... le ré... pa... la rdi... les ue... et en P.

Sier la cur... m... ur... l... x... les ver...

pé... té... des... la... ves... ait... n... ill... to... ep...

ué... en... ar... l... te... à... me... les... ic... la... ta... la... et... les... m... ré... ri... un... ait...

ité... ul... ue... la... ic... à... at... es... al... it... ic... ul... n... s... Il... m...

Culture

ARTS

La Seine-et-Marne, au Musée du Luxembourg

Les bonheurs d'un inventaire

L'inventaire de la Seine-et-Marne a permis de recenser les trésors recelés par les églises du département. Certains d'entre eux sont exposés au Musée du Luxembourg.

La Seine-et-Marne est l'un des rares départements dont le découpage n'est pas lié à une province déterminée. Cette pure création administrative regroupe des lambeaux de Champagne, de Brie ou du Gâtinais et quelques territoires dont le nom ne dit plus rien à ses nouveaux habitants. La proximité de Paris a, bien sûr, pesé lourd sur ses confins qui se disputaient les grandes abbayes et la bourgeoisie parisienne.

En visitant la belle exposition du Luxembourg, il ne faut pas s'attendre à découvrir une quelconque unité. Le disparate est la règle : ce sont les goûts et les modes successives de la cour et de la capitale qui sont exposés ici.

Mais, à travers les objets rassemblés ici, on peut distinguer plusieurs périodes qui correspondent toutes à un moment fort de la vie religieuse. Celle-ci se manifeste souvent à la veille des grandes crises qui sont particulièrement ressenties dans cette zone de grande circulation. Avant l'an mil, les abbayes de Jouarre ou de Chelles ont déjà accumulé d'incalculables trésors. Il en reste quelques reliquaires et des tissus d'une fraîcheur étonnante comme cette pièce de lin rouge ornée de faisans, venue d'Orient.

La fin du treizième siècle et le début du quatorzième siècle sont l'occasion d'exprimer grâce à une abondante statuaire le renouveau du culte marial. L'une des plus belles est celle qui vient de l'église de Savins, en bois polychrome, encore un peu raide, la bouche marquée d'un pli amer. Chez d'autres, le charme du visage, l'ondulation de la

chevelure, l'élégance de la couronne, la subtilité des draperies, sont plus frappants, mais peut-être plus banaux. Toutes ont défilé les guerres nationales, civiles ou religieuses, qui ont marqué la région. Ainsi cette Vierge de la Renaissance accompagnée d'anges musiciens en albâtre rehaussé d'or d'une sophistication extrême.

La Contre-Réforme, très active ici, a laissé des traces éloquentes. Comme cette *Mise au tombeau* au maniérisme exagéré qui vient de Guignes-Rabutin. Le corps du Christ n'est pas sans évoquer le gisant d'Henri II de Germain Pilon, que l'auteur anonyme a sirement aperçu. Anonyme aussi cette *Déivance de saint Pierre* (première moitié du dix-septième siècle) accrochée dans l'église de Rozy-en-Brie. Un tableau caravagesque avec des contrastes heurtés d'ombres et de lumières qui écrasent les plus des vêtements et accusent la brutalité des physiognomies. Un tableau plus passionnant que les ouvrages soignés de Jean Senolle, l'enfant du pays, assez ennuyeux, il faut bien le dire. Simon Guilbaut se souvient sirement d'un voyage en Italie quand il peint, à la fin du règne de Louis XIV, son *Christ ressuscitant le fils de la veuve de Naïm*. Cinquante ans plus tard, Michel Dandré-Bardon n'oublia pas les Tiepolo, qu'il a dû voir à Venise, en brochant avec fougue les divers épisodes du martyre de saint Vincent.

Si l'exposition, particulièrement bien présentée, permet de voir d'un seul coup quelques chefs-d'œuvre difficiles à débusquer, il est bon de ceux-ci soient encore pour la plupart dans les lieux pour lesquels ils ont été créés. Les musées, on ne le répète jamais assez, ne sont, dans beaucoup de domaines, que des pis-aller.

EMMANUEL DE ROUX.

* Trésors sacrés, trésors cachés, patrimoine des églises de Seine-et-Marne. Musée du Luxembourg, jusqu'au 30 octobre.

MUSIQUES

Musica à Strasbourg

Les guetteurs de son

Les Guetteurs de son, c'est l'affiche de Musica 88, ce sixième Festival des musiques d'aujourd'hui à préservé la ferveur de l'origine sur laquelle veille Laurent Spielmann.

Le coup d'éclat des Soldats de Zimmermann, dans l'admirable réalisation de l'Opéra de Stuttgart (*Le Monde* du 20 septembre), avait attiré au Festival Musica un large public, strasbourgeois certes, mais aussi lointain, qui pouvait faire illusion, pensait-on. Il n'en est rien : en régime de croisière normal, Musica garde sa flamme, les salles sont pleines la plupart du temps.

Les *Enumérations*, d'Aperghis, ont rempli cinq fois la salle Gignoux du TNS; *Mantra*, de Stockhausen, par Camino et Balista, le grand hommage à Giacinto Scelsi, dirigé par Aldo Brizi, les œuvres de Dillon, Sexton et Waarg, de Xenakis, en première audition, par le London Sinfonietta et Lothar Zagrosok, ont particulièrement marqué les premières journées, avec toujours, le soir, les fêtes du rythme autour de Cecil Taylor, Eric Watson ou Ornette Coleman.

La jeune et nouvelle formation des Percussions de Strasbourg, sur laquelle veillent paternellement les anciens, a prouvé que « bon sang ne saurait mentir » en présentant deux créations. *Voices*, de Michael Levine, utilise « l'état du cuivre provoqué par des chutes tournoyantes sur des surfaces réfléchissantes » : gongs, cymbales, crotales et toute la quincaillerie dégringolant dans une sympathique pagaille ou semblent pulvérisés dans quelque moulinette, soutenus par des coups de grosse caisse ou de vases

chinois. Mais, à travers ce brouillard créateur, sonne une vraie musique dorée.

Le *Livre pour claviers*, de Manoury, a paru plus sage et studieux, un peu uniforme, mais il est trop tôt pour apprécier cette partition donnée en fragments éparpillés. Au même programme, *Psychopompos* se voulait une cérémonie funèbre, où les voix accompagnaient les bruits inquiétants produits par la main qui frotte un roseau inséré dans la peau tendue sur un cylindre de métal; cet instrument napolitain, le pupito, au symbolisme scélérat évident, produit le son de « la vache » des orchestres modernes... Et l'œuvre tient plus de la plaisanterie que du rite ancestral!

Mercredi soir, c'était naturellement la foule (plus de mille personnes) à la Foire-Exposition pour accueillir Pierre Boulez et ses musiciens, avec *Dialogue de l'ombre double et Répons*, qui illuminait le grand hall froid et nu de ses chapiteaux de résonances merveilleuses. Et le triomphe fut à nouveau au rendez-vous.

Judi, la partie était plus dure à gagner avec un concert consacré tout entier à Brian Ferneyhough. Là encore, le public de Musica se montra exemplaire, presque trop chaleureux à mon gré, pour la création de *La chute d'Icare*, ouvrage beaucoup trop hermétique réunissant une clarinette solo et sept instruments; mais comment ne pas le rejoindre dans son enthousiasme pour *les Etudes transcendantales*, grande partition d'une demi-heure, d'une liberté et d'une invention stupéfiantes, magnifiée par la voix de Brenda Mitchell et le Nieuw Ensemble d'Amsterdam, ainsi que pour deux étonnantes solos, l'un pour piccolo, l'autre pour violon seul par Irvine Arditti?

Musica ne s'achèvera pas sans encore quelques coups d'éclats,

notamment *l'Homme dans l'ascenseur* de Heiner Goebbels (qui a encore besoin de se faire un prénom) sur un cauchemar de Heiner Müller, au Théâtre national de Strasbourg, et dimanche la première française de *Aus Deutschland*, « opéra de lieder », un kaléidoscope fuzubulesque des styles musicaux qui reflète tout le talent « pervers » de Kagel.

Mais on aura encore jusqu'au 13 octobre pour aller voir une exposition à ne pas manquer : « Sur les traces des musiciens à Strasbourg (1524-1939) » réalisée à l'hôtel de ville avec autant d'érudition passionnée que Geneviève Hoesinger; que de godt par André Rodeghiero : Rousseau, Mozart, Wagner, Berlioz, Mahler et bien d'autres défilent au milieu des musiciens et des hauts lieux de la capitale alsacienne, qui revivent grâce à des documents souvent exceptionnels (1).

Mais déjà l'on prépare le Festival 1989, qui s'ouvrira par deux auditions successives de *Gruppen* de Stockhausen, et le nouvel opéra de Pascal Dusapin mettant en scène Roméo et Juliette au temps de la Révolution.

JACQUES LONGCHAMPT.

* Musica dispose d'un budget de 7 millions de francs, dont 5,3% de subventions de l'Etat et des collectivités locales; il reçoit une importante aide des mécènes (*Les Dernières nouvelles d'Alsace*, les caisses d'épargne Encrueil, la FNAC, les fondations Total pour la musique et GAN pour le cinéma, Allocar, etc.). Par ailleurs, Musica a cette année une antenne à Boms où, grâce au concours de l'Institut français, se déroule un mini-festival de même qualité.

(1) Un livre abondamment illustré de Geneviève Hoesinger, sous le même titre, en gardera la trace (160 pages, 96 F, publié par l'ARDAM/La Nuée bleue).

Stockhausen, à l'Opéra-Comique

Continuité

Après les réactions contrastées suscitées par *Montag aus Licht* de Stockhausen (*le Monde* du 27 septembre), le cycle organisé à la salle Favart offre l'occasion d'entendre d'anciennes œuvres du compositeur.

On ne saurait dire que, sauf exceptions, les compositeurs, les interprètes et les musicologues prennent les pièces d'assaut; ils laissent le public découvrir ce qu'ils croient trop bien connaître. Et pourtant, outre le plaisir de réentendre, dans de bonnes conditions et dans des interprétations irréprochables, des œuvres de référence, on est surpris de constater à quel point, malgré les apparences, Stockhausen est resté fidèle à lui-même. Les voix d'enfants du *Chant des adolescents* (1956) préfigurent étrangement celles de *Montag*; de même les trames sonores de *Kontakte* (1960) la *Marseillaise*, ou les notes d'humour parfois de *Hymnen* (1967), les interventions vocales des musiciens dans *Refrain* (1959) ou *Mantra* (1970), etc.

C'est le contexte, principalement, qui a changé. Autrefois, on humait à pleins poumons ces plages plus directement parlantes dans un univers passablement aride. A présent que, dans le confort évanouissant, se fait jour une nostalgie de l'aridité — nous avions, il y a vingt-cinq ans, des oreilles à toute épreuve — cette apparente facilité peut sembler stérile et empêche même d'apprécier à sa juste valeur ce qui, derrière une simplicité esthétique délibérée, reste réellement complexe et nouveau dans la production récente de Stockhausen.

Dans le programme de ces concerts, un va-et-vient entre des œuvres que tout semble d'abord

séparer est soigneusement composé, mais sans vain souci de didactisme. Aux interprètes habituels, toujours étonnants : Suzanne Stephens (cor de basset), Kathinka Pasveer (flûte) et Markers Stockhausen (trompette), se joignent notamment deux pianistes remarquables : Bernhard Wambach et Ellen Corver.

On regrettera seulement que *Kontakte* et *Hymnen* n'aient pas été présentés dans leur version avec solistes et, surtout, que la seconde ne soit pas donnée en une seule soirée. On reste réservé sur le parti pris d'amplifier des œuvres comme les *Klavierstücke* ou *Refrain*, car le bénéfice de cette auscultation microphonique des sons ne compense pas les déformations et l'appauvrissement résultant du passage par les micros et les haut-parleurs, ni la dureté agressive des attaques *forte*, sans parler du souffle inévitable et du murmure persistant des installations. Plus attendu que quiconque en ce domaine, Stockhausen n'a cependant pas le pouvoir de pousser la technologie balbutiante de notre époque à la hauteur de son idéal artistique.

GÉRARD CONDÉ.

* Salle Favart jusqu'au 6 octobre, tous les soirs à 20 h 30, sauf dimanche.

● Le ministre de la culture s'oppose au transfert d'un tableau en Suisse. — M. Jack Lang a décidé d'empêcher le transfert d'un tableau d'Ingres actuellement en France et récemment acheté par un citoyen suisse. Ce portrait du duc d'Orléans avait été vendu 15 millions de francs par le comte de Paris à un industriel de Lausanne. Ce dernier garde la propriété du tableau mais ne pourra l'emporter hors de France.

● Mort de J.-C. Heard. — Le batteur de jazz américain J.-C. Heard, qui a joué notamment avec Dizzy Gillespie, est mort le 27 septembre à Royal Oak, dans le Michigan, où il était hospitalisé. Il était âgé de soixante et onze ans.

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M^e Hallen, 42362753
jeudi 6 octobre 20 h 30
ARAGON A LA RECHERCHE DE SON IDENTITE
LECTURE-CONFERENCE avec Bernard DELVALLE

FESTIVAL d'AUTOMNE PARIS 1988

OPÉRA COMIQUE
30 septembre 6 octobre 20 h 30
KARLHEINZ STOCKHAUSEN
CYCLE DE MUSIQUE DE CHAMBRE
Six Concerts
20 solistes 15 œuvres
7 et 8 octobre 20 h 30
ROGER WOODWARD CECIL TAYLOR
ŒUVRES POUR PIANO
IMPROVISATIONS
9 octobre 16 h
KAIKHOSRU SORABJI
OPUS CLAVICEMBALISTICUM
GEOFFREY MADGE piano
AVEC LE CONCOURS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
LOCATION
02 36 96 84 - 40 20 91 15

Du 8 au 23 octobre 1988
46.61.33.33
Représentations ou Lectures de l'intégralité des pièces en un acte de MARIVAUX
Le théâtre du Campagnol Marivaux
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL, Centre Dramatique National de la Banque Sud "La Piscine", 254, avenue de la Division Leclerc - 92290 CHATENAY-MALABRY

En DOLBY STEREO dans les salles équipées
V.A. UGC NORMANDIE - UGC ODEON - CINE REAUBOURG LES HALLES
14 JUILLET BEAUGRENELLE - UGC LYON BASTILLE
V.F. PARAMOUNT OPÉRA - UGC MONTPARNAISE - LES IMAGES - UGC Gobelins
NICKY et GINO
ILS SONT FRÈRES JUMEAUX. NÉS A 12 MINUTES D'INTERVALLE. POURTANT UN MONDE LES SÉPARE.
ORION

ÉLYSÉES LINCOLN - LES PARNASSIENS - LE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
La vie de monsieur BARBIE en elle-même ne m'intéresse pas, ce qui m'intéresse c'est ce qui restera de son procès.
RAYMOND LEVY, joueur de billard à LYON, 1867
après
"LE CHAGRIN ET LA PITIÉ"
HOTEL TERMINUS
KLAUS BARBIE SA VIE ET SON TEMPS
le nouveau film de
MARCEL OPHULS

هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE NAUFRAGE. Salle Gaveau (45-63-20-30) 19 h.
BRASSENS, BREL. Théâtre de Dix-Heures (42-64-35-90), 22 h.
JE NE SUIS PAS RAPPAPORT. Gévaux (48-74-42-52), 20 h 45.

Ballets

PALAIS DE LUNESCO. (45-07-23-52). 20 h 30. Shiro Detmou, Komako Hanayagi. Entrée libre selon les places disponibles.

Opéra

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Rigoleto, 19 h 30. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi. Dir. musicale Alain Guingot, Alain Lombard.

cinéma

LA CINEATHÈQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-36)
Les Aventures du Roi Pausanias (1933), d'Abbas Kowrosky, 16 h; La Vie privée d'Henri VIII (1933, v.o.), d'Alexander Korda, 19 h; Les Carabinières (1962), de Jean-Luc Godard, 21 h.

Vendredi 30 septembre

CHOCOLAT (Fr.): Clichés, 6 (46-33-10-82).
COLORES (*) (A. v.o.): UGC Emittage, 6 (45-63-16-16); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41); Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

MÈRE TERESA (Brit. v.o.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
MEURTRE A HOLLYWOOD (A. v.o.): Clichés, 6 (46-33-10-82).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.): 14 Juillet Par-muse, 6 (43-26-58-00).

Classique

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS. (47-23-61-27). Pierre Henry, 18 h 30. Temporalité, Harmonies.
OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (47-62-53-71). Karthouze Stockhausen, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.): Forum Orient Express, 10 (42-33-42-26); Rex, 2 (42-36-83-93); Gaumont Ambassade, 6 (47-70-19-08); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES FILMS NOUVEAUX

ADA DANS LA JUNGLE. Film français de Gérard Zingg. Forum Horizon, 10 (45-08-57-57); Pathé Hautes-Feuilles, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-59-53); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Favetta Bis, 13 (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE GRAND BLEU (Fr. v.o.): Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); Kinoparadis, 15 (43-06-50-30); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-89-52).

Astérix MIS EN SCENE PAR JEROME SAVARY D'APRES LA BANDE DESSINEE DE RENE GOSCINNY ET ALBERT UDERZO. AU CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE/LOCATION: 48787500

PARIS EN VISITES

SAMEDI 1er OCTOBRE
«Exposition Cézanne au Musée d'Orsay, 10 heures, sortie RR, coté quai Anatole-France (Didier Bouchard).
«Montmartre: du Bateau-Lavoir au Lapin Agile, 11 heures et 14 h 30, sortie métro Jaurès (Agnes).

Advertisement for 'L'INUS' featuring a woman's face and the text 'L'INUS' and 'AU CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE/LOCATION: 48787500'.

du appar... a fe- le ré- no- pa- la m- les ne et en 'P. S' s'ier la cur- our liv- des ser- pé- des des ur- les ait- nite- né- ar- la- cl- les r- in- ité ul- ue la- ic- u- à at- es al- rit- n- ul- n- s- il- in

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul

Les champions se disqualifient

SÉOUL de nos envoyés spéciaux

Ce stade, décidément, a quelque chose de maudit. Rien ne s'y passe comme prévu. Les splendides performances, la chute des records du monde, cette épouée-là tourne à la confusion.

Et bien sûr, cette dérive de l'athlétisme à Séoul concerne une fois encore Carl Lewis. Après sa médaille d'or de consolation au 100 mètres, par la faute de Ben Johnson, et sa médaille d'argent, seulement d'argent, au 200 mètres. La police : Le relais 4 x 100 mètres américain a été disqualifié, vendredi, en séries.

Carl Lewis est interdit de finale. Les Etats-Unis privés d'une victoire promise. On dira que c'est de la faute de Lewis lui-même. Il ne s'est pas présenté à cette course, cédant sa place, pour cette formation de qualification, à Albert Hobson, Joe DeLoach, médaille d'or du 200 mètres, se faisant remplacer, lui, par Calvin Smith.

Les Etats-Unis regorgent de bons sprinters. On avait préféré user les seconds pour réserver les champions. Mal en a pris aux sélectionneurs. Le troisième passage du témoin a été sujet à caution. Sujet à des réclamations qu'ont suscitées déposées trois autres concurrents, la France, la Nigéria et l'URSS. Les Meville, dernier relayeur était parti trop tôt et Calvin Smith ne l'avait rejoint qu'au-delà des limites réglementaires.

Les plaignants ont obtenu gain de cause auprès du jury d'appel. Le 4 x 100 mètres sera amputé, à peu près comme une épreuve de boycottage. Comme le relais de Moscou et celui de Los Angeles. Une occasion perdue, une autre, pour Carl Lewis.

L'enceinte olympique devient chemin de croix. Chaque jour, ou presque, l'évidence, voire la monnaie, sont mises à mal. Vendredi, à l'heure où Lewis apprenait son éviction, le président du comité olympique britannique, annonçait

que deux athlètes de son pays avaient été déclarés positifs, au premier examen d'un contrôle antidopage. Deux noms ont immédiatement circulé : Kerrith Brown, médaille de bronze en judo, qui confirmait lui-même l'information, et le sprinter Lindford Christie, médaille d'argent du 100 et médaille de bronze du 200 mètres.

Le trio surmaturel du 100 mètres

Présent au stade, le coureur plaisait à propos de cette nouvelle en compagnie de journalistes anglais. Il attendait pourtant l'examen du contenu du second flacon, qui a valeur de contre-expertise. Les médecins de l'équipe britannique avaient été avertis de cette première analyse confondante avant le lever du soleil. Ils étaient invités à assister au second contrôle, prévu pour le milieu de l'après-midi.

En fin de journée, à Séoul, ces deux nouveaux cas de dopage, encore hypothèses formelles,

paraissent choses acquises. Même si le CIO se perdait de toute déclaration, dans l'attente de la réunion de sa commission médicale, prévue pour la soirée.

Sinistre 100 ! Sa perfection ne résiste pas au jeu de massacre des contrôles. Lindford Christie n'est pas suspecté pour cette course, mais pour le 200 mètres. Il fait pourtant partie du trio surmaturel des moins de dix secondes. Et c'est à ce titre qu'on le jugera. Avec lui, Séoul pourrait bien perdre sa connaissance du lexique médical. Après les embolismes de Ben Johnson, la pseudo-éphédrine de l'Anglais ? Le Canadien McKay, finaliste du 110 mètres haies, très proche de Ben Johnson et entraîné par la même personne a préféré rentrer dans son pays sans disputer comme prévu le relais 4 x 100 mètres. « Je préfère effectuer les tests antidopage au Canada », a-t-il déclaré. L'olympisme compte les jours.

Ph. Bg. et S.B.

Un canoë de sauvetage pour la France



BLON BLANA/AP

Deux garçons ont atterri, vendredi 30 septembre, la mauvaise image acquise la veille par l'équipe de France de canoë-kayak, à la suite de la disqualification pour absence au départ d'une demi-finale de l'équipage Boccara-Boucherit (Le Monde du 30 septembre). En cas de deux places, sur la distance de 500 mètres, Philippe Renaud (au premier plan) et Joël Bettin ont réussi à se classer troisième lors de la finale. Pour quelques centimètres de secondes ils voient même la médaille d'argent leur échapper au profit d'un équipage polonais, avec lequel ils avaient lutté pour rattraper l'insaisissable soviétique.

Les Jeux olympiques sont une longue histoire de famille pour Philippe Renaud. Fils d'un médaillé d'argent aux Jeux de 1956 à Melbourne (déjà en C2), il a vu son frère Eric gagner le bronze, sur la distance de 1 000 mètres, à Los Angeles. Lui-même présent à ce jeu, avait bien failli monter sur le podium puisqu'il s'était classé quatrième dans sa discipline. C'est aujourd'hui chose faite pour ce Parisien de vingt-cinq ans, enseignant d'éducation physique et sportive. Une victoire qui a reconforté les entraîneurs français très abattus par l'inconscience et le manque de sérieux des « vedettes potentielles » du kayak à deux.

BASKET-BALL : l'URSS bat la Yougoslavie en finale (76-63)

Sabonis, la tour de contrôle

SÉOUL de notre envoyé spécial

Il n'est pas Américain, mais cela revient presque au même. Il n'est pas professionnel, puisqu'il est Soviétique. Arvidas-Romas Sabonis est pourtant un basketteur hybride, une fin de guerre froide à lui seul.

Les Etats-Unis souhaiteraient l'attirer outre-Atlantique. L'URSS n'a pas dit non. Ce colosse de 2,23 mètres pour 122 kg a été opéré, ces derniers mois, des chevilles dans un hôpital américain, preuve que le basket occidental tient à lui. Signe de dégel évident, qui irritait l'équipe olympique de l'Oncle Sam. Bien soigné, Sabonis pouvait aménager ses propres joueurs, s'affaiblir l'aigle dans son face-à-face tant attendu, avec l'ours.

L'URSS et les Etats-Unis ne s'étaient pas retrouvés, pour les premiers olympiques depuis Montréal, en 1976. Ils se sont ratés, on le sait, à Séoul. Le choc n'a eu lieu qu'en demi-finale et il a tourné nettement à l'avantage des Soviétiques. La jeune équipe américaine n'obtient que la médaille de bronze.

Mais elle peut se reconforter en se disant qu'au fond un style très « yankee » a bousculé la Yougoslavie, vendredi, en finale. Sabonis a joué pour l'URSS comme un pro du championnat. Comme l'un de ces tours de contrôle que dressent, au basket, les universités américaines. Interminable, omniprésent sur son filet qu'il touche presque de la tête. Lourd à déplacer, lent comme un pivot.

Difficile, surtout, à réveiller. La Yougoslavie n'eut, de tout ce match, qu'un beau quart d'heure. Sabonis ratait tout, ses tirs comme ses sauts au rebond. L'immense machine tournait mal. Sous-entraînée, car le joueur star de ces Jeux n'avait disposé que de deux jours d'entraînement, entre sa convalescence et ce tournoi. Alors, cette grande brigue de prodige s'était contentée de s'améliorer rencontre après rencontre. Méconnaissable contre la Yougoslavie, au premier tour. Inerte, étourdi, comme s'il s'était trompé de terrain.

Retrouvé au cours de première mi-temps. Les Yougoslaves commencent à trouver trop d'obstacles

sur leur route, le sien essentiellement. L'espace se réduisait, comme la marque : 21 à 24 contre les Soviétiques, bientôt 31 à 28 au repos.

Sabonis, peut-être pour plaire aux Américains, déployait son savoir-faire, le bras délié, un sens du jeu à remplacer un entraîneur. Il harcelait ses ordres de loin, car sa majesté ne courrait pas : elle marchait, et ses compagnons l'attendaient, faisant mine d'attaquer, histoire, simplement, d'étourdir un peu plus les Yougoslaves. Sabonis arrivait enfin, s'engageait dans la raquette. Le ballon lui parvenait à bout de bras, c'est-à-dire bien au-dessus de ce que les autres, partenaires ou adversaires, pouvaient toucher.

Usurateur de nerfs

A écarter les joueurs de l'équipe des Etats-Unis, bien obligés de regarder la façon de Sabonis. Ils étaient en état, bien que bandés, le pivot soviétique fut cause de perdition pour les Yougoslaves. Il récupérait tout, d'un tout petit saut, même les coups francs.

Le champion de la soustraction limitait le score adverse. Ses comparaisons marquaient des points. Lui assurait la défense, étouffant de déconcentration, imposant simplement son corps, sans bouger, aux percées de Vlade Divac, excellent joueur de 2,03 mètres, qui, vendredi, dut se sentir trop petit. Sabonis, champion de l'inertie, usurateur des nerfs yougoslaves, toujours tendus sur un terrain de basket.

Le score fut ce qu'il voulait. Médiane, comme pour un match médical. La finale olympique se conclut à 76 contre 63. Sabonis ne força point. Après les hymnes, son entraîneur, Alexandre Gomelski, rendit un hommage ému au phare national. Il se réjouit de ces retrouvailles américano-soviétiques et du talent de Sabonis.

Il louait sa tour de contrôle pour ne pas la perdre. Sabonis était déjà l'hôte des télévisions américaines. On lui demandait s'il allait venir jouer à Denver. L'autre souriait, sans répondre. Tout avait été dit par son jeu.

PHILIPPE BOGGIO.

JUDO : l'Autrichien Peter Seisenbacher médaille d'or

Fabien Canu refroidi

SÉOUL correspondance

Un petit courant d'air japonais, et c'est le titre olympique qui s'envole. Fabien Canu, champion d'Europe, champion du monde en titre, était venu à Séoul pour compléter sa collection de médailles en or. Mais c'est un homme souffrant qui est monté jeudi soir sur le tatami de la salle Changchung. Pour y échouer finalement d'un rien.

« En partant en stage au Japon deux semaines avant les Jeux, j'avais bien pensé qu'il faudrait faire attention aux dangers de la climatisation », raconte le Français. Pourtant, ça n'a pas raté : j'ai attrapé froid. Pendant cinq ou six jours, j'ai eu la tête prise, j'étais un zombie. Et avec cette saignée réglementaire contre le dopage, il était quasiment impossible pour moi de me soigner correctement. »

Dans l'avion qui transporte les judokas français du Japon en Corée, le 24 septembre, la pressurisation réveille le mal. Mais, à Séoul, les choses semblent s'arranger, et Canu affiche une belle confiance lorsqu'il vient voir combattre ses camarades des catégories inférieures. Jeudi pourtant, au matin du tournoi olympique, la situation est bien là, revenue aussi forte qu'au Japon.

Dans ces conditions, le double champion d'Europe ne va pas pouvoir défendre ses chances normales. Il n'a révélé à personne, sauf évidemment à son entraîneur, son état. Lors de deux premiers tours assez facile, il se qualifie sans convaincre. Mais en quarts de finale son vieil adversaire, l'Autrichien du RCF, Peter Seisenbacher, tenant du titre olympique, l'attend. Et il semble avoir retrouvé sa forme éblouissante des années 1984-1985.

Seisenbacher, en route pour un deuxième titre olympique consécutif (premier dans le judo, qui n'est présent aux Jeux que depuis 1972), ne fait qu'une bouchée de Canu. « Dans mon état, je savais fort bien que je ne pouvais pas viser la médaille d'or, confie ce dernier. Le bronze me semblait la seule consolation à me porter. »

Pourtant au bord de l'épuisement, Canu trouve les ressources pour battre en repêchage le Coréen Kim Seung Kyu. Evidemment soutenu par un public toujours aussi surexcité. Après être passé sur ordre de

son entraîneur Serge Feist sous une douche froide pour faciliter la récupération, il enchaîne avec le Japonais Osako, troisième marche du podium en jeu. Le Français, à l'origine de quelques mouvements avortés, est persuadé de l'avoir emporté. Mais l'arbitre en décide autrement, infligeant le coup de grâce à un homme au bout de ses forces.

« Je suis prêt à attendre quatre ans »

Canu s'éroule sur le tatami avant d'aller récupérer pendant de longues minutes, enfermé dans la salle d'échauffement réservée aux concurrents. Il en sort, le visage congestionné, la voix prise, encore ivre de fatigue.

« La sensation que j'ai éprouvée tout au long de la compétition a été très frustrante », raconte-t-il. Je sentais tous mes adversaires à ma portée, y compris Seisenbacher. Je savais que j'aurais pu les battre, mais j'étais incapable de les dominer. Je ne pouvais pas me sentir aussi mal. Mais tant que l'on n'a pas produit d'effort intensif, on ne se rend pas compte des conséquences réelles de la maladie. »

Même si il affirme qu'il n'aurait peut-être pas eu la force de se rendre jusqu'au podium, Canu s'estime volé d'une médaille de bronze. N'hésitant pas à mettre en cause l'arbitre américain de son combat contre Osako, qui, selon lui, n'aurait pas dû hésiter comme il l'a fait au moment de rendre son jugement, et dont il estime que les origines japonaises ne sont peut-être pas étrangères au sens de son verdict. Paroles de battu ? Les fautes d'arbitrage ont, semble-t-il, été assez fréquentes à Séoul.

Malgré ses vingt-huit ans, Fabien Canu s'est donné rendez-vous dans quatre années à Barcelone. « Il y a cinq ans, j'avais été battu en finale d'un championnat du monde et je m'étais promis de revenir pour l'emporter. J'y suis parvenu en 1987. Pour les Jeux, c'est pareil. Je suis prêt à attendre quatre ans, mais il n'est pas question de baisser les bras. Je vais prendre du repos, car un coup comme celui que je viens de recevoir marque aussi bien physiquement que moralement. Mais je remonterai la pente. »

GILLES VAN KOTE.

Au programme

- Samedi 1^{er} octobre
- Athlétisme. - 3 h 15 : Début des épreuves ; 3 h 25 : Finale du poids dames ; 3 h 45 : Finale du disque messieurs ; 3 h 55 : Finale du 1 500 m dames ; 4 h 10 : Finale du 1 500 m messieurs ; 4 h 30 : Finale du 5 000 m messieurs ; 4 h 55 : Finale du 4 x 100 m dames ; 5 h 15 : Finale du 4 x 100 m messieurs ; 5 h 35 : Finale du 4 x 400 m dames ; 6 h : Finale du 4 x 400 m messieurs.
 - Boxe. - 1 h : Finales.
 - Canot-Kayak. - De 0 h à 2 h 30 : finales K1, K2, K4, C1 et C2 messieurs ; K4 dames.
 - Football. - 10 h : Finale URSS-Breil.
 - Handball. - 8 h 30 : Finale du tournoi messieurs.
 - Hockey sur gazon. - 6 h 15 : Finale du tournoi messieurs.
 - Judo. - 8 h : Finale des plus de 95 kg.
 - Lutte. - 8 h 30 : Finales de la libre en 57, 68, 82 et 130 kg.
 - Natation synchronisée. - 0 h 30 : Finales duos.
 - Tennis. - 2 h : Finale du double messieurs et du simple dames.
 - Tennis de table. - 11 h : Finale du simple dames ; 12 h 30 : Finale du simple messieurs.
 - Tir à l'arc. - 5 h 30 : Finales par équipes dames et messieurs.
 - Water-polo. - 10 h : Finale.
- Dimanche 2 octobre
- Athlétisme. - 7 h 45 : Arrivée du marathon messieurs.
 - Boxe. - 1 h : Finales.
 - Sports équestres. - 0 h : Finale du saut d'obstacles.
 - Volley-ball. - 3 h : Finale du tournoi messieurs.
 - Cérémonie de clôture. - 10 heures.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

OU VA L'EDUCATION NATIONALE ?

Avec notamment des articles de :

LAURENT FABRIS, YANNICK SIMIRON
FRANCOISE BEST, JEAN-PIERRE MAILLES
Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'avoir gratuit de ce numéro).

Jeux Olympiques Séoul

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines



LONGINES®

Chronomètreur officiel des Jeux Olympiques 1988
Calgary et Séoul.

Conquest VHP® Conquest VHP (pour Very High Precision), la montre la plus avancée du monde. Titane massif et plaqué or. Etanche à 100 mètres. Changement automatique de fuseaux horaires. Indicateur de fin de vie de pile. Glace saphir.

SOMMAIRE

■ L'annonce d'une hausse des cotisations des cartes bancaires a suscité un tollé dans l'opinion publique. Une fois encore, les banques sont prises en défaut de communication (lire page 32). ■ En présentant les premières esquisses du X^e Plan, M. Lionel Stoléru a insisté sur le parrainage du premier ministre qui s'engage personnellement (lire ci-contre). ■ Restructuration et nouvelle organisation du groupe Olivetti avec la création de trois sociétés autonomes (lire ci-dessous). ■ Les chantiers navals de La Seyne-sur-Mer ont livré leur dernier navire (lire page 33).

Des résultats en baisse de 23 % au premier semestre

M. De Benedetti reprend en main Olivetti

Au lendemain de l'annonce d'une baisse de 23 % de ses résultats du premier semestre, M. Carlo De Benedetti a annoncé la réorganisation d'Olivetti, troisième constructeur informatique en Europe. A compter du 1^{er} janvier 1989, l'entreprise va en effet être organisée en trois divisions (et non plus en neuf), appelées à devenir des sociétés de plein droit à compter de 1990. Ces trois divisions seront cofinancées par la société Ing. C. Olivetti and C. SpA, qui conserve sa structure de holding.

La première des trois branches, dénommée Olivetti-Office, regroupera tout ce qui concerne la bureautique, activité originelle de l'entreprise. Elle sera confiée à M. Franco Tati, qui préside actuellement la filiale allemande de la compagnie Triumph Adler. La seconde division, dénommée Olivetti-Systems and Networks, réunira tout ce qui touche aux systèmes informatiques et aux réseaux (réseaux locaux intégrés, systèmes de terminaux et de télécommunications...).

Elle sera dirigée par M. Luigi Mercurio, ancien dirigeant du groupe qui a fondé en 1984 une entreprise d'équipement de télécommunication, David Systems Inc.

Enfin, le troisième secteur - Olivetti-Information Services - proposera les services informatiques tels que les logiciels, les réseaux à valeur ajoutée, l'édition électronique, la sous-traitance informatique... Il sera dirigé par le frère cadet de

M. Carlo De Benedetti, M. Franco De Benedetti.

Cette réorganisation était attendue depuis plusieurs semaines ; pendant le feuillet de la Société générale de Belgique, on avait pressenti l'homme d'affaires italien des intentions de désengagement, ce qu'il démentait vigoureusement : « Je vous confirme que, dans les cinq prochaines années, je serai président d'Olivetti », assurait-il dans nos colonnes (le Monde du 23 mars)...

Les rumeurs s'enflaient pourtant, alimentées par la dégradation des relations avec le partenaire américain d'Olivetti : American Telephone and Telegraph, actionnaire à 22 % de l'entreprise. Aux termes de l'accord signé entre les deux groupes en 1983, lors de l'entrée d'ATT dans le capital d'Olivetti, il était en effet prévu que le géant américain du téléphone pouvait monter après cinq ans à 40 %. Ce qui n'a finalement pas été fait, M. De Benedetti souhaitant rester l'« actionnaire de référence de l'entreprise » et conserver son « indépendance »...

En avril, M. De Benedetti décidait d'ailleurs de porter de 14 % à 20 % sa propre participation dans l'entreprise, y consacrant environ 700 millions de francs... Cette opération, qui couvrait court aux projets de désengagement prévus à l'« Ingegner », avait été précédée moins d'un mois plus tôt par le départ d'ATT de M. Vittorio Cassoni, un des bras droits de M. De Benedetti

qui l'avait « prêté » à l'américain, en fort mauvaise santé... Aucune explication satisfaisante n'a été donnée sur les raisons de cet aller-retour. Depuis son retour, M. Cassoni s'attachait à réorganiser le constructeur italien, ce qui s'imposait d'autant plus que les derniers résultats financiers montrent une régression de 23 % de ses bénéfices avant impôt.

La firme a notamment expliqué ses contre-performances par le coût de lancement de sa nouvelle gamme de produits. Mais, en 1987, le bénéfice avait déjà chuté de 28 % sur l'ensemble de l'année. Une reprise en main s'imposait.

FRANÇOISE VAYSSE.

Les prix ont augmenté de 0,3 % au mois d'août

La hausse des prix de détail a atteint 0,3 % en août, a confirmé l'INSEE, l'indice s'établissant à 172,7 contre 172,2 en juillet sur la base 100 en 1980. En un an, la hausse est de 2,8 %, août 1988 compris à août 1987 ; depuis le début de l'année, elle atteint 2,3 %.

L'augmentation des produits alimentaires est de 0,2 % en un mois et de 1,6 % en un an, celle des produits manufacturés de 0,4 % par rapport à juillet et de 1,9 % par rapport à août 1987. Les services ont, quant à eux, augmenté de 0,2 % en un mois et de 4,9 % en un an. Mais la hausse est plus forte pour les seuls services privés (+ 0,3 % et + 5,5 %).

Dans l'attente d'une OPA

Suspension de la cotation d'Epéda

La cotation de l'action Epéda-Bertrand-Faure (EBF) a été suspendue le 30 septembre par la Société des Bourses françaises dans l'attente du dépôt d'une offre publique.

EBF, spécialisée dans l'équipement automobile (sièges), la literie, les bagages et l'armement depuis la reprise de Lachaire en 1987, était depuis longtemps sur la liste des valeurs opaibles, son capital étant mal verrouillé. Les principaux actionnaires (famille, dirigeants, industriels espagnols et italiens, UAP, Crédit agricole) détiennent 40 % des actions et 47 % des droits de votes.

Les performances d'EBF dans le secteur automobile laissent penser que l'assaut pourrait appartenir à ce secteur. On cite notamment Valéo, premier équipementier français, dans l'orbite du groupe de l'italien Carlo De Benedetti. En outre, l'existence de l'activité armement devrait gêner toute velléité d'un attaquant étranger dans la mesure où elle peut se heurter au veto des pouvoirs publics français.

● Reclassement du capital de la Compagnie des wagons-lits. - La Caisse des dépôts et consignations (CDC) cède 20 % des Wagons-Lits à Sofitour, une société commune qu'elle vient de constituer avec la société financière Marceau Investissement. La part respective dans Sofitour des deux partenaires était initialement de 54 % et 46 %. Ce désengagement de la CDC, qui conserve 8 % des Wagons-Lits, se fait en accord avec les deux autres principaux actionnaires, le groupe Bruxelles-Lambert (environ 20 %) et Rotoco (près de 10 %).

Le lancement du X^e Plan

La France s'interdit de dévaluer...

L'hôtel du 18 de la rue de Marigny à Paris qui vit naître la planification française au lendemain de la seconde guerre mondiale avait retrouvé jeudi 29 septembre l'affluence des grands jours. On y côtoyait des vedettes de l'actualité économique comme MM. Jean Poyrevalde, Antoine Riboud, René Rémond, François de Cossio ou même l'astronome Patrick Baudry. C'était en effet ce jour qu'étaient choisis MM. Lionel Stoléru et Yves Cossé - comme secrétaire d'Etat et comme commissaire - pour présenter à la presse les travaux préparatoires du X^e Plan qui couvrira la période 1989-1992 et amènera le pays aux portes du marché unique européen.

Ce Plan, ou plutôt son esquisse, a déjà reçu l'imprimatur du gouvernement, celle du premier ministre en particulier qui en a écrit la préface (1). M. Stoléru, se rejoignant d'une démarche qu'il veut toute nouvelle : les autres Plans, a-t-il souligné, étaient d'abord préparés en vase un peu clos - entre experts - et n'étaient soumis au gouvernement qu'après huit mois de travaux.

Cagner en crédibilité

Désormais, le gouvernement s'engage dès la première minute dans l'affaire. Une affaire qui a commencé le 20 juillet au cours d'un conseil des ministres.

La démonstration de M. Stoléru n'est pas tout à fait convaincante. Il y a eu des Plans qui engageaient - fortement le gouvernement. On pense évidemment aux premiers Plans, à ceux qui les pilotèrent : Jean Monnet, Etienne Hirsch et Pierre Massé. Ces personnages-là possèdent d'un tel poids qu'ils traitaient d'égal à égal ou presque avec les gouvernements. L'autre point discutable du résumément Stoléru est d'accrocher très fort le futur Plan à la vision et à la personne du premier ministre : en l'occurrence M. Michel Rocard. Qui se passerait-il si, après

les élections municipales de l'année prochaine, le France changeait de chef du gouvernement ?

Mais sur le fond, M. Stoléru a raison : le Plan va gagner en crédibilité, interrogés sur ce sujet, les syndicats et la patronat ont trouvé la méthode meilleure que la démarche d'autofin. On a parlé, lors de la première rencontre avec les syndicats, d'une politique salariale dont le rigueur commence au bout de six ans à sembler un peu long gas. On a parlé aussi d'un passage du document qui souligne que la croissance économique devra au cours des années à venir être tirée par l'investissement et les exportations et non par la consommation.

Cela n'a pas fait plaisir. Mais les choses au moins sont claires.

Le document du Plan tel qu'il sera rédigé et voté par le Parlement au printemps prochain ne comportera guère de chiffres, a assuré M. Stoléru. « Notre souci est de prendre des décisions et les décisions ne sont pas forcément des chiffres », a-t-il souligné. Les autres Plans, a-t-il souligné, étaient d'abord préparés en vase un peu clos - entre experts - et n'étaient soumis au gouvernement qu'après huit mois de travaux.

Le document élaboré cet été n'a qu'une trentaine de pages. « Plus on fait de choix moins on a besoin de pages » a encore assuré le secrétaire d'Etat qui a insisté sur ce qui lui semble donner pour les années à venir : l'engagement de la France à ramener son taux d'inflation au niveau de celui des meilleurs pays européens. De la RFA bien évidemment. En annonçant cela, le pays s'interdit toute dévaluation. C'est un changement radical par rapport à ce qui s'est passé au cours des années précédentes, a ajouté en substance M. Stoléru.

M. Bérégovoy semble être passé par là. Probablement davantage que M. Rocard. Il paraît de toute façon très difficile à tenir.

ALAIN VERHOLLES.

(1) Voir le Monde du 30 septembre.

L'Europe de demain compte déjà un Groupe Bancaire Italien.

Le Groupe Bancaire Italien (G.B.I.) est un groupe bancaire italien qui a été créé par la fusion de plusieurs banques italiennes. Le G.B.I. a été créé en 1987 et compte aujourd'hui plus de 10 000 employés. Le G.B.I. a une présence internationale importante, avec des succursales dans de nombreux pays, notamment en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Le G.B.I. est un groupe bancaire moderne et innovateur, qui propose des services bancaires de haute qualité à ses clients. Le G.B.I. est un groupe bancaire italien qui compte déjà un Groupe Bancaire Italien.



MPS
BANKING GROUP

du ip-
sar -
a fé-
le ré-
no-
la ad-
les les
ne se
et en P.

S
ier la
cur-
un-
lix-
des ver-

pé-
des
des
la
res
ait
nie
illi
ta-
sp-

ué
en-
lité
à
me
les
ue,
la-
ta-
la-
es-
les
es
to-
ré-
ri-
un
ait

ité
ul
ue
la
co-
u-
à
es
al
xit
ré-
ul
n.
s.
il
in

Économie

La polémique sur l'augmentation des cotisations

Cartes bancaires, cartes boomerang

Les banques veulent-elles nous « prendre notre blé » ? C'est ce qu'a affirmé M. Michel Charasse, ministre délégué du budget, en point d'orgue à l'extraordinaire tollé provoqué par le relèvement des cotisations des cartes bancaires annoncé la semaine dernière. Le ministre des finances, plus nuancé mais tout aussi ferme, a invité les banques « à revenir sur une décision inopportune et mal venue » et a envoyé dare-dare les inspecteurs de la consommation pour chercher aux sièges de ces banques les preuves éventuelles d'une entente illicite. A n'en pas douter, tout ce qui, en France, touche aux banques prend immédiatement un tour passionnel.

Les associations de consommateurs ont osé profiter pour monter au créneau, s'insurgeant sur cette tarification déguisée des opérations de banque et demandant aux établissements de publier le coût exact de chaque service.

L'essai de cette controverse est que pensent-ils tant à fait sincère, et c'est là un euphémisme. Les banques d'abord, en se lançant à fond dans la monnaie électronique, comptaient bien réaliser à la fois des économies et une grande percée technologique. Des économies ? Il s'agissait de substituer progressivement au retrait des billets dans les guichets, coûteux en personnel et émis à 20 F par opération, celui effectué dans les distributeurs automatiques utilisables sur tout le territoire de jour et de nuit et, en même temps, de réduire l'émission de chèques également onéreux (2 F à 8 F de coût unitaire) en développant les règlements par carte.

L'objectif a été en partie atteint, puisque, en 1987, les 920 millions d'opérations traitées par carte, en retrait et en paiement, ont permis d'éviter l'émission de 730 millions de chèques, soit une économie de 10 millions de francs. Mais, en contrepartie, le compte d'exploitation des cartes bancaires a affiché, toujours en 1987, un déficit de 1 milliard de francs, ce qui efface l'économie. En effet, face à 3,7 milliards de francs de dépenses, ce compte n'a pu aligner que 2,7 milliards

de francs de recettes dont 1,6 milliard de francs pour les cotisations des porteurs de carte et 1,1 milliard de francs pour les commissions versées par les commerçants sur chaque achat réglé par carte. Or, le taux de ces commissions est revenu en deux ans de 1,55 % à 0,87 %, moyenne qui recouvre les extrêmes de 2 % pour les très petits commerçants et de 0,40 % pour les grandes surfaces, au prix d'une perte de recette de 1 milliard de francs environ.

A cette occasion, de bons experts parlent d'un « comportement suicidaire » des banques, qui, en se livrant une concurrence féroce auprès des commerçants et surtout des grandes surfaces, avec pour ennemi principal le Crédit agricole, ont fait chuter des commissions qui étaient déjà les plus basses du monde. Ce comportement s'est exercé, naturellement, au bénéfice de la distribution, qui, à l'exception de M. Michel-Edouard Leclerc, ne se plaint plus guère après de tumultueux affrontements. D'un tel comportement les banques ne se vantent pas, ce qui explique leur mutisme à ce sujet : un observateur sévère note même que « leur orgueil est tel et leur volonté de faire du chiffre si forte qu'elles ne font que des... ».

Une autre forme de suicide

Quant aux particuliers, les établissements émetteurs de cartes réalisent un peu tard que leur offre un service gratuit, tout au moins pour les opérations, en remplacement d'un service déjà gratuit comme celui du chèque, peut constituer une autre forme de suicide. D'abord, personne dans le monde n'est capable de ramboliser les seules fonctions de paiement d'une carte : il faut lui adjointe la délivrance d'un crédit très rentable, comme c'est le cas, la plupart du temps aux Etats-Unis, où une carte de débit est déficitaire de 33 dollars par an et une carte de crédit bénéficiaire de 44 dollars. Or, en France, les banques préfèrent accorder directement des crédits per-

L'annonce d'un relèvement des cotisations des cartes bancaires a fortement ému l'opinion publique que le gouvernement a suivi dans son indignation. Ce relèvement pouvait se justifier. Mais il apparaît une fois de plus que les banques ont négligé l'effort de communication qui leur est réclamé et n'ont pas songé à établir un minimum de concertation.

sonnels à leurs clients, leur information au surplus n'étant guère équilibrée pour le crédit à la carte. C'est un premier handicap.

Le second est que, dans notre pays, les retraits dans les distributeurs sont gratuits, alors qu'ils sont le plus souvent payants à l'étranger de nos frontières. En Allemagne, par exemple, un retrait coûte 1 mark (3,40 F) dans un distributeur de la banque du client aux heures ouvrables, 1,5 à 2 marks après 18 heures et deux ou trois fois ce prix dans un distributeur d'une autre banque. En Espagne, ce genre d'opérations est taxé à 2 % et 4 % du montant retiré, avec un minimum de 14 F et 20 F.

Autre complication, et non la moindre, les opérations effectuées par carte deviennent ruineuses lorsque leur montant est faible, c'est-à-dire au-dessous de 150 F. Ainsi, un retrait à un guichet automatique coûte de 5 F à 8 F, et les paiements effectués aux guichets des autoroutes peuvent entraîner des frais de 2 F à 5 F pour un péage de 50 F, alors que la commission versée aux banques ne dépasse guère 0,50 F. L'avantage est très important pour les compagnies concessionnaires, qui peuvent supprimer des guichets et économiser sur la collecte des espèces, sans oublier l'assurance d'une totale sécurité ; il l'est aussi pour l'automobiliste qui n'a pas d'espèces à déboursier, mais il l'est beaucoup moins, comme on l'a vu, pour le système bancaire.

Une percée technologique

En contrepartie, les banques françaises ont effectué une remarquable percée technologique. Leur système de carte est unique au monde par son étendue géographique (11 700 distributeurs automatiques contre 3 300 en Allemagne, 2 600 en Italie), par sa disponibilité, puisqu'il permet aux particuliers de retirer de l'argent n'importe où et n'importe quand, et par son interconnexion entre tous les réseaux bancaires. Il est également le moins cher au monde, notamment pour les commerçants, qui bénéficient d'une garantie de paiement directe ou indirecte.

D'où viennent alors ces protestations indignées de la part des organisations

de consommateurs, face à un service si remarquable ? Tout simplement du fait qu'à leurs yeux les banques ont floué leurs clients en les poussant à utiliser les cartes au lieu des chèques et, maintenant, en élevant les cotisations : un véritable piège. Les hommes politiques, prompts à entendre la voix de l'électeur, ne s'y sont pas trompés, tels M. Charasse, pour le gouvernement, et M. Juppé, pour l'opposition, qui, lui aussi, a l'impression d'être floué.

En fait, soupire un banquier, « nous avons fait rêver les gens avec la monnaie électronique et, surtout, nous avons commis l'erreur de vouloir remplacer un produit gratuit, le chèque, par un autre produit gratuit ou presque, la carte, alors qu'à l'étranger, tout est payant ». Par exemple, il ne fallait pas, selon lui, lancer le paiement des péages par carte électronique, mais une carte « chargée » comme celle des PTT pour les cabines téléphoniques, sans traitement électronique.

La rémunération des dépôts

A l'étranger, tout est payant, a dit notre banquier. Effectivement, en Allemagne, le client paie, ce qui est par chèque ou par carte, toutes les opérations, les virements, les retraits, à tel point que les clients préfèrent, le plus souvent, utiliser des espèces, billets ou pièces, ce qui n'est tout de même pas un progrès. Mais les banques allemandes rémunèrent toutes leurs dépôts de 0,25 % à 0,50 %, ce que les banques françaises faisaient avant 1967 à hauteur de 0,50 % dans les grandes villes et 1 % ailleurs, ce qu'elles ne font plus, et ce que les organisations de consommateurs leur réclament. Certes, ces dernières ne sont pas totalement innocentes. Aujourd'hui, les liquidités des ménages sont, d'une façon ou d'une autre, rémunérées, pour plus de 70 %, à l'initiative des banques elles-mêmes : que l'on pense au développement foudroyant des SICAV dites de trésorerie, souscrites par les clients aux guichets des établissements pour plus de 300 milliards de francs à l'heure actuelle. Le consommateur a fait son éducation, Dieu merci !

Mais on comprend la réaction de ces organisations devant la maladresse

des banquiers, empêtrés dans leurs contradictions, et qui, au surplus, « vendent » à l'opinion toutes leurs initiatives d'une manière absolument désastreuse.

« La communication bancaire est strimée », avouait récemment un de leurs porte-parole. Car il faudra bien remettre sur le métier la question de la tarification des opérations de banque, question qu'a résolue depuis douze ans le Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine : là-bas, au nom du mutualisme (pour éviter aux emprunteurs de payer pour les déposants), toutes les opérations sont tarifées de façon à freiner la prolifération des petits chèques, la taxation ne touchant que 15 % des dépôts avec un montant moyen de 80 F. Mais voilà ! Les dirigeants du Crédit mutuel, en 1974, ont tenu mille réunions en Alsace-Lorraine pour exposer à leurs associés le problème et sa solution : la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale le pourraient-ils ? Difficilement.

Quant aux pouvoirs publics, leur comportement est aussi contradictoire que celui des banques. Leur indignation devant le relèvement des cotisations des cartes apparaît un peu excessive, en dépit des pourcentages annoncés (11 % à 26 %), lorsque l'on chiffre le relèvement en question, 20 F à 25 F sur une année, soit un timbre poste par mois. Il est probable que M. Bérégovoy, effrayé par le « dérapage » des prix des services, a voulu frapper un grand coup et effrayer les banques.

Ces derniers ont beau jeu de lui répliquer qu'aucune augmentation n'avient en lieu depuis trois ans, avec une inflation cumulée d'environ 8 %, et que le coût du système des cartes augmente régulièrement, en exploitation ou en investissement : un distributeur automatique de billets, par exemple, vaut 400 000 F à 500 000 F. Le gouvernement va-t-il reprocher à un constructeur d'automobiles de relever ses tarifs tous les ans ? avancement-elles.

En fait, les pouvoirs publics, de quelque bord qu'ils soient, ne peuvent s'empêcher de considérer les banques comme un service public. C'est eux qui, en 1967, par la loi Debré, ont permis de participer à la constitution d'un portefeuille collectif d'obligations émises par l'entreprise, intitulé « Tick épargne », ce plan résulte d'un accord signé avec neuf organisations syndicales (notamment FO et la CFTC) et refusé par la CGT, la CFDT et la CGC. La direction veut « encourager l'épargne des agents » et les associer à « l'effort d'investissement de l'entreprise, auquel seront affectés leurs versements ».

Il est prévu que les versements, dont la valeur plancher est fixée à 250 F par chèque ou 50 F par prélèvement automatique, ne peuvent excéder la part de la rémunération annuelle brute du salarié. Un versement complémentaire de l'entreprise est assuré dans la limite d'un plafond de 2 000 F par an. Les fonds sont bloqués pendant cinq ans et servent à acquérir des parts d'un fonds commun de placement - Tick épargne - composé d'obligations émises par la RATP et non cotées en Bourse. La rémunération est égale au taux d'intérêt du livret A de la caisse d'épargne, majoré de 4 points et ne peut être inférieure à 7 %.

Et ce sont les gouvernements succédés qui, depuis des années, poussent

en développement des cartes bancaires, merveilleux atout pour un pays à la pointe de la technologie mondiale, sans s'apercevoir qu'un tel développement est en train de faire écarter les circuits anciens. Après avoir accédé à la déreglementation, ils s'alarment de voir les banques échapper à leur emprise. Dans le système bancaire, la révolution est en marche, à grande allure, avec des entreprises qui se désolidarisent, un public plus exigeant et une notion qui commence à se faire jour : l'argent est un produit comme un autre, qu'il faut payer à son prix, notamment au déposant-préteur. A la limite, il serait concevable d'aller jusqu'au bout de cette logique, en déreglementant totalement la rémunération des dépôts, puisque celle des taux de crédit est faite.

En ce cas, des drames risqueraient d'éclater dans les banques, avec des réductions massives d'effectifs et, pourquoi pas, des faillites dégoûtées. « Cela ferait réfléchir tout le monde », estime un expert, qui, de toute façon, prévoit d'abord un coup d'arrêt à la croissance des profits des établissements, puis à leur dégradation, induite du fait de la concurrence, de la désintermédiation et de la désinflation. C'est alors qu'une remise à plat des opérations de banque s'imposerait, la vérité des prix, la facturation des services et la rémunération des dépôts, quels qu'ils soient, devenant la règle.

FRANÇOIS RENARD.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Plan d'épargne d'entreprise à la RATP

A compter du 1^{er} octobre, tout agent de la RATP en activité depuis au moins six mois, pourra souscrire, pour une durée minimum de 5 ans, un « plan d'épargne » lui permettant de participer à la constitution d'un portefeuille collectif d'obligations émises par l'entreprise, intitulé « Tick épargne », ce plan résulte d'un accord signé avec neuf organisations syndicales (notamment FO et la CFTC) et refusé par la CGT, la CFDT et la CGC. La direction veut « encourager l'épargne des agents » et les associer à « l'effort d'investissement de l'entreprise, auquel seront affectés leurs versements ».

Il est prévu que les versements, dont la valeur plancher est fixée à 250 F par chèque ou 50 F par prélèvement automatique, ne peuvent excéder la part de la rémunération annuelle brute du salarié. Un versement complémentaire de l'entreprise est assuré dans la limite d'un plafond de 2 000 F par an. Les fonds sont bloqués pendant cinq ans et servent à acquérir des parts d'un fonds commun de placement - Tick épargne - composé d'obligations émises par la RATP et non cotées en Bourse. La rémunération est égale au taux d'intérêt du livret A de la caisse d'épargne, majoré de 4 points et ne peut être inférieure à 7 %.

● Absentéisme en baisse à la SNCF. - Y a-t-il un effet « plan Séguin » sur l'absentéisme pour maladie à la SNCF en 1987 ? Le nombre de journées d'absence pour maladie ou accident a baissé de 10,37 %, contre 3,65 % en 1986, alors que l'effectif des agents n'a diminué que de 4,4 % (contre 4,1 % en 1986). La différence se constate pour toutes les catégories de personnel (sédentaires ou « roulants », maîtrise ou cadres) ; elle est toutefois moindre chez les « roulants » hors conduite. Mais la SNCF n'a pas repéré de causes spécifiques à cette baisse 1987, le taux d'absentéisme pour maladie étant déjà inférieur à la moyenne auparavant, en raison notamment du système de soins et de médecine du travail. Une seule catégorie d'absences a augmenté : celles pour congé parental (passant de 18 660 journées à 151 884 en 1986 et à 201 837 en 1987).

Appelez le
36.69.1002
LA BOURSE
EN DIRECT

LE JOURNAL
TELEPHONE
2397 parapap

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 60 octobre

EN KIOSQUE

LA CRISE est-elle finie ?

16 F

Galeries les 3J.
Du 28 septembre au 1^{er} octobre.

La mode est là !

Paris Haussmann et Montparnasse, Arignon, Bayonne, Bordeaux, Chambéry, La Rochelle, Le Mans, Lyon le Port Dieu et Cordeliers, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Perpignan, Toulon, Toulouse.

50 من الأصل

Le track. Un an après

Économie

ETRANGER

Les réunions monétaires de Berlin

M. Camdessus : pas de divergence avec l'administration américaine

Plus vivante et moins compassée que les réunions organisées par le FMI et la Banque mondiale, grâce sans doute au style personnel de M. Michel Camdessus et aussi peut-être à la relative « absence » des Etats-Unis qui a donné l'occasion à d'autres pays, Japon en tête, de s'exprimer publiquement, la quarante-troisième assemblée générale de ces deux institutions qui s'est terminée jeudi 29 septembre, à Berlin, aura pourtant été la conférence des retraités. Mais des retraités qui laissent des traces.

Sur le principal thème des discussions, l'allègement de la dette des pays pauvres, on a vu les principaux protagonistes avancer des pions, puis se retirer de la ligne du front. C'est ainsi qu'on attendait avec curiosité le « plan » japonais. Ce que finit par en dire le chef de la délégation nipponne, M. Satoshi Sumita, était encore si plein de lacunes et pour tout dire si embarrassé qu'on eut l'impression, juste très certainement, que Tokyo estimait opportun d'y voir plus clair, pour passer aux actes.

Les critiques à peine voilées, adressées de la tribune par le secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, aux auteurs de propositions

propres à ne créer que l'illusion du progrès » jetèrent un froid (on n'avait jamais entendu un tel langage de la part des Américains à l'endroit des Japonais). Finalement, les idées japonaises ne furent approuvées que par la France. Autant qu'on a pu le comprendre, le plan japonais était de nature à faire ressortir le contraste entre ce que peut faire un pays archi-déficitaire (les Etats-Unis) et un pays archi-excédentaire (le Japon).

On se souvient que pour garantir le service des intérêts des obligations nouvelles émises par le Mexique pour se substituer à une partie des dettes anciennes (moyennant un fort rabais consenti par les créanciers), ce pays a acquis des titres à long terme de la dette publique américaine. Autrement dit, le Mexique pays pauvre, a prêté au Trésor américain pour garantir sa propre dette ! Le Japon propose au contraire de consentir des prêts aux pays à revenus intermédiaires (le Mexique) et les autres grands pays latino-américains répondent à cette définition.

Quant à M. Pierre Bérégovoy, il a préféré attendre une occasion pour dévoiler ses propres propositions, dont M. François Mitterrand a révisé jeudi les grandes lignes à l'ONU.

Le président de la plus puissante banque d'outre-Rhin, la Deutsche Bank, M. Alfred Herrhausen, multiplie depuis un an les déclarations pour dire que la dette des pays du tiers-monde procède non pas d'une simple insuffisance de liquidités (déficit caisse) mais d'une absence de solvabilité à long terme. A Berlin, M. Herrhausen s'est attaché à réduire la portée de ses propositions sans toutefois se rétracter. M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds, qui lui-même, a prononcé un discours particulièrement bien senti sur la situation dramatique de maints pays endettés, a, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée après la clôture de l'assemblée générale, déclaré : « Je n'ai pas de tensions avec l'administration américaine sur les stratégies du Fonds ». Les Américains, à Berlin, avaient en toutes occasions, rappelé que le principe de base du FMI, c'est l'obligation de rembourser et non la remise des dettes.

Finalement, la seule décision concrète prise à Berlin a été l'approbation du menu « à options » offert au sommet de Toronto à une vingtaine de pays très pauvres. Une des options comporte la remise de 30 % environ de la dette publique (c'est-à-dire due à des Etats).

Appel de l'association Emmaüs au FMI et à la Banque mondiale

Réunis à Vézère pour leur sixième assemblée générale, les membres du mouvement Emmaüs international, fondé par l'abbé Pierre, ont lancé un appel aux participants des réunions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Tout en reconnaissant la nécessité d'apporter des modifications structurelles aux économies des pays pauvres, le mouvement demande : « Pourquoi acceptez-vous (...) que ce soient les dépenses sociales qui soient les premières diminuées (...), ce qui signifie moins d'écoles, de dispensaires, de salaire réel en regard de l'inflation dans tous les quartiers pauvres ? »

« Quand avez-vous exigé que ces nations pauvres (...) renoncent à des achats stupides d'armements qui, au mieux, ne servent qu'aux parades nationales ? »

« Pourquoi, avant vos décisions », a-t-il encore demandé, ne consultez-vous que les experts, jamais les femmes et hommes unis entre eux à la base ? » « Qui ne sait, conclut Emmaüs, que la démocratie (...), fatalement, tôt ou tard est broyée par les tyrannies dictatoriales partout où les pauvres ne sont pas les premiers servis ? »

EN BREF

● Petrofina augmente son capital de 10 %. — Le groupe pétrolier belge Petrofina a décidé mercredi 28 septembre une augmentation de son capital de 3,4 milliards de francs belges (550 millions de francs français), le montant ainsi à 37,5 milliards de francs belges (6 milliards de francs français), par l'émission de 1 830 027 nouvelles actions. Ces dernières seront réservées aux détenteurs de titres anciens, à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes. Les principaux actionnaires de Petrofina sont le groupe Bruxelles-Lambert avec 13,6 % du capital et la Société générale de Belgique avec 12,5 %.

● Nouvelle journée d'action CGT le 18 octobre. — Affirmant que « le combat est grand », le bureau confédéral de la CGT a annoncé, le 29 septembre, l'organisation pour le 18 octobre d'une grande journée nationale de grèves et manifestations pour le SMIC à 8 000 F, les salaires, l'emploi, les libertés, la protection sociale. Il a appelé l'ensemble de ses organisations, et impose en grand, partout, et de suite, un véritable chantier revendicatif, sur le lieu du travail, avec les salariés eux-mêmes. Les fédérations des finances FO, CFDT, CFTC et CGC ont, de leur côté, appelé à une journée nationale d'action le 18 octobre, avec des « arrêts de travail de durée limitée », pour protester notamment contre la suppression de 2 079 emplois dans les services financiers prévus dans le projet de budget 1989.

● Lyonnaises des eaux : résultat en hausse de 22,5 %. — Le groupe de la Lyonnaise des eaux a déposé, au premier semestre, un résultat net de 350 millions de francs, en hausse de 22,5 % par rapport à la même période de 1987, indique un communiqué en date du 28 septembre. Le chiffre d'affaires a progressé, lui, de 12,8 %.

● Pêche : Grève dans les centres de formation professionnelle. — Environ cinq cents officiers et marins de la pêche maritime, actuellement en stage de formation professionnelle dans différentes écoles du littoral sont en grève depuis quatre jours pour protester contre la forte diminution des indemnités qui leur sont versées. Cette question donne lieu à une vive polémique entre le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, et son prédécesseur, M. Ambroise Guénel puisque c'est en vertu d'un décret du 15 avril que les indemnités ont été diminuées.

Le conflit sur la pêche

Paris et Ottawa enclenchent la procédure de médiation

Les négociateurs, MM. Jean-Pierre Puissechet pour la France et Jacques Fortier pour le Canada, devaient rencontrer, dans les deux prochains jours, l'une des deux personnalités présentes pour remplir la fonction de médiateur dans l'interminable conflit de la pêche entre les deux pays, à-t-on appris le 29 septembre au Quai d'Orsay.

Cette démarche visant à recourir à un tiers est la conséquence des échecs répétés que les deux pays ont essuyés avant et après mai 1988 pour trouver une solution négociée de manière bilatérale, et c'est aussi l'application de l'accord d'avril dernier que Paris et Ottawa avaient conclu, et qui institue une procédure de médiation. Le médiateur, qui devrait être connu d'ici une quinzaine de jours, aura deux ou

trois mois pour écouter les deux parties et formuler des recommandations en matière de quotas de morue. Ses conclusions ne seront cependant pas obligatoires.

Paris demande pour ses pêcheurs de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon et de métropole 15 000 à 20 000 tonnes de morue chaque année dans les eaux de la zone économique exclusive du Canada situées au large du Labrador et de Terre-Neuve. Ces quantités s'ajouteraient aux prises faites dans la zone dont les limites sont disputées — située au large de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Sur un fond de prochaines élections législatives au Canada et de sourde bataille d'experts scientifiques sur les stocks de morue disponibles dans les parages de l'Atlanti-

que, deux grands chalutiers de l'armement Comapêche de Saint-Malo s'apprêtent à appareiller pour les zones de pêche les 6 et 10 octobre.

L'annonce de leur venue a provoqué la colère des six mille habitants et des équipages des six navires de Saint-Pierre-et-Miquelon qui, après avoir connu une mauvaise campagne cet hiver, estiment que les bateaux malouins viennent « leur enlever le pain de la bouche ». Au conflit franco-canadien vient donc s'ajouter une vive polémique franco-française qui ne déplaît ni aux autorités d'Ottawa ni à celles particulièrement « jusqu'au-boutistes » de la province de Terre-Neuve.

FRANÇOIS GROSCHARD.

TRANSPORTS

Les chantiers navals ont livré leur dernier navire

La Seyne, ville sinistrée

Toulon de notre correspondant

La Marine nationale a pris livraison, mardi 27 septembre, du pétrolier ravitailleur d'escadre La Somme 1444 et dernier navire construit aux chantiers navals de La Seyne (Var). Les quatre cent soixante-dix personnes qui travaillent encore sur le site quitteront définitivement cette entreprise le 28 février, à la suite du dépôt de bilan de la NORMED, il y a deux ans.

Se confondant avec la création et l'épanouissement de la ville, la construction navale, dont le développement s'est affirmé dès le dix-huitième siècle, est restée l'activité économique essentielle, pour ne pas

dire unique, de La Seyne, seconde ville du département. Faute d'avoir su diversifier ses activités, la ville compte aujourd'hui 25 % de chômeurs. Le port de commerce de Broglion, déficitaire depuis sa création il y a dix ans, et la zone d'entreprises, résolument désertée au profit de celle de Signes, un peu plus loin, ne pourront être d'aucun secours pour cette ville de soixante mille habitants, dont les finances locales vont subir le contrecoup de la fermeture des chantiers navals.

En l'absence de versement d'une taxe professionnelle, le budget communal sera amputé de 15 millions de francs dans les deux ans à venir.

Les spéculations et convoitises vont bon train en ce qui concerne les

40 hectares de terrain et les 5 000 mètres carrés de bureaux qui vont se libérer du fait de la cessation des activités navales : une « technologie » de la mer, des installations d'entreprises performantes (mais pas forcément créatrices de nombreux emplois), une marina, une infrastructure touristique polyvalente... autant de projets à long terme qui n'apporteront pas de solutions économiques à cette ville sinistrée qui, de 1983 à 1987, a perdu 28 % de ses emplois.

Sans l'évoquer, on craint ici le « veto » que la Marine nationale pourrait opposer à certaines implantations pouvant être jugées « peu désirables » dans cette rade qui constitue un périmètre stratégique.

JOSE LENZINI.

REPÈRES

Commerce extérieur

Hausse de l'excédent japonais en août

L'excédent commercial japonais a atteint 7,53 milliards de dollars en août contre 7,24 milliards en juillet et 6,86 milliards en août 1987 annonce le ministère des finances. En données corrigées des variations saisonnières, les exportations ont représenté 21,85 milliards de dollars contre 21,7 milliards en juillet et les importations 14,3 milliards contre 14,43 milliards. L'excédent de la balance des paiements courants s'est établi à 6,18 milliards de dollars en août, contre durant le même mois de 1987 après un solde positif de 4,75 milliards en juillet.

Eurochèques

Extension du système à la Hongrie et à l'URSS

Le système de paiement eurochéque, utilisé jusqu'à présent en Europe occidentale, va prochainement être étendu à la Hongrie et à l'Union soviétique, a annoncé le jeudi 29 septembre, l'organisme de gestion du système. Les premières cartes seront émises « dans les prochains mois » en Hongrie, l'URSS devant en faire autant à partir du premier janvier 1989, a précisé le secrétaire général d'Eurochèque international, Mark van Wauwe. Les autorités soviétiques s'affirment prêtes à émettre jusqu'à 120 000 cartes et chèques en deux à trois ans, les diplomates et hommes d'affaires en voyage devant avoir la priorité. Eurochèque table plus modestement sur 20 000 à 30 000 cartes, mais reconnaît que, pour l'URSS il s'agit d'« une petite révolution ». Malte et l'Italie ont par ailleurs également décidé d'adopter eurochèques.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Plan d'expansion de la société... (Texte partiellement illisible)

Approchez la 36.69.100 LA BOURSE EN DIRECT

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 60 octobre

Le krach Un an après

16 F

Le prix du Livre des affaires à Eric Fottorino

Le prix du Livre des affaires, doté de 60 000 F, a été décerné, pour la première fois, jeudi 29 septembre, à notre collaborateur Eric Fottorino pour le *Festin de la terre*, paru aux éditions Lieu commun. Le jury (1), selon une formule originale, a choisi entre six ouvrages, dont ceux de MM. Michel Albert et Jean Boissonnat (*Crise, krach, boom*), François Camé et Frédéric Filoux (*Le Jour le plus bas*), Yves Marou (*Une machine du pauvre*). Le prix est décerné à l'initiative du Groupement des cartes bancaires.

Le jury s'est déclaré particulièrement sensible aux qualités littéraires de l'ouvrage et à l'originalité du sujet traité. Le *Festin de la terre*, dont M. Edgard Pisani a rendu compte dans le Monde du 10 mars, révèle les influences et les véritables enjeux politiques et financiers des marchés des matières premières.

Licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Eric Fottorino est entré au Monde en 1986. Il est responsable de la rubrique agriculture et agro-alimentaire, ainsi, bien sûr, que de celle des matières premières. Il a collaboré auparavant à l'*Economiste* du jeudi et à la Tribune de l'*Economiste*.

(1) Le jury était composé de M^{lle} Gilberte Beaux, Brigitte de Gasquies et Francis Gomez, et de MM. Bernard Aubergier, Raoul Belanger, Pierre Eelen, Jacques Maillet, Alain-Dominique Ferrin, Antoine Elberd, Gilbert Tugano et Thierry Tuffier.

Our articles speak your language.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

TRADUCTION DU TEXTE CI-DESSUS : « NOS ARTICLES PARLENT VOTRE LANGUE »

The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

سكزا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 30 SEPTEMBRE

Table of stock market values for the 30th of September, listing various companies and their performance metrics.

Règlement mensuel

Table detailing monthly settlements for various financial instruments, including interest rates and exchange rates.

Comptant (selection)

Table of cash transactions (Comptant) for a selection of companies and financial instruments.

SICAV (selection)

Table of SICAV (investment funds) performance, including net asset values and returns.

Table titled 'Cote des changes' showing exchange rates for various currencies and markets.

Table titled 'Marché libre de l'or' showing gold market prices and related financial data.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

DÉBATS	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 « Rêve minimum : salarier l'exclusion ? », par Christian Chastériau ; « Travail social et illusions », par Philippe Gohéran.	10 Avant le second tour des élections cantonales.	12 Infirmières : nouvel ordre de grève pour le 6 octobre.	23 La Mouette, par le Théâtre d'art de Moscou à Chaillot.	31 M. De Benedetti reprend Olivetti en main.	Abonnements 2	• JO : en direct de Séoul, 24 heures sur 24 JO
ÉTRANGER	11 Nouvelle-Calédonie : la préparation du référendum ; les émerveillements de Bernard Kouchner.	— Le lancement de Discovery.	— Le VIII ^e Festival mondial des théâtres de marionnettes à Charleville-Mézières.	32 Polémique sur l'augmentation des cotisations des cartes bancaires.	Carnet 27	• Les jeux du Monde JEU
3 Le prix Nobel de la paix.	14 Communication : la grève dans l'audiovisuel.	14 Education : le développement des universités.	24 Musica à Strasbourg.	33 La réunion du FMI à Berlin.	Loto 27	• Gorbatchev, Discovery, le prix Nobel : chaque matin, le mini-journal de la rédaction JOUR
4 M. Mitterrand aux Nations unies.		28 à 30 Les Jeux olympiques.	— Stockhausen à Paris.	34-35 Marchés financiers.	Météorologie 27	• IEP Paris : le 3 octobre, les admissions grandes écoles ... 36-15 tapez LE MONDE
					Jeux 22	
					Philatélie 27	
					Révisions-télévision 26	

En Corse L'ex-FLNC prolonge sa trêve

BASTIA
de notre correspondant

Selon un scénario désormais habituel, une vingtaine d'hommes armés et cagoulés réunissent dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 septembre, quelque part dans les maquis, les journalistes qu'ils avaient guidés à travers bois pour leur annoncer la décision de l'ex-FLNC de prolonger pour une durée indéterminée la trêve de cent vingt jours décidée le 31 mai dernier.

« La belle est toujours dans le camp de l'Etat. Après quatre mois de suspension de nos actions militaires, force est de constater qu'aucune mesure fondamentale n'est intervenue dans le sens de nos revendications... » Le porte-parole de l'ex-FLNC a évoqué le procès à venir de deux militants de l'organisation dissoute réputés en être les chefs.

« Le verdict du procès de Charles Piero et Felice Tomasi, qui doit s'ouvrir le 17 octobre devant la cour d'assises de Bordeaux, témoignera dans les faits, et non dans les discours, si cette volonté est réelle ou illusoire. »

M. Poher reçu par M. Rocard Le financement des partis à l'ordre du jour

« En toute convivialité » selon l'expression d'un de ses membres, le bureau du Sénat, avec son président M. Alain Poher, a participé, le jeudi 29 septembre, à un déjeuner de travail à Matignon autour de M. Michel Rocard. Au menu : la préparation de la session parlementaire qui s'ouvre le lundi 2 octobre. Constant qu'une telle invitation ne s'était pas produite depuis de nombreuses années, M. Poher s'est félicité au terme de cette rencontre « de cette excellente innovation ».

Dans l'entourage du premier ministre, on faisait valoir que ce type de rencontre était apprécié « comme le moyen normal d'entretien de bons rapports avec le Parlement ». Parmi les principaux points évoqués, le financement des partis politiques. La loi adoptée en février 1988 prévoit que des aides financières soient attribuées aux partis et groupements politiques

Après la signature de l'accord entre les Etats-Unis et leurs partenaires Feu vert pour la construction de la station spatiale habitée

L'Agence spatiale européenne, les Etats-Unis, le Canada et le Japon ont signé, jeudi 29 septembre à Washington, un accord pour la construction de la future station spatiale habitée Freedom que les Américains projettent de mettre partiellement en service en 1995. Ainsi prennent fin trois années de négociations difficiles, souvent au bord de la rupture, entre les agences spatiales européennes (ESA) et américaine (NASA).

Le projet, il est vrai, méritait réflexion, en raison de son ampleur financière (22 milliards de dollars) et de ses conditions de réalisation. Une chose est de voyager quelques jours dans l'espace, une autre, d'y séjourner sur de longues périodes et de manière relativement autonome.

Lorsque l'assemblage de Freedom dans l'espace sera achevé, c'est une masse de 220 tonnes — vingt fois plus que le Mir soviétique — qui gravitera autour de la Terre. Elle offrira trois grands laboratoires de travail et les installations nécessaires

à l'équipage de huit astronautes qui s'en serviront pour observer l'univers, étudier le comportement de l'homme en apesanteur et fabriquer éventuellement de nouvelles substances impossibles à obtenir sur Terre.

Ce projet est donc à la portée de l'Europe. Mais pas à n'importe quel prix. Chacun des pays membres de l'Agence spatiale européenne se souvient, en effet, de la manière dont la Nasa a floué avec le projet Space-lab. On comprend donc mieux, aujourd'hui, la ténacité de l'Europe sur le projet Freedom, dans la mesure où elle financera 4,6 milliards de francs, ce qui est loin d'être le cas des deux autres partenaires de la Nasa. A ce coût, nul n'hésiterait à demander des garanties, tant en ce qui concerne l'utilisation à venir de la station que l'intérêt technique des éléments dont la construction serait confiée à l'Europe.

Au moment le plus dur des négociations, les Européens n'avaient pas hésité à menacer les Etats-Unis de créer leur propre station orbitale desservie par le futur avion spatial Hermès. Il est aujourd'hui acquis

que le programme européen Columbus (1), décidé à la conférence spatiale de La Haye en novembre dernier, servira bien de base à la contribution des Européens à Freedom. C'est ainsi que l'Europe fournira un module pressurisé habitable de 14 tonnes et de 13 mètres de long, l'AFM, qui viendra se greffer à la station américaine et en deviendra partie intégrante. Lancement prévu : octobre 1996. S'y ajouteront un module autonome et visitable (MTFF) gravitant autour de la station et des plates-formes porte-instruments qui dériveront sur des orbites polaires.

Bref, de quoi meubler largement la coopération américano-européenne de la prochaine décennie, qui commence par un lancement réussi de Discovery et un accord signé le même jour entre tous les partenaires de la station.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Sur le vif J'achète

Je les plains, les confrères ! Les pauvres ! Ils me font vraiment pitié. Ils sont là, ils s'interrogent à longueur de colonnes, ils se harporent dans les couloirs : c'est qui qui veut racheter Bouygues, hein ? C'est Maxwell ? C'est Seydoux ? C'est Lagardère ? T'es pas une idée ? Ce matin encore, à la conférence, ils essayaient de percer cet épais mystère en prenant des airs mystérieux. Le chef en chef avait dîné chez quelqu'un avec quelques-uns qui lui ont confié que ça pourrait être quelqu'un qui est quelqu'un.

Moi, je me marrais mine de rien. Je l'ai bouclé. Je voulais pas les obliger à mettre le nez dans leur pipi, mais bon, à vous, je peux bien le dire, allez, trêve de cachotteries : c'est qui ? Ben, dans, c'est moi. Parfaitement, c'est moi qui la fais, cette OPA. Je fais une Opération Pour Arriver. Arriver à ma hussar au Top 50 du fric et de la célébrité. Allez, poussez-vous de là, mesdames Bettencourt et Sinclair.

Du coup, je fais du lâche-vitrines, je regarde, je compare. Tapiis, c'est un peu cheap. Paribas, c'est pas ma peinture.

FR 3, ça fait province. A 2, mon Mimi me l'aurait peut-être cédé. Si je m'étais appelée Berlusconi, mais là, il veut pas, Bon, alors qu'est-ce qui reste ? Bouygues. Le béton c'est du solide, et TF 1, c'est du béton.

Question fauteuil de direction, je vous raconte pas. Parait que le sien, à Saint-Quentin-an-Yvelines, il est tellement moderne, tellement beau, qu'on le visite après les heures de bureau. C'est pas comme mon trou à rats. En plus, les copains qui se croisent malins en me mettant au coin à droite au bout du journal seront bien obligés de parler de moi à toutes les pages : économie, communication, logement. Et, enfin, je vais pouvoir m'étaler à l'écran sur un matelas de billets à faire rêver cette gagne-petit d'Okrent.

Mon seul problème — eh oui, j'en ai un — c'est Bouygues. Il a tellement la trouille que je lui pique son empire qu'il essaye de le racheter lui-même en sous-main.

CLAUDE SARRAUTE.

Le regroupement des scrutins locaux devrait être mis en chantier après les élections municipales

La nécessité de revoir les actuels modes de scrutin des assemblées locales commence à être admise d'un bout à l'autre de l'échiquier politique. Au moins partiellement. Car nul ne remet en cause la loi électorale pour les municipales, qui pourtant avait été violemment combattue par la droite lorsque les socialistes l'avaient adoptée en 1983. Bien au contraire ce système, qui permet, tout à la fois, à la liste arrivée en tête d'être assurée d'une majorité au conseil municipal et aux autres de voir leurs représentants siéger, sert de modèle pour les réformes envisagées.

M. Michel Giraud, nouveau député RPR du Val-de-Marne, qui abandonne, pour cause de cumul, la présidence du conseil régional d'Ile-de-France, a annoncé, le jeudi 29 septembre, qu'il allait déposer une proposition de loi instituant un système identique pour l'élection des conseillers régionaux. Il se plaint, en effet, que la proportionnelle départementale et intégrale, qui est utilisée depuis 1986, ne permette pas de dégager une majorité stable dans les assemblées régionales. Il souhaiterait même que cette réforme soit votée avant les élections municipales de mars 1989, pour que l'on puisse grouper, à cette occasion, élections municipales et élections régionales. En revanche, M. Giraud a manifesté son hostilité à l'abandon du scrutin

Les réseaux de chaleur pénalisés Les oubliés du budget

Les trois cent vingt-deux communes françaises équipées d'un réseau de chauffage urbain ont, en découvrant le projet de budget pour 1989, une très mauvaise surprise : on les avait tout simplement oubliées ! En effet, le projet prévoit, en l'état, une baisse de la TVA de 18,6 % à 5,5 % sur les abonnements EDF et GDF, qui réduirait en moyenne de 100 F pour le gaz et de 150 F pour l'électricité la facture annuelle des usagers. Mais il n'envisage rien en faveur des réseaux de chaleur, concurrents directs du chauffage électrique ou au gaz, qui continueraient donc de supporter la TVA à taux plein (18,6 %).

« Tout le monde a oublié qu'il existe des réseaux de chaleur », gémit l'Association des maires d'ouvrages de réseaux de chaleur (AMORCE), laquelle a entrepris aussitôt une campagne d'information auprès de la presse et des parlementaires pour essayer de combler cette lacune. Non sans arguments.

Cette distorsion, si elle persistait, aurait non seulement pour conséquence d'encourager encore plus le développement du chauffage électrique, coûteux pour les usagers et la collectivité,

Les tensions nationalistes en URSS Quinze mille policiers et soldats sont déployés en Arménie et en Azerbaïdjan

Environ deux cent mille personnes se rassemblent tous les soirs sur la place de l'Opéra, à Erevan, pour demander le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, a indiqué, jeudi 29 septembre, le quotidien Komunistika Pravda. « Même s'il y a moins de monde aux rassemblements de la place de l'Opéra, il est encore trop tôt pour parler d'une baisse de la tension », souligne le journal des journaux communistes dans l'un des rares articles explicites parus dans la presse soviétique sur la nouvelle vague d'agitation au Haut-Karabakh.

Par ailleurs, quinze mille policiers et soldats ont été déployés en Arménie et en Azerbaïdjan pour faire face à la situation, a indiqué le journal des journaux communistes. Le général, qui n'a pas précisé si ce chiffre incluait ou non les effectifs des forces de l'ordre locales présentes en temps normal, a déclaré que six cents personnes avaient été interpellées

Le financement des partis à l'ordre du jour

« proportionnellement au nombre de parlementaires ». Leur montant doit être inséré dans la loi de finances par un amendement gouvernemental. Le gouvernement a confirmé aux sénateurs cette procédure, et précisé que cet amendement gouvernemental proposerait entre 50 millions et 100 millions de francs par formation politique représentée au Parlement.

Deuxième point : l'éventuel regroupement des élections. Les sénateurs se sont déclarés « ouverts à la discussion » en mettant toutefois en exergue les problèmes techniques d'une telle réforme. Dernier point : l'audiovisuel. M. Poher a indiqué, à l'issue de cette réunion, que le texte relatif à la création d'un Haut Conseil de l'audiovisuel, qui doit remplacer l'actuelle CNCL, serait vraisemblablement examiné début novembre par le Sénat.

PIANOS DAUDÉ

76 bis av. de Wagram
75017 PARIS
47-63-34-17 — 42-27-83-64

VOTRE PIANO depuis 8 500 F TTC
En location-vente 190 F/mois - 61 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
LOCATION depuis 200 F/mois + Frais de transport
OUVERT LE DIMANCHE

SNURF ACTION PRODUCTION, présente les XI^e championnats de France de SKATEBOARD au TROCADERO

les 1^{er} et 2 oct. 1988 - Noct. le sam. de 20 h à 22 h
avec la plus grande Rampe d'Europe
Allô Sports : 42-76-54-54 - Snurf : 47-34-44-54

M. André Rousselet invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Rousselet, président de Canal Plus, administrateur d'Hermès, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 2 octobre, de 18 h à 19 h 30.

L'ancien directeur du cabinet de M. Mitterrand à l'Élysée répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-François Lucas, du Monde, de Jean-Yves Hailleguer et de Béatrice Hailleguer, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazroule.

Le numéro de « Monde » daté 30 septembre 1988 a été tiré à 523 738 exemplaires

Le numéro de « Monde » daté 30 septembre 1988 a été tiré à 523 738 exemplaires

EXIGEZ : "LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE"

C'est vous qui avez raison. La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horrifient. Voyages, livres, sports, séries, sollicitez nous votre "budget-plaisir". Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent. Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. A partir de 30 F le mètre, la Mode qui laisse votre budget intact ou presque...

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE® Expression Orale et Relations Humaines

Conférences d'information :
PARIS : 25, av. Wagram
15 h à 17 h 15 :
Lundi 3 octobre
19 h à 20 h 45 :
3, 4, 5, 6, 7 octobre

à noter !
ENTRAÎNEMENTS CARNEGIE®
leader mondial de la formation continue.
Présentés en France par la
Société de Formation GAD Weyen
2, avenue Raymond, 75150 La Chesnaie
(1) 38.54.01.00.

A C D E F G H

500 من الأصل